

249 LM005/3
(1941-1946)

Dossier d'agents arrêtés par les autorités Allemandes
pour différents motifs

DVB à DUE

D. 1873

DR 2

Dubar, Kenny

DR 2

21614x
x-11972

Oct. 1873.

See

Subar, Ring -

S.N.C.F.

Région d' N O R D

Renseignements à fournir
en cas d'arrestation d'un agent de la S.N.C.F.
par les Autorités d'occupation.

NOM : : DUBAR

Prénoms : Rémy

Grade à la S.N.C.F. : Contrôleur de Résidence

Résidence de service : HIRSON

Date d'entrée à la S.N.C.F. : 30 Août 1926

Date et lieu de naissance : 20 Octobre 1903 à BERSÉE (Nord)

Domicile civil : 262, Boulevard Barbès à HIRSE par Hirson (Aisne)

Situation de famille : Marié, 2 enfants de 10 et 5 ans

Qualités professionnelles : Normales

Services militaires (grade, campagnes, citations, blessures) : 8^e Bataillon de Chasseurs Mitrailleurs
..... : du 10 Novembre 1923
..... : au 29 Avril 1925

Affiliation politique (s'il y a lieu) {
.....
.....

Date de l'arrestation : 7 Juin 1942

Motifs de l'arrestation : Mis en état d'arrestation après perquisition à son domicile
..... : A été libéré le même jour et remis en service le 8 Juin 1942.

Condamnation :
.....
.....

Date, tribunal, motif :
.....
.....

Éléments de toute nature susceptibles de justifier un recours en grâce :
.....
.....

Lieu d'internement : Feldgendarmérie d'Hirson

Nom du défenseur :

Q 1873 Ser
Dubocage, mile

Lille, le 17 Janvier 1944.

VDN/Ve4- MI

DUBOCAGE Emile

Aide-surveillant SE.

Monsieur LATOUCHE, Ingénieur Principal

Représentant de la S.N.C.F.
auprès de l'E.B.D- Lille.

Le 10/11 Janvier 1944 vers 2 heures du matin, l'aide-surveillant DUBOCAGE Emile, de Tourcoing, a été arrêté à son domicile à Wattrelos par le Gestapo.

Des démarches ont été faites par le service local auprès des services de la Gestapo et de la Kommandantur de Tourcoing- mais sans résultat- aucun renseignement n'a pu être recueilli, ces services ignorent la mesure prise envers cet agent.

Des démarches faites par la femme de l'intéressé auprès de la Gestapo, Boulevard de la Liberté à Lille ont eu le même sort.

Nous ignorons donc le motif de l'arrestation et le lieu de internement.

Pour me permettre de renseigner mon service à ce sujet, je vous serais obligé de bien vouloir intervenir auprès de l'E.B.D.

Le Chef d'Arrondissement



Lille, le 17 Janvier 1944.

Copie à Monsieur PARADIS, Chef de la Subdivision
du Secrétariat et du Personnel à PARIS.

pour le tenir au courant, suite à ma communication
téléphonique du 12-1.

*Transmis à Monsieur le chef des
services administratifs*

*Comme suite aux feuillets de renseignements
communiqués l'autre jour qui lui ont été adressés le
14 janvier 1944.*

Le Chef de la Subdivision du Secrétariat
et du Personnel

Le Chef d'Arrondissement

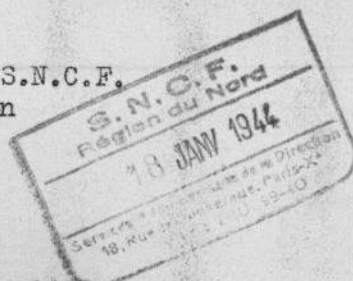
18 JAN 1944

21 11
h man

S.N.C.F.

Région du Nord

Renseignements à fournir
en cas d'arrestation d'un agent de la S.N.C.F.
par les Autorités d'occupation



NCM : DUBOCAGE

Prénoms : Emile, Henri, Achille

Grade à la S.N.C.F. : Aide-surveillant S.E.

Résidence de service : TOURCOING

Date d'entrée à la S.N.C.F. : 6 Janvier 1937

Date et lieu de naissance : 16 Juillet 1912 à Roubaix (Nord)

Domicile civil : WATTRELOS, 73 rue Pierre Catteau

Situation de famille : Marié 2 enfants de 8 et 2 ans

Qualités professionnelles : Bonnes

Services militaires
(grade, campagnes, citations, blessures) : { Quartier-maître ~~démission~~ artillerie de côte (Dunkerque) du 25-10-33 au 15-10-34

Affiliation politique (s'il y a lieu) : { Néant à notre connaissance

Date de l'arrestation : Nuit du 10 au 11 Janvier 1944 à 2 h du matin à son domicile.

Motifs de l'arrestation : { Inconnus; des démarches vont être faites auprès des autorités locales allemandes en vue de connaître le motif de l'arrestation.

Condamnation :

Date, tribunal, motif :

Eléments de toute nature susceptibles de justifier un recours en grâce :

Lieu d'internement : Inconnu.

Nom du défenseur :

1873
Voir lettre du R.P. Aubum. 18 JAN 1944

Serait décidé le 15 Mai 1946
S.C.F. avisé le 5.9.1945 par bordereau collectif
classé N. 3561 - Dillelet.

SCP *Le Directeur*
Le Directeur
Signé : CAMBOURNAG

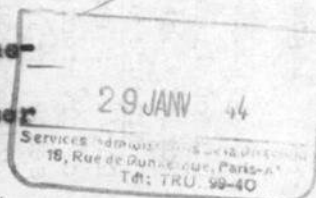
Copie à M. ADINE qui devra également prendre note que:

- la prime de fin d'année ne sera pas réduite en raison de l'absence étant entendu toutefois que si l'agent n'était pas libéré au moment du paiement de cette prime celle-ci serait mise en réserve et non payée aux ayants droit;
- le congé annuel de l'année où l'agent reprendra son service ne sera pas réduit;
- la famille conservera le droit aux facilités de circulation, aux fournitures de l'économat, à l'approvisionnement en combustible.

Enfin, pendant son absence l'agent continuera à avancer au échelon

(à retourner pour ordre sous pli confidentiel)

Confidentiel



Copie à Monsieur le Chef des Services
Administratifs pour le tenir au courant.

Le 27 janvier 1944

Le Chef de la Subdivision du Secrétariat
et du Personnel du Service de la Voie

Monsieur ROUSSEL,

Je vous informe qu'il a été décidé d'attribuer à M. DUBOCAGE Emile, aide surveillant S.E. à Reubaix, arrêté par les autorités allemandes dans la nuit du 10 au 11 janvier 1944, une allocation mensuelle correspondant à la 1/2 rémunération augmentée des allocations familiales et ce, depuis la date de la mise en arrestation de l'intéressé.

L'imputation est à faire au chapitre 1er, article 18, paragraphe 3.

Par ailleurs, les dispositions complémentaires ci-après sont à prendre à l'égard de l'intéressé.

- les retenues pour la Caisse des Retraites et la Caisse de Prévoyance devront être opérées lesquelles seront versées à ces Caisses.

En outre, l'allocation versée subira les retenues fiscales et sera déclarée au fisc.

A retourner pour ordre, sous pli confidentiel, après nécessaire fait.

Le Chef de la Subdivision du Secrétariat
et du Personnel du Service de la Voie

Signé: Paradis

LILLE, le 3 février 1944.

Liaison permanente
auprès de l'E.B.D.

Monsieur le Chef de l'Arrondissement
de la Voie
à LILLE

Votre lettre VEN/Va 4 - Ml du 17 janvier concernant l'aide surveillant des S.E. DUBOCAGE Emile, de TOURCOING, mis en état d'arrestation par les autorités allemandes le 11 janvier 1944.

Par lettre 3.P.5 Pos du 31 janvier, dont copie jointe, l'E.B.D. nous informe que cet agent a été arrêté en raison de sa participation à des actes de sabotage et que le jugement le concernant n'a pas encore été rendu.

Le Représentant de la S.N.C.F.
auprès de l'E.B.D. Lille

Copie à Monsieur le Chef du Service de la Voie
et des Bâtiments à Paris

S. N. C. F.
Ingénieur Principal
HENRI DU NOIR LATOUCHE

19 FEV 1944

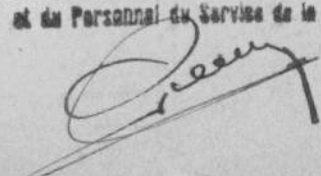
VB.N. ep B2

Paris, le 19 février 1944.

Copie à Monsieur le Chef des Services
Administratifs

pour le tenir au courant
Le Chef de la Subdivision du Secrétariat
et du Personnel du Service de la Voie

4/2
unary



EBD LILLE

3 P 5 Pos

St L III 15/44

A la Liaison Permanente SNCF
auprès de l'EBD-Lille

LILLE, le 31 janvier 1944

Objet : Affaire Dubocage - Votre lettre P 1 du 18.1.1944.

Dubocage a été arrêté pour avoir participé à des actes de sabotage. Pour le moment il n'y a pas lieu de compter sur sa libération. Le jugement n'a pas encore été rendu.

signé Dr Fenwarth

S.
Régio

22 FEV 1944

22 FEV 1944

Services Administratifs de la Direction
18, Rue de Dunkerque, Paris-X
Tél: TRU. 99-40

D.

DR/N2/41
D.1873

Monsieur le Directeur
du Service Central P

Agent incarcéré
par les alle-
mands.

Suite à ma transmission du 18
Janvier 1944 des notices de renseigne-
ments concernant l'aide-surveillant
S.E. DUBOCAGE, Emile, de TOURCOING.

L'E.B.D. LILLE nous fait connai-
tre que l'intéressé a été arrêté pour
avoir participé à des actes de sabotage
et qu'il n'y a pas lieu de compter
sur sa libération.

Le jugement n'a pas encore été
rendu.

Le Directeur,
Signé: OUDOT

16 juin 1945

Madame,

Les autorités officielles vont ont sans doute instruite de la triste nouvelle du pénible deuil qui vous a frappée. Mais comme aumônier, comme ayant été l'un des derniers amis de Monsieur Emile DUBOCAGE, je me dois de vous donner, en même temps que l'assurance de ma sympathie la plus sincère, les quelques détails, trop incomplets hélas, que je puis connaître.

Monsieur DUBOCAGE avait été amené par l'évacuation forcée, cette évacuation si meurtrière, jusqu'au camp de Malchow en Mecklembourg, toujours sous la garde des S.S. Il était extrêmement faible, et bien malade. Les S.S. s'étant enfuis devant l'arrivée des Russes, il a été transporté par des camarades plus valides dans une infirmerie toute proche du camp. Il était soigné avec un dévouement inlassable par des camarades eux aussi sortant des camps de concentration.

C'est à ce moment que, évacuant moi-même avec d'autres prisonniers de guerre vers les lignes américaines, j'ai eu connaissance de cette infirmerie, et je m'y suis arrêté. J'ai été, pour eux tous, et spécialement pour Monsieur DUBOCAGE, à la fois l'infirmier et l'aumônier, et surtout l'ami.

Nous avons fait l'impossible pour nos malades, mais tout manquait. D'ailleurs ils étaient si faibles, à bout de forces. Monsieur DUBOCAGE, avec combien d'autres, hélas, n'a pu se relever; l'extrême faiblesse, la dysenterie ont eu raison de lui, et quelques jours après la libération, le 15 mai, il s'éteignit doucement.

Je devine, Madame, combien ce deuil doit être un déchirement cruel, mon cœur de prêtre voudrait trouver les mots qui consolent. Ayez, au moins, ce réconfort, Madame, de savoir qu'il n'est pas mort abandonné, ni désespéré: jusqu'au bout des Français l'ont entouré de leurs soins, de leur amitié, impuissante hélas. Un prêtre a été près de lui, l'a aidé à prier. Ses dernières paroles ont été pour ses enfants qui faisaient leur communion à peu près à cette époque, je crois. Il est mort dans la paix, et dans l'amitié de Dieu, et je lui ai rendu moi-même les derniers devoirs. Son corps repose maintenant sous les sapins tout près du camp de Malchow, au milieu de ses camarades; une petite croix de bois que j'ai plantée moi-même porte son nom et une date : 15 mai 1945.

Quand nous avons pu évacuer nos malades sur les lignes américaines, les officiers français, qui dirigeaient le convoi, et moi-même, nous sommes arrêtés au petit cimetière, et là, d'un grand salut militaire, nous avons dit adieu à ceux que nous laissons là pour toujours, morts pour la France. Puis, ensemble, nous avons prié.

Croyez-moi, Madame, priez aussi, priez pour l'âme immortelle de Monsieur DUBOCAGE, pensez au r-voir éternel.

Je devine que cette lettre a renouvelé votre douleur, amené peut-être à vos yeux bien des larmes. Je croyais pourtant de mon devoir de vous écrire ces détails, laissez-moi vous redire, Madame, à vous et à tous les membres de la famille de Monsieur DUBOCAGE, avec ma très respectueuse sympathie, le profond dévouement de celui qui fut son dernier ami.

R.P. AUBRUN

V.R.N.

va 4/M⁴

DUBOCAGE Emile

Lille, le 5 juillet 1945

Monsieur PARADIS

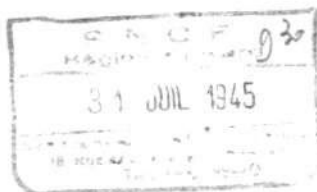
Chef de la Subdivision du Secrétariat
et du Personnel

à PARIS.

- 1 - Je vous adresse ci-joint copie d'une lettre par laquelle le R.P. AUBRUN, de l'Abbaye St-Martin, à Liguge (Vienne), informe Mme DUBOCAGE du décès de son mari, M. DUBOCAGE Emile, surveillant S.E. à Tourcoing, déporté politique en Allemagne.

Mme DUBOCAGE n'a pas été avisée officiellement du décès, mais le témoignage du R.P. AUBRUN, qui a assisté à l'agonie de notre malheureux agent, ne semble pas pouvoir être mis en doute.

Le Chef d'Arrondissement,
ADINE



V.B/N.gp-B2

Paris, le 28 juillet 1945

Copie à Monsieur le Chef des Services Administratifs,
pour le tenir au courant.

Le Chef de la Subdivision du Secrétariat
et du Personnel du Service de la Voie

LILLE, le 31 juillet 1945

Agents décédés
en captivité

Monsieur PARADIS
Chef de la Subdivision du Secrétariat
et du Personnel
à P A R I S.

Suite à votre note gp B² du 25 courant
concernant la lettre de condoléances que désire
adresser M. le Directeur aux agents décédés en
Allemagne.

Je vous prie de vouloir trouver ci-dessous
les renseignements relatifs à deux agents déportés
politiques, qui d'après des témoignages de bonne
foi seraient décédés en Allemagne:

*Suite des
agents*

DUBOCAGE Emile, aide-Surveillant SE à Tourcoing
lettre à adresser à M^{me} DUBOCAGE, 73 rue Pierre
Culteau à Wattrelos, femme de l'agent.

ROBILLART André, Cantonnier à Cassel,
lettre à adresser à M^{me} ROBILLART P.N. 159
Chemin Vicinal n° 6 dit "Polinkof stræte" à
Crochte par Bergues (Nord), femme de l'agent.

Pr le Chef d'Arrondissement

.....

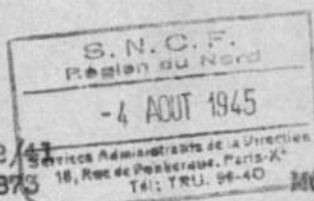
VB/N GP B²

Paris, 28.8.1945

Copie à Monsieur le Chef des Services
Administratifs

qui trouvera, annexées, les projets de lettres
de condoléances destinées aux familles de ces
2 agents.

As Chef de la Subdivision du Secrétariat
et du Personnel de l'Office de la Voie



- 4 AOUT 1945

D.R/N.2/41

D. 1873

Agent arrêté par
les allemands et
décédé en captivité.

Monsieur le Directeur du Service
Central du Personnel,
Section des prisonniers et déportés

Ci-joint copie d'une lettre par laquelle
le R.P. AUBRUN, de l'abbaye de Saint-Martin à
LIGUGE (Vienne) informe Mme DUBOCAGE du décès
de son mari, M. DUBOCAGE Emile, surveillant S.E.
à TOURGOING.

Mme DUBOCAGE n'a pas été avisée officielle-
ment du décès.

/ Le Directeur,

S. Gerny



- 3 SEPT 1945

Madame,

J'ai été douloureusement ému par la mort de votre mari décédé en captivité.

Au nom de la Société Nationale, de la Région Nord, et en mon nom personnel, je m'associe à votre deuil et vous exprime mes sentiments de vive condoléance.

Je tiens à vous assurer que nous saurons garder le souvenir de votre cher disparu.

Veuillez agréer, Madame, avec l'hommage de mon respect, l'assurance de ma profonde sympathie.

Le Directeur
Signé : HEBERT

Madame BUBOCAGE,
73, rue Pierre Catteau
à WATTRELOS (Nord)

D. 1873

DR2

Duboile, Fidélis

S.N.C.F.

Région du **NORD**

Renseignements à fournir
en cas d'arrestation d'un agent de la S.N.C.F.
par les Autorités d'occupation.

NOM : : **DUBOILE**

Prénoms : **Fidélis**

Grade à la S.N.C.F. : **Chef de train**

Résidence de service : **LE TREPORT**

Date d'entrée à la S.N.C.F. : **6 Février 1919**

Date et lieu de naissance : **7 Décembre 1891 à AIRAINES (Somme)**

Domicile civil : **11 Rue Mon Oncle, MERS-les-BAINS**

Situation de famille : **Marlé sans charge**

Qualités professionnelles : **Bonne satisfaction dans son service**

Services militaires
(grade, campagnes, citations,
blessures) : **(19ème Chasseurs à cheval et 128ème Régiment
Infanterie du 1er Octobre 1911 au 29 Janvier 1919
Maréchal des Logis, Campagne 1914/1918 - Croix de
Guerre**

Affiliation politique (s'il y a lieu) : **Parti communiste**

Date de l'arrestation : **23 Octobre 1941**

Motifs de l'arrestation : **(Ancienne activité communiste**

Condamnation : **A été détenu au Front Stalag 122 de COMPIEGNE et
libéré le 30 Mars 1942**

Date, tribunal, motif : **(A repris du service le 13 Avril 1942**

Eléments de toute nature susceptibles
de justifier un recours en
grâce : **(**

Lieu d'internement : **Front Stalag 122 de COMPIEGNE**

Nom du défenseur :

COPIE pour Monsieur le Chef des Services Administratifs
de la Direction de l'Exploitation,

Je lui adresserai ultérieurement
Ces fiches de renseignements d'usage.

Le Chef de la Subdivision du Personnel

Delannoy

27 NOV 1941

EX.N.g.p.4 A/4

D. 46.505

Arrestation par les
Autorités Allemandes.



Monsieur le Chef de la Subdivision
de la Comptabilité M.T.

Le Chef de train DUBOILE, Fléclis, du
TREPORT, a été mis en état d'arrestation par les
Autorités Allemandes, le 23 Octobre 1941.

Prière de lui supprimer sa solde à compter
du 24 Octobre 1941.

Par ailleurs, je vous demanderais de faire
payer à Mme DUBOILE, domiciliée 11 Rue Men Onole
à MERS-les-BAINS (Somme) les appointements de
son mari pour la période du 1er au 23 Octobre
1941.

94 11 41
Un Marty
Le Chef de la Subdivision du Personnel

Signé: DELANNOY

MERS-les-BAINS le 14 Décembre 1941.

Monsieur l'Ingénieur,

Comme il vous l'a fait connaître à son arrivée au Frontstalag 122 à COMPIEGNE, mon mari DUBOILE, Fidélis, Chef de train en gare du TREPORT a été requis par les Autorités Allemandes le 23 Octobre, il ne connaît pas le motif de son internement, il n'a fait l'objet d'aucune poursuite judiciaire de la part des Autorités Françaises ou Allemandes, d'après les renseignements qu'il a pu obtenir du Commandant du camp, il est considéré comme simple prisonnier de guerre ses droits étant réglés par la convention internationale du 27 Juillet 1929, concernant les prisonniers de guerre, M. l'Ingénieur vous n'ignorez pas ma situation, je suis sans ressource et un logement à payer, ayant touché jusqu'à la date de son internement c'est-à-dire le 23 Octobre, pourriez-vous me renseigner si je dois bénéficier des mêmes avantages que les prisonniers de guerre internés en Allemagne.

Comptant sur votre bienveillance, recevez, Monsieur, l'Ingénieur, mes salutations respectueuses.

Mme DUBOILE
11 Rue Mon Oncle

MERS-les-BAINS.
(Somme)

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

RÉGION DU NORD

EXPLOITATION

18, Rue de Dunkerque
PARIS-X.Tél. : TRUDAINE
99-40, 99-41, 99-42, 99-43
Inter 33Adresse Télégraphique
NAPERNORDEX.N.gp.4 A/4
D.46.505Agent incarcéré
par les Autorités
Allemandes

Lettre-réponse



Le 10 JANV 1942

19

Monsieur le Chef des Services Administratifs
de la Direction de l'Exploitation,

Suite à ma lettre du 27 Novembre 1941 concernant
le Chef de train DUBOILE, Fidelis, du TREPOT, incarcéré
par les Autorités Allemandes depuis le 23 Octobre 1941.

Il résulte des renseignements complémentaires recueil-
lis que DUBOILE a été arrêté par les Autorités Allemandes,
en tant que militant communiste, à la suite des rensei-
gnements qu'elles avaient reçus de la Préfecture de la
Somme. Un gendarme français a assisté à l'arrestation de
DUBOILE qui a été interné au Frontstalag 122 à COMPIEGNE.

Je vous adresse ci-joint la copie d'une lettre par
laquelle la femme de notre agent prétend que son mari doit
être considéré comme prisonnier de guerre et bénéficier
des avantages découlant de cette situation.

Je vous serais obligé de me faire connaître le sens
de la réponse à adresser à Mme DUBOILE. Rien ne s'oppose,
je pense à ce que nous lui fassions savoir que jusqu'à
plus ample informé, nous ne pouvons considérer son mari
que comme en situation d'absence irrégulière et
maintenir la suppression de solde appliquée depuis le
24 Octobre 1941.

Le Chef de la Subdivision du Personnel

un Varin
12 jan 42
14.1.42
16 JAN 1942
voir l'informant

DR/44-D 1873

M. Chevier

Qui, mais adressez moi
Le Chef des Services Administratifs
A. "Berny"

AGENTS se TROUVANT dans l'IMPOSSIBILITE d'ASSURER
leur SERVICE du FAIT des AUTORITES ALLEMANDES

Nom et prénoms : **DUBOILE, Fidélis**

Grade : **Chef de train**

Etablissement⁽¹⁾ : **LE TREPORT**

Né le : **7 Décembre 1891**

Commissionné le : **1^{er} Février 1920**

Situation de famille⁽²⁾ : **Marié**

une fille mariée née le 12 Janvier 1924

femme sans emploi

Absent du⁽³⁾ **24 Octobre 1941** au⁽⁴⁾

Motif de l'absence⁽⁵⁾ : **arrêté le 23/10/1941 à 17h00**

par les Autorités Allemandes en raison de son activité communiste.

Est interné au Stalag 122 à COMPIEGNE (Oise)

Rémunération mensuelle de l'agent⁽⁶⁾ :

Eléments fixes: 1.836^f00

Observations du service : **L'agent est considéré comme absent irrégulièrement et
traité sans solde pendant son éloignement du chemin de fer.**

DR/N2/41 - D 1873

Transmis à M. le Directeur du Service Central P.

Comme suite à sa lettre P. 5329 du 15 mai 1941. Nous procédons
à une enquête en vue d'attribution d'un secours mensuel

19 JAN 1942

LE DIRECTEUR DE L'EXPLOITATION

Signé : CAMBournac

- (1) - Indiquer par exemple : Gare de Châlons-sur-Marne - Dépôt de Laroche - Service Régional de l'Exploitation Ouest - District de Meaux.
- (2) - Indiquer si l'agent est marié ou célibataire.
Quelles sont les dates de naissance des enfants à sa charge.
Si la femme à un emploi et si certains des enfants ont un emploi.
- (3) - Il s'agit de l'absence donnant lieu à établissement de cette fiche.
- (4) - Indiquer la date de reprise du service si elle est connue.
- (5) - Exposer les faits qui sont à l'origine de l'absence en indiquant dans le cas d'incarcération si l'agent a contrevenu aux règlements de la S.N.C.F., si une suite disciplinaire est envisagée, s'il y a une suite judiciaire française.
- (6) - Indiquer la rémunération mensuelle en séparant, d'une part, les éléments fixes autres que les allocations familiales et de salaire unique et, d'autre part, l'ensemble de ces dernières allocations.

COPIE pour Monsieur le Chef des Services
Administratifs de la Direction de
l'Exploitation

Dr DR/N2/41/D.1873



Le Chef de la Subdivision du Personnel

Pléat

23 JANV 1942

EX:N.gp.4 A/4
D.46.505

P.1/3618 du 20/12/41

Incarcération par les
Autorités allemandes

Monsieur le Chef de l'Arrondissement
de l'Exploitation d'AMIENS

Voudriez-vous procéder rapidement à
une enquête sur la situation, à tous points
de vue, de la famille du Chef de train
DUBOILE, Fidélis, du TREPORT, absent de
son service depuis le 24 Octobre 1941 du
fait de son incarcération par les autori-
tés allemandes et m'adresser une formule
P.XVIII-I en vue de l'attribution éven-
tuelle d'un secours.

Le Chef de la Subdivision du Personnel
Signé: LERAT



23 JAN 1942

DR 1/2

- D 8

Transmis au 4^e le chef de la Sûreté.
En réponse Ex.

Lettre de la femme du chef de train
Tubois Fidèle, du Transport interne par
A.D. depuis le 3-10-41, qui m'a été
remise par le secrétaire de l'Union des
Chemins de la région du Nord,
à titre de confirmation de ma réponse
n° 147 du 1-12-41, en le priant
de m'adresser copie au P.M. 1.

Le Chef des Services Administratifs

Jour

Je me trouve de ce fait dans la
plus grande gêne et dans la plus
grande bienveillance, attendant que
me permettant de vous en attendant
des jours mais vous bien.
J'espère retourner l'ingénieur

UNION DES SYNDICATS CONFEDERES
DE LA REGION DU NORD.

DR/N2/41
D.1873

-:-:-

Le Chef de train DUBOILE, Fidélis,
du TREPORT, est incarcéré par les
Autorités d'occupation depuis le 23
Octobre 1941.

L'intéressé est traité sans solde
pendant la période de son incarcération.

M. le Directeur a, sur proposition
de M. le Chef du Service EX, accordé
un secours de 500 f à Mme DUBOILE.

*M. Gaudet a renseigné
M. Gaudet le
2 Mars 1942
ff 4 2/3 (m. 9)
9*

Le chef de train Dubois a été incarcéré par l'A.O. le 23-10-41 en tant qu'ancien militant communiste. Sans solde.

Il nous était connu à ce titre, mais n'avait jamais donné lieu à observation en service (noté M¹ en 1941). C'est pourquoi l'Ex n'a pas proposé son licenciement.

M^{me} Dubois, qui n'a pas d'enfant, est sans ressource et ne travaille pas. Elle a demandé un secours.

L'Ex propose 500⁺ une fois donné.

Nous serez vraisemblablement d'accord.

17/2/42 Cluses

(1) sans fait relatif en M par le

travaux Ex ? (En 1937 cet agent avait fait l'objet d'un article du journal le "Messager Indois" pour avoir donné le signal de départ en faisant un geste qui a été interprété comme ayant un caractère politique: bras tendu, poing fermé.).

20. 2. 42

Secours = 500⁺ une fois donné.

"Cambourne"

by

Objet de ma note ci-dessus, Dubois a été libéré le 13-4-42.

Pour vivre, sa femme a dû contracter un emprunt de 2.500⁺.

Notre agent demande notre aide pour régler cette dette.

L'EX propose un nouveau secours de 500⁺ une fois donné.

Nous pourrions l'accorder.

11/7/42 9

Don, 500⁺

13-7-42

Cambourne

PXVIII-1

13-7-42

S.N.C.F.

COPIE pour Monsieur le Chef des Services
Administratifs de la Direction

Région du Nord

Dossier D.R./N.2/4I - D. 1873.

Exploitation

Le Chef de la Subdivision du Personnel

EX.N.g.p.4 A/1

D. 46.505

Affaire DUBOILE

13 AVR 1942

11 AVR 1942

DIRECTION de L'EXPLOITATION
SERVICES ADMINISTRATIFSMonsieur le Chef de l'Arrondissement
de l'Exploitation d'AMIENS,VR: P.8 I250 du
7 Avril 1942.

Etant donné votre appréciation sur le
compte du Chef de train DUBOILE, Fidélis, du
TREPORT, incarcéré par les Autorités Alleman-
des du 23 Octobre 1941 au 30 Mars 1942, je
n'ai pas d'objection à ce que cet agent soit
remis en service.

Vous voudrez bien me tenir au courant
de la date à laquelle DUBOILE aura repris ef-
fectivement ses fonctions.

Je ferai régulariser ensuite sa situa-
tion administrative.

Signé : CHEVRIER

1874
un momentattendu la
date

Dossier DR/N2/41 - D.1873



Le Chef de la Subdivision du Personnel

EX.N.SP.4/1

D.46.505

Incarcéré par
les Autorités Allemandes

Chevri
27 AVR 1942

Monsieur le Chef de la Subdivision
de la Comptabilité MT.

Le Chef de train DUBOIS, Fidélis, du
TREPORT, qui était incarcéré par les Autori-
tés allemandes et considéré comme absent ir-
régulièrement depuis le 24 Octobre 1941 a
été remis en fonctions le 13 Avril 1942 da-
te à partir de laquelle je vous prie de lui
rétablir ses appointements.

28.4
unm...
La Chef de la Subdivision du Personnel

Signé : CHEVRIER

S.N.C.F.
RÉGION du NORD

28 AVR 1942

DIRECTION de L'EXPLOITATION
SERVICES ADMINISTRATIFS

S.N.C.F.
Région ~~du~~ Nord

Le Directeur
~~de~~
l'Exploitation

Le 28 AVR 1942

DR/N.2/41
D. N° 1873
Libération d'agent
incarcéré par
les Allemands

Monsieur le Directeur du Service
Central P.

Suite à la fiche de renseignements concer-
nant le chef de train Dubois,
Fidélis du Tréport

que je vous ai adressée le 19 Janvier 1942

Cet agent, incarcéré par les autorités
d'occupation depuis le 24 Octobre 1941
a été libéré le 30 Mars 1942 et a repris
son service le 12 Avril 1942

Le Directeur de l'Exploitation,

Signé : Cudot

COPIE pour:

M. le Chef des Soes Administratifs de la Direction
~~M. le Chef de l'Arrondissement de l'Exploitation~~
~~d'AMIENS - Suite à P.10 du 15.1.45 pour A~~

M. le Chef du Soe des Retraites

Cette décision annule la formule P.XV-II établie
le 29 Avril 1942.

M.M. LECOEUR, COLLET, CAREL

Le Chef de la Subdivision du Personnel

Drang

30 JAN 1945

EX.N.GP 4 A/1
D. 46.505

31 JAN 45

Monsieur le Chef de la Subdivision
de la Comptabilité M.T.

Arrestation par
les Autorités
Allemandes

cf a
Le chef de train DUBOILE Fidélis,
du Tréport (Mle 80.374) a été absent de
son service du 24 Octobre 1941 au 12
Avril 1942 inclus par suite de son arres-
tation par les autorités allemandes pour
activité politique.

En application des dispositions de la
lettre P.1259 de M. le Directeur du S.C.P.
nous devons restituer à DUBOILE la solde
dont il a été privé pendant la période
du 24 Octobre 1941 au 12 Avril 1942 ainsi
que la somme dont a été amputée sa prime
de fin d'année et éventuellement la prime
d'exploitation du fait de l'absence.

Je vous serais obligé de vouloir bien
faire payer à l'intéressé le montant des
sommes qui lui reviennent.

A { M. le Chef de l'Arrondissement d'Amiens
que j'avise vous indiquera le montant de
ce qui doit être payé au titre PFA et prime
d'exploitation le cas échéant.

Signé: DELANNOY

D 1873

DR2

DUBOIS Abel

708 collection

Verordnungsblatt

für das besetzte Gebiet der französischen Departements
Seine, Seine-et-Oise und Seine-et-Marne.

Herausgegeben vom Militärbefehlshaber Paris.

Bestellungen nehmen alle Kommandanturen der Militärverwaltung an. Einzelnummern sind nur bei diesen Dienststellen zu haben,
Einzelpreis 0,20 RM.

Journal Officiel

X contenant les ordonnances arrêtées par le groupe d'armées pour les territoires occupés
des départements de la Seine, Seine-et-Oise et Seine-et-Marne.

La souscription pourra se faire auprès de toutes les commandantures de l'administration militaire.
Des exemplaires isolés ne pourront être achetés qu'auprès de ces autorités. Prix du numéro : 0,20 RM.

Nr. 1	Paris, den 20. Juni.	1940
	Paris, le 20 juin.	

Inhalt :

Sommaire :

1. Aufruf an die Bevölkerung Frankreichs. — Proclamation à la population de la France... 2
2. Verordnung über den Waffenbesitz im besetzten Gebiet. — Ordonnance sur la possession d'armes en territoire occupé..... 3
3. Bekanntmachung für das besetzte Gebiet. — Aux habitants des pays occupés..... 3
4. Verordnung über die Einführung deutschen Strafrechts und strafrechtlicher Bestimmungen in dem besetzten französischen Gebiet. — Ordonnance concernant l'introduction du droit pénal allemand et des prescriptions pénales dans les territoires occupés de la France..... 5
5. Verordnung über die Abgabe und den Bezug von Lebensmitteln und Gebrauchsgegenständen aller Art im besetzten Gebiet. — Ordonnance concernant la vente et l'achat de vivres et d'articles d'usage courant dans les territoires occupés..... 6
6. Verordnung über das Verbot von Preiserhöhungen. — Ordonnance concernant l'interdiction de toute augmentation des prix..... 7

1.

AUFRUF AN DIE BEVÖLKERUNG FRANKREICHS

Das von den deutschen Truppen besetzte französische Gebiet wird unter deutsche Militärverwaltung gestellt.

Die Militärbefehlshaber werden die zur Sicherung der Truppe und zur Aufrechterhaltung der Ruhe und Ordnung nötigen Anordnungen erlassen.

Die Truppen sind angewiesen, auf die Bevölkerung, soweit sie sich friedlich verhält, Rücksicht zu nehmen und ihr Eigentum zu schonen.

Bei loyaler Mitarbeit werden die Landesbehörden in ihrer Tätigkeit belassen.

Von der Klugheit und der Einsicht der Bevölkerung erwarte ich, dass sie alle unbesonnenen Handlungen, jede Art von Sabotage, passiven oder gar aktiven Widerstand gegen die deutsche Wehrmacht unterlässt.

Allen Anordnungen der deutschen Militärbehörden ist unbedingt Folge zu leisten. Die deutsche Wehrmacht würde es bedauern, wenn sie durch feindselige Handlungen einzelner Zivilpersonen zu den schärfsten Gegenmassnahmen gegen die Bevölkerung gezwungen würde.

Jeder einzelne bleibe an seiner Arbeitsstätte und gehe seiner Arbeit nach. So nützt er seinem Vaterlande, seinem Volke und sich selbst am meisten.

Der Oberbefehlshaber des Heeres.

1.

PROCLAMATION À LA POPULATION DE LA FRANCE

Le territoire français occupé par les troupes allemandes est placé sous la direction de l'administration militaire allemande.

Les commandants militaires prendront les mesures nécessaires pour assurer la sécurité de l'armée et le maintien de l'ordre et de la tranquillité.

Les troupes ont reçu l'ordre de traiter la population avec égard et de respecter la propriété privée en tant que la population reste calme.

Les autorités locales pourront poursuivre leur activité à condition qu'elles observent une attitude loyale envers l'Armée Allemande.

J'exprime l'attente que la population aura l'intelligence et le bon sens de s'abstenir de tout acte irréfléchi, de toute initiative de sabotage, ainsi que de toute résistance passive ou voire même active contre l'Armée Allemande.

Tous les ordres des autorités militaires allemandes devront être exécutés le plus strictement. L'Armée Allemande le regretterait fort, si à la suite d'actes hostiles commis par des civils isolés, elle se voyait contrainte de prendre des mesures de représailles les plus sévères contre la population.

Que chacun reste à sa place de travail et vaille à ses affaires. Ainsi chacun rendra service à sa patrie, à son peuple, et agira de la sorte également dans son propre intérêt.

Le Commandant en chef de l'Armée Allemande.

2.

Verordnung
über den Waffenbesitz im besetzten Gebiet
vom 10. Mai 1940.

1. Sämtliche Schusswaffen und Munition, Handgranaten, Sprengmittel und sonstiges Kriegsgeschütz sind abzuliefern.

Die Ablieferung hat binnen 24 Stunden⁽¹⁾ bei der nächsten deutschen Feld- oder Ortskommandantur zu erfolgen, sofern örtlich nicht Abweichendes bestimmt wird. Die Bürgermeister (Gemeindevorsteher) werden für die genaue Durchführung voll verantwortlich gemacht. Die Truppenführer sind befugt, Ausnahmen zu bewilligen.

2. Wer entgegen vorstehender Verordnung Schusswaffen, Munition, Handgranaten, Sprengmittel oder sonstiges Kriegsgeschütz im Besitz hat, wird mit dem Tode oder mit Zuchthaus, in leichteren Fällen mit Gefängnis bestraft.

3. Wer im besetzten Gebiet Gewalttaten irgendwelcher Art gegen die deutsche Wehrmacht oder ihre Angehörigen begeht, wird mit dem Tode bestraft.

Oberkommando des Heeres.

(1) d. h. nach Bekanntmachung oder Verkündung dieser Verordnung.

2.

Ordonnance
sur la possession d'armes en territoire occupé
du 10 mai 1940.

1° Toutes les armes à feu et munitions, grenades à main, explosifs et autre matériel de guerre sont à remettre.

La remise doit s'effectuer dans l'espace de 24 heures⁽¹⁾ auprès du prochain commandement de place ou de camp, à moins qu'il n'y ait d'autres prescriptions d'ordre local. Les maires (préposés de communes) sont tenus pleinement responsables de la mise en exécution exacte. Les Chefs de troupes sont autorisés à accorder des dispenses.

2° Toute personne possédant des armes à feu, munitions, grenades à main, explosifs ou autre matériel de guerre, à l'encontre de la présente ordonnance, sera punie de la peine de mort ou de travaux forcés, en cas plus légers de prison.

3° Toute personne commettant des actes de violence, quels qu'ils soient, contre l'Armée Allemande ou un de ses membres sera punie de mort.

Le Commandement supérieur de l'armée.

(1) C'est-à-dire à partir de la publication ou de la proclamation de cette ordonnance.

3.

Bekanntmachung für das besetzte Gebiet
vom 20. Juni 1940.

Auf Grund der mir vom Oberbefehlshaber des Heeres erteilten Ermächtigung mache ich bekannt:

I. Die deutsche Wehrmacht gewährleistet den Einwohnern volle Sicherheit ihrer Person und ihres Eigentums. Wer sich ruhig und friedlich verhält, hat nichts zu befürchten.

II. Gewalttaten und Sabotageakte sind mit den schwersten Strafen bedroht. Als Sabotage wird auch jede Beschädigung oder Entziehung von Ernteerzeugnissen, kriegswichtigen Vorräten und Anlagen aller Art sowie das Abreißen und Beschädigen angeschlagener Bekanntmachungen gewertet. Unter dem besonderen Schutz der deutschen Wehrmacht stehen: Gas-, Wasser- und Elektrizitätswerke, Eisenbahnen und Schleusenanlagen sowie Kunstschatze.

3.

Aux habitants des pays occupés!
Du 20 juin 1940.

Le commandant en chef de l'armée allemande me donne pleins pouvoirs de communiquer ce qui suit:

I. L'armée allemande garantit aux habitants pleine sécurité personnelle et sauvegarde de leurs biens. Ceux qui se comporteront paisiblement et tranquillement n'ont rien à craindre.

II. Tout acte de violence ou de sabotage sera puni des peines les plus sévères. Sera considéré comme acte de sabotage tout endommagement ou détournement de produits récoltés, de provisions de guerre et d'installations de tout genre, ainsi que l'endommagement d'affiches de l'autorité occupante. Les usines à gaz, d'électricité, d'eau, les chemins de fer, les écluses et les objets d'art se trouvent sous la protection particulière de l'armée occupante.

III. Die Abgabe von Schusswaffen und Kriegsgewehr ist durch besondere Bekanntmachung angeordnet. Für Erinnerungswaffen ohne Gebrauchswert gilt diese Anordnung nicht. Jagdschusswaffen sind unter Kenntlichmachung von Namen, Beruf und Wohnung des Eigentümers bei dem für die Aufbewahrung verantwortlichen Bürgermeister abzuliefern.

IV. Kriegsgewaltig geahndet wird :

1. Jede Unterstützung nichtdeutscher Militärpersonen im besetzten Gebiet,
2. Jede Hilfe bei der Flucht von Zivilpersonen in das nichtbesetzte Gebiet,
3. Jede Nachrichtenübermittlung an Personen oder Behörden ausserhalb des besetzten Gebietes zum Schaden der deutschen Wehrmacht und des Reiches,
4. Jeder Verkehr mit Kriegsgefangenen,
5. Jede Beleidigung der deutschen Wehrmacht und ihrer Befehlshaber,
6. Das Zusammenrotten auf der Strasse, das Verbreiten von Flugschriften, die Veranstaltung von öffentlichen Versammlungen und Aufzügen, die nicht vorher von einem deutschen Befehlshaber genehmigt worden sind, sowie jede andere deutschfeindliche Kundgebung,
7. Verleitung zur Arbeitseinstellung, böswillige Arbeitseinstellung, Streik und Aussperrung.

V. Die Staats- und Kommunalbehörden, Polizei und Schulen haben weiter zu arbeiten. Sie dienen damit der eigenen Bevölkerung. Ihre Leiter sind für loyales Verhalten gegenüber der Besatzungsmacht verantwortlich. Die im öffentlichen Dienst arbeitenden Personen erhalten ihre bisherigen Bezüge weiter.

VI. Alle gewerblichen Betriebe, Handelsgeschäfte und Banken sind im Interesse der Bevölkerung offen zu halten. Grundloses Schliessen wird geahndet.

VII. Im Interesse einer geordneten und gleichmässigen Versorgung der Bevölkerung hat jedes Hamstern von Waren des täglichen Bedarfs (jede übermässige Bevorratung) zu unterbleiben. Hamstern wird als Sabotage gewertet. Der für den täglichen Lebensbedarf der Zivilbevölkerung nötige Verkehr, insbesondere auch der Marktverkehr, wird, soweit es die militärischen Verhält-

III. Par décret spécial la remise des armes à feu et du matériel de guerre a été ordonnée. Ce décret ne s'applique pas à des armes souvenirs hors d'usage. Les armes de chasse devront être remises en indiquant le nom, la profession et le domicile du propriétaire au maire responsable, qui prendra soin de ce dépôt.

IV. Seront passibles du tribunal de guerre les individus inculpés d'avoir commis les faits suivants :

- 1° Toute assistance prêtée à des militaires non allemands se trouvant dans les territoires occupés;
- 2° Toute aide à des civils qui essayent de s'enfuir vers les territoires non occupés;
- 3° Toute transmission de renseignements à des personnes ou à des autorités se trouvant en dehors des territoires occupés et ceci au détriment de l'armée allemande et du Reich;
- 4° Tout rapport avec des prisonniers;
- 5° Toute offense de l'armée allemande et de ses chefs.
- 6° Les attroupements de rue, la distribution de tracts, l'organisation d'assemblées publiques et de manifestations qui n'auront pas été approuvées au préalable par le commandant allemand, ainsi que toute autre manifestation anti-allemande.
- 7° Toute provocation au chômage volontaire, tout refus malintentionné de travail, toute grève ou lock-out.

V. Les administrations de l'État, des communes, la police, et les écoles devront poursuivre leur activité. Elles restent ainsi au service de leur propre population. Les chefs et directeurs seront responsables envers l'autorité occupante du fonctionnement loyal des services. Les personnes qui se trouvent en service public continueront à recevoir leurs traitements et salaires.

VI. Toutes les entreprises, les maisons de commerce, les banques poursuivront leur travail dans l'intérêt de la population. Toute fermeture injustifiée sera punie.

VII. Dans l'intérêt d'un ravitaillement régulier et proportionné de la population tout acca-

niss zulassen, nicht unterbunden werden. Produzenten und Händler mit Waren des täglichen Bedarfs haben ihre Tätigkeit fortzusetzen und die Waren dem Verbrauch zuzuführen.

VIII. Die Erhöhung von Preisen und Entgelten jeder Art sowie von Löhnen über den Stand am Tage der Besetzung hinaus ist verboten, soweit nicht Ausnahmen ausdrücklich zugelassen sind.

IX. Das Umrechnungsverhältnis beträgt:

1 französischer Franc . . . = 0,05 RM.

Die Anwendung eines anderen Umrechnungskurses ist strafbar. Für deutsche und landeseigene Währung besteht Annahmewang.

X. Die Truppe und ihre Angehörigen werden ihre Käufe und ihre Arbeitsaufträge usw. bar bezahlen. Nur bei Beträgen über 500 RM. werden an Stelle der Barzahlungen Leistungsbescheinigungen ausgestellt und von der deutschen Militärverwaltung eingelöst werden.

Der Militärbefehlshaber. Paris.

parement de marchandises d'usage journalier est interdit. L'accaparement sera considéré comme acte de sabotage. Le trafic nécessaire pour le ravitaillement des marchés ne sera pas entravé pour autant que les besoins militaires le permettront. Les producteurs de marchandises de première nécessité ainsi que les commerçants doivent poursuivre leur activité et mettre leurs marchandises à la disposition du public.

VIII. Toute augmentation des prix et des rémunérations au delà du niveau existant le jour de l'occupation est défendue, à moins que les exceptions ne soient explicitement permises.

IX. Le taux du change est fixé comme suit:

un franc français . . . = 0,05 Reichsmark

Tout autre cours ne sera pas toléré et les infractions seront punies. Les monnaies allemandes et celles du pays doivent être acceptées en paiement.

X. Les troupes allemandes payeront leurs achats et leurs commandes au comptant. Pour les sommes au delà de 500.-Reichsmark (au lieu d'un paiement au comptant) des certificats de livraisons seront délivrés. L'administration militaire allemande remboursera le montant.

Le Gouverneur militaire de la région de Paris.

4.

Verordnung über die Einführung deutschen Strafrechts und strafrechtlicher Bestimmungen in dem besetzten französischen Gebiet
vom 10. Mai 1940.

§ 1.

Soweit eine Handlung, die nach deutschem Recht strafbar ist, zur Aburteilung durch Wehrmachtsgerichte oder Sondergerichte gebracht wird, wird das deutsche Strafrecht angewandt.

§ 2.

Jeder unbefugte Verkehr mit Kriegs- oder Zivilgefangenen, die sich in Gewahrsam der deutschen Wehrmacht oder der deutschen Behörden oder Beamten befinden, wird bestraft.

4.

Ordonnance concernant l'introduction du droit pénal allemand et des prescriptions pénales dans les territoires occupés de la France du 10 mai 1940.

§ 1.

Pour autant qu'un acte punissable selon le droit allemand sera jugé par les tribunaux militaires ou par des tribunaux spéciaux, le droit pénal allemand sera appliqué.

§ 2.

Tout rapport non autorisé avec des prisonniers de guerre ou civils, qui se trouvent en captivité auprès de l'armée allemande ou des autorités allemandes, sera puni.

§ 3.

Das Zusammenrotten auf der Strasse, das Herstellen und das Vertreiben von Flugschriften, das Veranstellen von öffentlichen Versammlungen und Aufzügen, sowie die Beteiligung daran und deutschfeindliche Kundgebungen aller Art werden bestraft.

§ 4.

Wer die Arbeit einstellt in der Absicht, damit die Interessen der deutschen Besetzung zu schädigen, wer Arbeitnehmer aussperrt oder wer andere zur Arbeitseinstellung oder Aussperrung auffordert, wird bestraft.

§ 5.

Wer in Zeitungen oder Zeitschriften Nachrichten veröffentlicht, die dem Deutschen Reich schädlich sein können, oder deren Veröffentlichung durch das deutsche Besatzungsheer verboten ist, wird bestraft.

§ 6.

Wer nichtdeutsche Rundfunksendungen öffentlich oder im Gemeinschaftsempfang abhört oder wer die Möglichkeit hierzu schafft, wird bestraft.

Ausgenommen hiervon sind nichtdeutsche Sender, die das Besatzungsheer durch öffentliche Bekanntmachung zulässt.

§ 7.

Wer deutschfeindliche Funknachrichten oder sonstige deutschfeindliche Nachrichten weiterverbreitet, wird bestraft.

§ 8.

Diese Verordnung tritt sofort in Kraft.

Der Oberbefehlshaber des Heeres.

Les attroupements, la distribution de tracts, l'organisation de réunions publiques et de manifestations anti-allemandes de tout genre seront punies. Les commandants compétents pourront permettre des exceptions.

§ 4.

Seront passibles de peine ceux qui cesseront le travail avec l'intention de nuire aux intérêts de l'occupation allemande, qui congédieront les employés et ouvriers ou qui en engageront d'autres à cesser le travail ou à renvoyer les ouvriers.

§ 5.

Celui qui publiera dans les journaux ou dans les feuilles périodiques des nouvelles qui pourraient être nuisibles au Reich ou dont la publication aura été défendue par l'armée d'occupation allemande, sera puni.

§ 6.

Celui qui écouterait en public, seul ou avec d'autres personnes des émissions de T.S.F. non allemandes ou qui procurerait la possibilité d'une audition pareille, sera puni.

Seront exceptés les postes de radiodiffusion non allemandes dont l'administration militaire allemande permettra l'écoute par notification officielle.

§ 7.

Celui qui colportera des nouvelles radiodiffusées et hostiles à l'Allemagne ou d'autres nouvelles anti-allemandes sera puni.

§ 8.

Le décret entre en vigueur au moment de sa proclamation.

Le Commandant en chef de l'Armée.

5.

Verordnung über die Abgabe und den Bezug von Lebensmitteln und Gebrauchsgegenständen aller Art im besetzten Gebiet

vom 20. Juni 1940.

Auf Grund der mir vom Oberbefehlshaber des Heeres erteilten Ermächtigung verordne ich im Interesse einer geordneten und gleichmässigen

5.

Ordonnance concernant la vente et l'achat de vivres et d'articles d'usage courant dans les territoires occupés du 20 juin 1940.

En vertu des pleins pouvoirs qui m'ont été conférés par le commandant en chef des armées allemandes, je décrète ce qui suit dans l'intérêt

Versorgung der Bevölkerung im besetzten Gebiet,
was folgt :

1. Lebensmittel und Gebrauchsgegenstände aller Art dürfen nur in einem dem üblichen Bedarf entsprechenden Umfang abgegeben werden.

2. Hamsterei, d. h. ungewöhnlicher Einkauf oder übermässige Bevorratung, ist verboten.

3. Die deutschen Soldaten und Reichsangehörigen haben Befehl, diese Bestimmungen zu beachten. Sie dürfen nur für ihren eigenen augenblicklichen Bedarf und nur gegen sofortige Barzahlung kaufen. Leistungsbescheinigungen werden nur bei grösseren Aufträgen (über 500 RM) vom Führer der kaufenden Einheit ausgestellt.

4. Verstösse gegen diese Bestimmungen werden bestraft.

Der Militärbefehlshaber Paris.

du ravitaillement régulier et proportionné de la population en territoire occupé :

1° Les vivres et articles d'usage courant ne pourront être vendus ni achetés au delà de quantités normales.

2° L'accaparement, c'est-à-dire l'achat excessif de provisions est défendu.

3° Les soldats allemands, ainsi que les ressortissants du Reich ont reçu l'ordre de respecter ces prescriptions. Ils ne pourront acheter que ce qui permet de couvrir leurs besoins immédiats et contre paiement au comptant. Les certificats de livraison ne seront délivrés que par le chef de l'unité qui opère les achats et ceci uniquement pour des commandes dépassant la somme de 500. — Reichsmark.

4° Toute infraction à cette ordonnance sera punie.

Le Gouverneur militaire de la région de Paris.

6.

Verordnung
über das Verbot von Preiserhöhungen
vom 20. Juni 1940.

Auf Grund der mir vom Oberbefehlshaber des Heeres erteilten Ermächtigung verordne ich, was folgt :

§ 1.

Die zur Zeit des Einmarsches geltenden Preise und Entgelte jeder Art, insbesondere für alle Bedürfnisse des täglichen Lebens, für die gesamte landwirtschaftliche, gewerbliche und industrielle Erzeugung und für den Verkehr mit Gütern und Waren jeder Art, dürfen innerhalb des von den deutschen Truppen besetzten Gebietes und im Verkehr von diesem Gebiet nach dem Gebiet des Deutschen Reiches nicht erhöht werden.

Verträge, die von beiden Vertragspartnern erfüllt sind, bleiben unberührt.

§ 2.

Es ist verboten, Handlungen vorzunehmen, durch die mittelbar oder unmittelbar die Vor-

6.

Décret concernant l'interdiction
de toute augmentation des prix du 20 juin 1940.

En vertu des pleins pouvoirs qui m'ont été conférés par le commandant en chef des armées allemandes, je décrète ce qui suit :

§ 1.

Toute augmentation des prix et des rémunérations de tout genre au delà du niveau existant au moment de l'occupation, surtout pour ce qui concerne les marchandises de première nécessité, les produits agricoles, la production industrielle, les tarifs de transport, de produits et de marchandises de tout genre à l'intérieur du territoire occupé par les troupes allemandes et dans le trafic de ces territoires avec le Reich, est interdite.

Les contrats de livraison qui ont été exécutés par les deux parties contractantes, ne seront pas soumis à cette clause.

§ 2.

Il est défendu de commettre des actes qui éludent ou qui éluderaient directement ou in-

schriften des § 1 umgangen werden oder umgangen werden sollen.

Als Erhöhung von Preisen und Entgelten ist auch jede mittelbare oder unmittelbare Verschlechterung der Gegenleistung, insbesondere der Zahlungs- und Lieferungsbedingungen, sowie die ungerechtfertigte Weigerung, Waren herzustellen oder zu liefern, anzusehen.

§ 3.

Soweit aus volkswirtschaftlichen Gründen oder zur Vermeidung von unbilligen Härten eine Erhöhung von Preisen und Entgelten erforderlich ist, kann der örtlich zuständige Feldkommandant oder die von mir bestimmte Dienststelle Ausnahmen zulassen und anordnen.

§ 4.

Werden Vorschriften dieser Verordnung oder den zu ihrer Durchführung erlassenen Vorschriften und Anordnungen zuwiderhandelt, wird mit Geldstrafe bis zu 30 000 RM. und mit Haft bis zu 6 Wochen oder mit einer dieser Strafen bestraft, soweit nicht andere gesetzliche Bestimmungen eine höhere Strafe androhen. Auch kann auf Einziehung der verbotswidrig verteuerten Gegenstände erkannt werden.

Der Militärbefehlshaber Paris.

directement les prescriptions de l'article 1^{er}.

Toute diminution de la valeur d'une marchandise, en particulier toute augmentation défavorable aux conditions de paiement ou de livraison, ainsi que le refus injustifié de livrer des marchandises ou de les fabriquer, seront considérés comme augmentation des prix.

§ 3.

Si une augmentation des prix ou des rémunérations devait s'avérer nécessaire pour des raisons économiques ou pour éviter des injustices évidentes, elle pourra être permise par le Feldkommandant ou par les offices agissant en son nom.

§ 4.

Celui qui commettra des infractions à ce décret ou en empêchera l'exécution, sera puni d'une amende allant jusqu'à 30 000 Reichsmark et d'une détention allant jusqu'à six semaines, ou sera passible d'une des deux peines à moins que les prescriptions légales ne fixent une peine encore plus élevée. Les objets dont le prix aura été élevé à l'encontre de l'interdiction présente, pourront être confisqués.

Le Gouverneur militaire de la région de Paris.



SOCIÉTÉ NATIONALE
DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS
Région du NORD

AGENTS se TROUVANT dans l'IMPOSSIBILITÉ d'ASSURER
leur SERVICE EN FAIT des AUTORITÉS ALLEMANDES.

Nom et prénoms : Dubois Abel

Grade : Expéditionnaire

Etablissement (1) : Ateliers de Machines de La Chapelle

Né le : 12 juin 1913 Commissionné le : 18 novembre 1937

Situation de famille (2) : Marié sans enfant

Madame Dubois ne travaille pas

Absent du (3) 15 juillet 1941 au (4) :

Motif de l'absence (5) : Le 14 juillet 1941, au cours d'une promenade en compagnie de sa femme, a été séparé d'elle par une manifestation sur le Boulevard Bonne Nouvelle. En la recherchant a été surpris par une rafle. Amené d'abord au Commissariat du quartier, il a été transféré par les autorités allemandes à l'Hôtel Edouard VII puis à la Prison de la Santé.

L'agent n'a pas contrevenu aux règlements de la S.N.C.F.

Rémunération mensuelle de l'agent (5) :

Éléments fixes : 1728'

Observations du service :

La Chapelle le 18 juillet 1941

L'Ingénieur-Adjoint

Chef de l'Atelier de Machines
de La Chapelle

Monsieur le Chef du Service du Matériel
et de la traction (Subdivision du Personnel)
(suite à sa lettre SPD n° 3036 du 4.6.41)

[Signature]

- (1) - Indiquer par exemple : Gare de Châlons-sur-Marne - Dépôt de Laroche - Service régional de l'Exploitation Ouest - District de Meaux.
- (2) - Indiquer si l'agent est marié ou célibataire;
Quelles sont les dates de naissance des enfants à sa charge;
Si la femme a un emploi et si certains des enfants ont un emploi.
- (3) - Il s'agit de l'absence donnant lieu à établissement de cette fiche.
- (4) - Indiquer la date de reprise du service si elle est connue.
- (5) - Exposer les faits qui sont à l'origine de l'absence en indiquant dans le cas d'incarcération si l'agent a contrevenu aux règlements de la S.M.C.F., si une suite disciplinaire est envisagée, s'il y a une suite judiciaire française.
- (6) - Indiquer la rémunération mensuelle en séparant, d'une part, les éléments fixes autres que les allocations familiales et de salaire unique et, d'autre part, l'ensemble de ces dernières allocations.

M. le Directeur,

Se promenant avec sa femme le 14 juillet 1941, l'expéditionnaire M.T. Dubois, de La Chapelle, a été séparé d'elle par une manifestation sur un boulevard de Paris. En recherchant celle-ci, notre agent a été pris dans une rafle et incarcéré à la prison de la Santé, où il se trouve encore.

En raison des circonstances de cette arrestation, M. le Chef du Service M.T. vous propose de considérer Dubois comme prisonnier civil de guerre et, par suite, de lui maintenir sa solde.

A / Jusqu'à preuve du contraire, Dubois n'a commis aucune infraction.

Vous serez vraisemblablement d'accord de lui rétablir sa solde.

Bien entendu, le Service M.T. devrait se documenter sur la date probable de la libération de l'intéressé.

La Chapelle le, 11 Août 1941.

P.N° 1678

Monsieur le Chef du Service
du Matériel et de la TractionVR.SPI 5077
du 11-8-41.

Subdivision du Personnel.

- DUBOIS Abel - Secours -

Une enquête a bien été effectuée
pour s'assurer des ressources du ménage,
ressources nulles en dehors du salaire du
mari. La femme ne travaille pas.

La situation n'est peut-être pas
critique pour l'instant mais le deviendra
certainement si l'absence du mari doit se
prolonger, comme il y a lieu de le craindre.

Région ou Service Central :



2/ Proposition de Secours non renouvelable, de prêt ou d'avance

(Application de l'Instruction Générale N° 53, du 28 Novembre 1938.)

Nom et prénom de l'agent ou de l'ex-agent : **Dubois Abel** Matricule :
Grade et résidence administrative : **Expéditionnaire La Chapelle** Ancienneté des services : **Affilié le 18.11.1937**
Motif du départ (Retraite, réforme, démission, décès, etc...) :
(1) Nom, prénom, âge, qualité du demandeur : **L'agent - 29 ans.**
degré de parenté, avec l'agent ou l'ex-agent
Adresse postale du bénéficiaire : **30 rue Toloncau Paris 18^e**
Gare où le paiement devra être fait le cas échéant : **Caisse du Matériel**
Etat-civil du demandeur (Célibataire, marié, veuf, divorcé) : **Marié**

Situation de famille	Enfants	G ¹ ans	G ² ans	G ³ ans	G ⁴ ans	G ⁵ ans	G ⁶ ans
		F ¹ ans	F ² ans	F ³ ans	F ⁴ ans	F ⁵ ans	F ⁶ ans
	Beaux-enfants	G ¹ ans	G ² ans	G ³ ans	F ¹ ans	F ² ans	F ³ ans
	Descendants, ascendants						
	Collatéraux vivant normalement sous son toit						

RESSOURCES ANNUELLES

Traitement ou pension ..	10310
Indemnité de résidence ..	5064
Allocations familiales ..	5810
Allocations diverses ..	
Primes de travail ..	670
Gratification annuelle ..	

AUTRES RESSOURCES

Pension militaire ..	
Conjoint ..	
Enfants ..	

Autres personnes habitant avec l'agent ..

TOTAL .. 21.924

A DÉDUIRE

Arrérages de dettes ..	
Avances - Prêts ..	

RESSOURCES NETTES ..

DÉPENSES ENGAGÉES OU A ENGAGER

NATURE RÉGLÉES NON RÉGLÉES

PIÈCES JOINTES ..

OBSERVATIONS

- L'agent est propriétaire de sa maison
- Il paie un loyer annuel de : 1500 f
- Il est logé gratuitement

- 1° par la S. N. C. F.
- 2° par un membre de sa famille.

(Bayer les mentions inutiles)

Total des dépenses } f. réglés au moyen de
justifiées par les } f. dont
pièces jointes } f. non réglés.

Avantages en argent ou en nature accordés par la Caisse de Prévoyance ou en dehors de la S. N. C. F. (Assurances Sociales État - Départe- ment - Commune etc...).	En cas de maladie du conjoint (ou d'un enfant) Prestations de la Caisse de Prévoyance ou des A. S.		EN CAS DE NAISSANCE						
	DÉTAIL DES SOMMES REÇUES OU A RECEVOIR		Accouche- ment gratuit	Allocations communales départemen- tales, patronales.	Prime d'allaitement	Assistance aux femmes en couches	Caisse de Prévoyance ou A. S. Conjoint.	Autres interventions.	
	Prestations en espèces (A.S.)								Remboursement de frais médicaux et pharmaceutiques
	JOURS	SOMMES							

AVIS DU CHEF LOCAL	SECOURS, AVANCES ou PRÊTS DÉJÀ ACCORDÉS AU COURS DES 5 DERNIÈRES ANNÉES		
	DATES	MONTANT	NATURE ET MOTIF
<p>Qualité des services :</p> <p>Justification de la demande (après vérification des motifs invoqués) :</p> <p>Le 14 juillet 1948 au cours d'une promenade en compagnie de sa femme et de ses par une manifestation sur le boulevard Bonne Nouvelle. En la recherchant, a été surpris par une rafle. Immédiatement d'abord au Commissariat du quartier, il a été transféré par les autorités allemandes à l'Hotel Edouard III puis à la Prison de la Santé.</p> <p>L'agut n'a pas contrevenu aux règlements de la S.N.C.F.</p> <p>Le _____</p> <p>SIGNATURE DU CHEF LOCAL :</p>	<p>01/01</p> <p>02/02</p> <p>03/03</p> <p>04/04</p> <p>05/05</p> <p>06/06</p> <p>07/07</p> <p>08/08</p> <p>09/09</p> <p>10/10</p> <p>11/11</p> <p>12/12</p> <p>13/13</p> <p>14/14</p> <p>15/15</p> <p>16/16</p> <p>17/17</p> <p>18/18</p> <p>19/19</p> <p>20/20</p> <p>21/21</p> <p>22/22</p> <p>23/23</p> <p>24/24</p> <p>25/25</p> <p>26/26</p> <p>27/27</p> <p>28/28</p> <p>29/29</p> <p>30/30</p> <p>31/31</p> <p>32/32</p> <p>33/33</p> <p>34/34</p> <p>35/35</p> <p>36/36</p> <p>37/37</p> <p>38/38</p> <p>39/39</p> <p>40/40</p> <p>41/41</p> <p>42/42</p> <p>43/43</p> <p>44/44</p> <p>45/45</p> <p>46/46</p> <p>47/47</p> <p>48/48</p> <p>49/49</p> <p>50/50</p> <p>51/51</p> <p>52/52</p> <p>53/53</p> <p>54/54</p> <p>55/55</p> <p>56/56</p> <p>57/57</p> <p>58/58</p> <p>59/59</p> <p>60/60</p> <p>61/61</p> <p>62/62</p> <p>63/63</p> <p>64/64</p> <p>65/65</p> <p>66/66</p> <p>67/67</p> <p>68/68</p> <p>69/69</p> <p>70/70</p> <p>71/71</p> <p>72/72</p> <p>73/73</p> <p>74/74</p> <p>75/75</p> <p>76/76</p> <p>77/77</p> <p>78/78</p> <p>79/79</p> <p>80/80</p> <p>81/81</p> <p>82/82</p> <p>83/83</p> <p>84/84</p> <p>85/85</p> <p>86/86</p> <p>87/87</p> <p>88/88</p> <p>89/89</p> <p>90/90</p> <p>91/91</p> <p>92/92</p> <p>93/93</p> <p>94/94</p> <p>95/95</p> <p>96/96</p> <p>97/97</p> <p>98/98</p> <p>99/99</p> <p>100/100</p>		

AVIS du Chef d'Arrondissement

RÉGION DU NORD

11 SEPT 1941

DIRECTION de L'EXPLOITATION
SERVICES ADMINISTRATIFS

DÉCISION (1)

AVIS (4)

du Chef du Service

Secours (1) de

Avance (1) de

Prêt (1) de

Secours (1) de

Avance (1) de

Prêt (1) de

Etant donné les circonstances dans lesquelles cet agent a été arrêté, il semble qu'il convient de le considérer comme prisonnier civil et, en conséquence, de lui maintenir sa solde.

L'Ingénieur-Adjoint
Grade et Signature
Chef de l'Atelier de Machines
de La Chapelle

Hechey

La Chapelle le 4 Août 1941

Grade et Signature
Le Chef du Service
du Matériel et de la Traction

Le 8 Septembre 1941

Grilles

DÉCISION DU DIRECTEUR

Secours (1) de

Avance (1) de

Prêt (1) de

Le 19

W.

La Chapelle, 1^e 12 Septembre 1941.
SOCIÉTÉ NATIONALE
DES
CHEMINS DE FER FRANÇAIS
RÉGION du NORD

SERVICE DU MATÉRIEL
ET DE LA TRACTION

R. C. Seine 276.448 B

SOCIÉTÉ NATIONALE
CHEMINS DE FER FRANÇAIS
Région du NORD
Matériel et Traction

13 SEP. 1941

Monsieur le Chef du
Service du Matériel et de la
Traction
Subdivision du Personnel

NR.P.I678 du II.8.
1941

P.N° 1918

- DUBOIS, Abel - Secours -

Mme DUBOIS, Femme de notre Expéditionnaire, est venue nous annoncer que son mari avait été condamné à 3 mois d'emprisonnement par les Autorités Allemandes et que sa libération probable était fixée au 4 Novembre 1941.

A ce sujet je me permets de vous rappeler ma proposition de secours en sa faveur. Bien que Mme DUBOIS n'ait pas voulu ou pas osé nous avouer encore cette fois-ci la détresse de sa situation financière, il est bien évident que si l'on considère que depuis son mariage en 1935, DUBOIS a été :

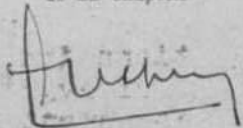
Journalier à l'Exploitation : I6.II.36
Homme d'équipe à l'essai : I. I.37
Facteur : I. 6.37
Facteur aux écritures : I8.II.37
(échelle 3)
Expéditionnaire à l'Atelier : 7.II.38
de Machines de La Chapelle
(échelle 5)
Mobilisé du 2.I0.I939 au I8.7.I940

les économies qu'auraient pu faire le ménage ne peuvent qu'être minimales.

Etant donné qu'il y a maintenant 2
mois que Mme DUBOIS est privée du salaire
de son mari et que la situation de ce
dernier entraîne des dépenses (colis,
nourriture, etc....) je me permets d'insister
pour qu'une suite rapide soit donnée à la
demande de secours.

L'Ingénieur-Adjoint

Chef de l'Atelier de Machines
de La Chapelle



SOCIÉTÉ NATIONALE
DES

M.T. 8

CHEMINS DE FER FRANÇAIS La Chapelle, le

17 SEPT 1941

RÉGION du NORD

S.N.C.F.
RÉGION du NORD

SERVICE DU MATÉRIEL
ET DE LA TRACTION

18 SEPT 1941

R. C. Seine 876.448 B

DIRECTION de L'EXPLOITATION
SERVICES ADMINISTRATIFS

S.P.I. N° 5829

TRANSIS à Monsieur le Chef des Services
Administratifs, à PARIS

Secours

DUBOIS,
Abel

Suite à notre proposition P.XVIII-I
du 8 courant.



L'Ingénieur Principal
Chef de la Subdivision du Personnel,

[Signature]

pourra être accordé en tenant compte des
besoins réels du usage.

Veuillez nous adresser le cas échéant
agencement des documents.

Le Chef des Services Administratifs



19 SEP 1941

DR/N2/47

V. R.: P. XVII-1

du 8-9-41 et

SP15529 du

17-9-41

M. le Chef de la Subdivision
du Personnel M.T.

L'expeditionnaire Dubois Abel, de
l'atelier de machines de La Chapelle, a été
condamné par l'A.O. à 3 mois de prison
pour infraction à l'ordonnance du 20 juin
1940 du gouverneur militaire de la région de
Paris, IV 563, commise le 14 juillet 1941 en
prenant part à un "attroupement de rue"
reconnu tel par la B.B.C.

L'agent s'étant mis par sa faute dans
l'impossibilité d'assurer son service, doit-
comme prévu au 4^e) de ma lettre DR/N2/47
du 17-9-41 - être considéré comme absent
irrégulièrement et par suite, traité sans
solde pendant la durée de sa détention.
S'il y a adversité et sur demande de
l'intéressé ou de sa femme, un secours

H. Verondart

A) Les atteroupements ne sont pas intéressés
par une des premières ordonnances de l'A)
Celui du 14/7/41 était recommandé par la BBC

15.9.41

1. le 9.41

agissez vous le teste de A ? ordonnance
du 20/6/40
(17, 563)

sinon, le demandeur avec

~~Sanctuary~~

un martyr

Voici A
verso
un
m

7-10-41

M. Taine

Avez-vous quelque chose sur ce cas?

Je me souviens d'avoir
d'ja écrit à M.T.

Auz

je finit



AGENTS se TROUVANT dans l'IMPOSSIBILITE d'ASSURER
leur SERVICE du FAIT des AUTORITES ALLEMANDES.

Nom et prénoms : Dubois Abel

Grade : Expéditionnaire

Etablissement (1) : Atelier de Machines de La Chapelle

Né le : 12 juin 1913 Commissionné le : 18 novembre 1937

Situation de famille (2) : Marié sans enfant

Madame Dubois ne travaille pas

Absent du (3) 15 juillet 1941 au (4) doit être libéré le 3 novembre 1941

Motif de l'absence (5) : Le 14 juillet 1941 au cours d'une promenade en compagnie de sa femme, a été séparé d'elle par une manifestation, sur le Boulevard Bonne Nouvelle. En la recherchant, a été surpris par une rafle. Amené d'abord au Commissariat du quartier, il a été transféré par les autorités allemandes à l'Hôtel Edouard VII, puis à la Prison de la Santé.

L'agent n'a pas contrevenu aux règlements de la S.N.C.F. mais a été condamné à 3 mois de prison pour infraction à une ordonnance de l'At
concernant les allongements de rue.
Rémunération mensuelle de l'agent (5) : Éléments fixes : 1728.

Observations du service :

DR/VI/MI - D.1873

Transmis à M. le Directeur du Service Central P.

Comme suite à sa lettre P.5329 du 15 mai 1941. L'intéressé est traité comme soldat pendant la durée de son absence. Un secours lui est accordé

25 OCT 1941

LE DIRECTEUR DE L'EXPLOITATION

Signé : CAMBOURNAC

.....

- (1) - Indiquer par exemple : Gare de Châlons-sur-Marne - Dépt de Laroche - Service régional de l'Exploitation Ouest - District de Neaux.
- (2) - Indiquer si l'agent est marié ou célibataire;
Quelles sont les dates de naissance des enfants à sa charge;
Si la femme a un emploi et si certains des enfants ont un emploi.
- (3) - Il s'agit de l'absence donnant lieu à établissement de cette fiche.
- (4) - Indiquer la date de reprise du service si elle est connue.
- (5) - Exposer les faits qui sont à l'origine de l'absence en indiquant dans le cas d'incarcération si l'agent a contrevenu aux règlements de la S.E.C.F., si une suite disciplinaire est envisagée, s'il y a une suite judiciaire française.
- (6) - Indiquer la rémunération mensuelle en séparant, d'une part, les éléments fixes autres que les allocations familiales et de salaire unique et, d'autre part, l'ensemble de ces dernières allocations.

EO SOCIÉTÉ NATIONALE La Chapelle le 11 Novembre 1941

DES
CHEMINS DE FER FRANÇAIS

RÉGION du NORD

SERVICE DU MATÉRIEL
ET DE LA TRACTION

R. C. Seine 276 18 B

12 NOV. 1941

P. N° 2290

NR.P N°1710

du 19-8-41

Monsieur le Chef du Service
du Matériel et de la Traction
Subdivision du Personnel

S.N.C.F.
RÉGION du NORD

15 NOV 1941

DIRECTION de l'ADM
SERVICES ADM

- Agents arrêtés par les autorités
allemandes -

L'Expéditionnaire DUBOIS Abel
de l'Atelier de Machines de La Chapelle
incarcéré au Fort de Villeneuve St-Georges
(S. & O.) a été libéré le 9 Novembre 1941
et a repris son service le 10 courant.

La Chapelle le 14 NOV 1941

L'Ingénieur-Ajout

Chef de l'Atelier de Machines
de La Chapelle

Transmis
à M. le Chef de Service
Administratif Paris

Je vous le tenez au courant (suite à l'envoi de
la fiche chamois)

L'Ingénieur Principal

Chef de la Subdivision du Personnel

15 x 14
M. Marty
noté
Lef



26 NOV 1941

Monsieur le Directeur du
Service Central du Personnel.

DR/N2/41
D. 1873

Comme suite à la fiche de renseignements que je vous ai adressée le 25 Octobre 1941, j'ai l'honneur de vous aviser que l'Expéditionnaire DUBOIS, Abel, de l'Atelier de Machines de LA CHAPELLE a été libéré le 9 Novembre 1941.

Il a repris son service le 10 Novembre.

Le Directeur de l'Exploitation,

Signé : CAMBOURNAC

L. 1873

Dec

Dubois, Ghislain
von Thomas

att

RECEIVED
MONTREAL
FEBRUARY 1912

Couillard *Emile*
(Nom et Prénoms)

Chemin de Fer du

CHENIL F. 20 1912
RADIATION
BUREAU CENTRAL
ARCHIVES

DATE DE NAISSANCE
12-11-1912

Titre statutaire pour un *manœuvre*
(au crayon)

Résidence *Jergmes*
(au crayon)

Radiation { date du départ de la C^{ie}
motif

N ^{os} d'ordre	N ^{os} d'entrée	N ^{os} d'ordre	N ^{os} d'entrée	N ^{os} d'ordre	N ^{os} d'entrée	N ^{os} d'ordre	N ^{os} d'entrée
1		16		31		46	
2		17		32		47	
3		18		33		48	
4		19		34		49	
5		20		35		50	
6		21		36		51	
7		22		37		52	
8		23		38		53	
9		24		39		54	
10		25		40		55	
11		26		41		56	
12		27		42		57	
13		28		43		58	
14		29		44		59	
15		30		45		60	

Mod. 925. Radiation. 4000. 3. 34

(Nom et Prénoms)

Quand l'agent quitte la Compagnie, la date et le motif de son départ doivent être portés sur cette chemise qui doit être annulée par un trait tracé en diagonale, au crayon de couleur, dans toute sa longueur, puis classée à part.

S. N. C. F.

Région du NORD

Renseignements à fournir en cas
d'arrestation d'un agent de la S.N.C.F. par
les Autorités d'Occupation



NOM D U B O I S

Prénoms Ghislain

Grade à la S.N.C.F. Auxiliaire homme d'équipe

Résidence de service HAUTMONT

Date d'entrée à la S.N.C.F. 28 Mars 1944

Date et lieu de naissance 26 Octobre 1925 - BAVAY (Nord)

Domicile civil 25 rue des Juifs à BAVAY (Nord)

Situation de famille Célibataire

Qualités professionnelles Normales

Services militaires
(Grade, campagnes, citations,
blessures) }

Affiliation politique
(s'il y a lieu) }

Date de l'arrestation Nuit du 20/21 Juillet 1944

Motifs de l'arrestation } Non précisé (Nous demandons des renseigne-
ments à l'E.B.D. LILLE)

Condamnation

Date, tribunal, motif }

Eléments de toute nature sus-
ceptibles de justifier un
recours en grâce }

Lieu d'internement Inconnu.

Nom du défenseur

SKM/41

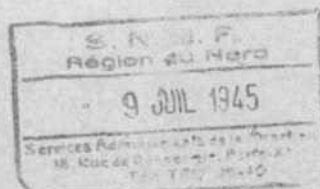
D. 1873 11 AOUT 1944

Le Directeur
O. Berry

7 JUL 1945

COPIE pour Monsieur le Chef des Services
Administratifs de la Direction

Le Chef de la Division du Personnel



Lerat

Monsieur le Chef de l'Arrondissement
de l'Exploitation de St QUENTIN

EX.N.gp 4 A/1

D 57.779

Application de
la lettre P 1259
du S.C.P.

Votre lettre rappelée ci-
contre.

VR: P gb
du 28/5/1945

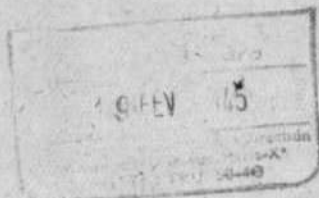
En application des disposi-
tions de la lettre P 1.259 de M. le
Directeur du S.C.P. l'auxiliaire
homme d'équipe DUBOIS, Chislain,
d'HAUBERT a droit, étant donné
que le motif de son arrestation
n'a jamais été connu à la totalité
de sa solde, depuis la date de son
incarcération par les allemands
jusqu'au jour où il s'est présenté
à sa gare d'attache après son retour
de captivité.

Vous voudrez bien faire le
nécessaire à ce sujet.

Signé: LERAT

Draunig

EX.N.sp.4 A/I
D. 57.778
D. 57.779



17 FEV 1945

Arrestation par
les allemands

V.R. : P. 2 b. du
7.2.1945

Monsieur le Chef de l'Arrondissement
de l'Exploitation de St-QUENTIN,

cl a // Votre lettre rappelée ci-contre con-
cernant les auxiliaires hommes d'équipe
DURCIS, Ghislain et THOMAS, Roger, d'HAUT-
MONT, qui sont incarcérés par les Allemands
depuis le 21 Juillet 1944.

Etant donné qu'il s'agit d'agents
célibataires n'ayant personne à leur char-
ge, nous examinerons, lors de leur libéra-
tion, la question de rappel de solde en
application des dispositions de la lettre
P. 1259 de M. le Directeur du S.C.P.

Signé: DELANNOY

Dec 1873 (SR^e)
Dubois, Maurice

Dupin

(Nom et Prénoms)

Jean, André

Chemin de Fer du Nord
BUREAU CENTRAL
ARCHIVES

Citric statulaire

(au crayon)

Résidence

(au crayon)

Milay

Radiation

date du départ de la Cie

motif

N ^{os} d'ordre	N ^{os} d'entrée	N ^{os} d'ordre	N ^{os} d'entrée	N ^{os} d'ordre	N ^{os} d'entrée	N ^{os} d'ordre	N ^{os} d'entrée
1		16		31		46	
2		17		32		47	
3		18		33		48	
4		19		34		49	
5		20		35		50	
6		21		36		51	
7		22		37		52	
8		23		38		53	
9		24		39		54	
10		25		40		55	
11		26		41		56	
12		27		42		57	
13		28		43		58	
14		29		44		59	
15		30		45		60	

Quand l'agent quitte la Compagnie, la date et le motif de son départ doivent être portés sur cette chemise qui doit être annulée par un trait tracé en diagonale, au crayon de couleur, dans toute sa longueur, puis classée à part.

(Nom et Prénoms)

S.N.C.F.

Région du Nord

Service : **NT**

40 ème liste des agents qui reprennent leur service après avoir été libérés des prisons ou camps (Fresnes, Romainville, Compiègne, Drancy, etc) où ils avaient été incarcérés par les autorités d'occupation.

Noms et Prénoms	Grade	Etablissement d'attache	Lieu d'internement	Dates	
				de libération	de reprise de service
DUBOIS Maurice	aide-ouvrier	ateliers de machines de la Chapelle	Détaché à la D.R le 2.11.42 Arrêté à Brème le 27.1.44 Prison de Brème du 27.1.44 au 27.8.44 Saxenhausen du 27.8.44 au 21.4.45 et évacué sur Lubeck	4.5.45	24.5.45
SUEUR Marcel	auxiliaire manoeuvre	Ateliers de machines d'Hellemmes	Prison de Loos Lez Lille Bochum Kommando Kramede 3	11.5.45	23.5.45
BLEL Alphonse	aide-ouvrier	- 4° -	Forteresse d'Huy du 11.9.41 au 18.6.42 Mallhausen du 20.6.42 au 8.11.42 Dachau, du 8.11.42 au 3.9.44 Flossenbourg du 3.9.44 au 11.4.45	11.4.45	23.5.45

- 6 JUIN 1945

Service Central du Personnel

Le Directeur

S. Gerny

A.R. N° 41 II. 1873.

S.N.C.F.

Région d

Renseignements à fournir
en cas d'arrestation d'un agent de la
par les autorités d'occupation



NOM : **LEMAIRE**

Prénoms : **Justice Raïle**

Grade à la S.N.C.F. : **Aide-ouvrier ajusteur à l'essai**

Résidence de service : **Atelier de machines de la Chapelle**
(attaché à la SNCF depuis le 1.11.43)

Date d'entrée à la S.N.C.F. : **21.4.41 comme AD 100 107**

Date et lieu de naissance : **24.2.11 à SAINT-DENIS (Seine)**

Domicile civil : **78 Avenue Michélet à SAINT-DENIS (Seine)**

Situation de famille : **Célibataire**

Qualités professionnelles : **Normales**

Services militaires : **Néant**
(grade, campagnes, citations, blessures) **-**

Affiliation politique (s'il y a lieu) : **-**

Date de l'arrestation : **27.1.44**
(Suite à la lettre P 8029 W du 19 juillet 1944 et la H.V.D. Paris.)

Motif de l'arrestation : **Organisation de secours dans une église**
(d'après les renseignements fournis par ce réseau)

Condamnation : **?**

Date, tribunal, motif : **?**

Éléments de toute nature susceptibles de justifier un recours en grâce : **?**

Lieu d'internement : **?**

Nom du défenseur : **?**

Libéré le 4.5.1945
Reprise de service le 24.5.45

7 AOUT 1944

J.C.P. de Dunkerque
Le Directeur

Signé: LEMAIRE

19 Juillet 1944

G.

HAUPTVERKEHRS DIREKTION PARIS

29, rue de Berri

J'ai l'honneur de vous faire connaître que je viens d'être avisé que l'ouvrier DUBOIS Maurice, né le 24 février 1921 et détaché à BREMENHUELINGEN aurait été mis en état d'arrestation par les autorités allemandes.

Sa famille étant très inquiète sur son sort, je vous serais obligé de bien vouloir me faire connaître, s'il en est bien ainsi et afin de la rassurer, les motifs ayant entraîné cette arrestation.

/ Le Directeur général,
P/Le Directeur du Sec Central du Pel
signé : LEFORT.

COPIE adressée à M. le Directeur de l'Exploitation
de la Région du Nord, comme suite à
sa lettre du 7 Juillet.

22/7/44

Le Chef de la Division Centrale
de l'administration du Personnel,
signé : LEFORT.

DR/N2/41
D. 1373

Le 27 JUIL 1944

COPIE pour M. le Chef du Service M.T.

27 JUIL 1944

Pour le tenir au courant, prière faire
presser l'envoi des fiche et notice/réclamées
le 7 Juillet 1944.

Le Directeur,
Signé : OUDOT

S. N. C. F.

La Chapelle, le

3 AOUT 1944

Région du NORD

Matériel et Tracé

Subd^{re} du Personnel

A.3 N° 995

Recu
4 AOUT 1944
Services Administratifs - P. 1100-X
18, Rue de Dunkerque, PARIS
Tél: AR 88 39-40

Monsieur le Chef des Services
Administratifs
à PARIS

VR: DR/N2/4I
D.1873

DUBOIS Maurice, ouvrier à La Chapelle
(M.M.) Incarcéré par les Autorités
Allemandes le 27.I.1944



Je vous adresse ci-joint la fiche
chamois et les notices de renseignements
relatives à l'incarcération de cet
agent, détaché à la D.R.B.

L'Ingénieur Principal
Chef de la Subdivision du Personnel

Pa/LL- 11.7.44 pl

DIM 23 JUIL 44

19. JUIL 1944

N° P. 3029 W

W. 6517

HAUPTVERKEHRSDIREKTION PARIS

29, rue de Berri

J'ai l'honneur de vous faire connaître que je viens d'être avisé que l'ouvrier DUBOIS Maurice, né le 24 février 1921 et détaché à BREMEN-HEMELINGEN aurait été mis en état d'arrestation par les autorités allemandes.

Sa famille étant très inquiète sur son sort, je vous serais obligé de bien vouloir me faire connaître, s'il en est bien ainsi et afin de la rassurer, les motifs ayant entraîné cette arrestation.



Le Directeur Général,
Pour le Directeur Général

P - Le Directeur du Service Central du Personnel.

Signé: LEFORT

Copie adressée à Monsieur le Directeur de l'Exploitation de la Région du NORD, comme suite à sa lettre du 7 juillet.

Le Chef de la Division Centrale
de l'Administration du Personnel

22.7-44

100
24-7
9

Wfr

117

S.N.C.F.

Région du Nord

DR/N2/41
D 1873



7 JUIL 1944

Agent incarcéré par
les allemands.

Monsieur le Directeur
du Service central du Personnel.

Suivant les déclarations que vient
de nous faire Mme DUBOIS, femme de
l'ouvrier DUBOIS, Maurice, de l'atelier
de machines de LA CHAPELLE, détaché à
la D.R. à BREMEN-HEMELINGEN, l'intéressé
aurait été, pour un motif inconnu, incar-
céré par les autorités allemandes.

Afin de rassurer Mme DUBOIS sur
le sort de son mari, je vous serais
obligé de vouloir bien tenter d'obtenir
de la H.V.D. PARIS quelques renseigne-
ments sur cette affaire.

Le Directeur,

Signé: LEMAIRE

COPIE pour Monsieur le Chef du
Service M.T.

7 JUIL 1944

Suite à lettre Bl-4157 du 30 juin 1944
Dans les cas de l'espèce, il y aura
lieu dorénavant de préparer la lettre à
ma signature (avec 2 copies).
De plus, je vous rappelle que même
pour les agents détachés à la D.R. vous

.....

7 JUL 1944

2. N. O. P. Région du Nord
- 7 JUL 1944
Direction des Services Général de l'Armée 10, rue de la République Paris

devez également m'adresser les fiches et
notices en usage comme pour les agents
arrêtés par les A.O. sur le territoire
français.

Le Directeur,

Signé: **LEMAIRE**

Je vous prie de m'adresser les fiches et
notices en usage comme pour les agents
arrêtés par les A.O. sur le territoire
français.

Le Directeur,

Signé: **LEMAIRE**

COPIE pour Monsieur le Chef de
Service M.T.

7 JUL 1944

Suite à lettre 21-1157 du 30 juin 1944.
Dans les cas de l'ordre, si vous
lien correspondant de préparer la lettre à
me signature (avec 2 copies).
De plus, je vous rappelle que même
pour les agents détenus à la D.R. vous

S.N.C.F.

Région du Nord

DR/N2/41
D 1873

7 JUIL 1944

Agent incarcéré par les allemands. Monsieur le Directeur
du Service central du Personnel.

Suivant les déclarations que vient
de nous faire Mme DUBOIS, femme de
l'ouvrier DUBOIS, Maurice, de l'atelier
de machines de LA CHAPELLE, détaché à
la D.R. à BREMEN-HEMELINGEN, l'intéressé
aurait été, pour un motif inconnu, incar-
céré par les autorités allemandes.

Afin de rassurer Mme DUBOIS sur
le sort de son mari, je vous serais
obligé de vouloir bien tenter d'obtenir
de la H.V.D. PARIS quelques renseigne-
ments sur cette affaire.

Le Directeur,

Signé: LEMAIRE

7 JUIL 1944 COPIE pour Monsieur le Chef du
Service M.T.

Suite à lettre Bl-4157 du 30 juin 1944
Dans les cas de l'espèce, il y aura
lieu dorénavant de préparer la lettre à
ma signature (avec 2 copies).

De plus, je vous rappelle que même
pour les agents détachés à la D.R. vous

.....

7 JUL 1944

devez également m'adresser les fiches et
notices en usage comme pour les agents
arrêtés par les A.O. sur le territoire
français.

Le Directeur,

Signé: LEMAIRE

Je vous prie de bien vouloir me faire
parvenir les fiches et notices en usage
comme pour les agents arrêtés par les
A.O. sur le territoire français.

Je vous prie de bien vouloir me faire
parvenir les fiches et notices en usage
comme pour les agents arrêtés par les
A.O. sur le territoire français.

Le Directeur,

Signé: LEMAIRE

7 JUL 1944 COPIE pour Monsieur le Chef du
Service M.T.

Je vous prie de bien vouloir me faire
parvenir les fiches et notices en usage
comme pour les agents arrêtés par les
A.O. sur le territoire français.

S.N.C.F.

Région du Nord

DR/N2/41
D 1873

7 JUL 1944

Agent incarcéré par les allemands.
Monsieur le Directeur
du Service central du Personnel.

Suivant les déclarations que vient de nous faire Mme DUBOIS, femme de l'ouvrier DUBOIS, Maurice, de l'atelier de machines de LA CHAPELLE, détaché à la D.R. à BREMEN-HIMMELINGEN, l'intéressé aurait été, pour un motif inconnu, incarcéré par les autorités allemandes.

Afin de rassurer Mme DUBOIS sur le sort de son mari, je vous serais obligé de vouloir bien tenter d'obtenir de la H.V.D. PARIS quelques renseignements sur cette affaire.

Le Directeur,

Signé: LEMAIRE

COPIE pour Monsieur le Chef du
Service M.T.

7 JUL 1944

Suite à lettre Bl-4157 du 30 juin 1944
Dans les cas de l'espèce, il y aura lieu dorénavant de préparer la lettre à ma signature (avec 2 copies).
De plus, je vous rappelle que même pour les agents détachés à la D.R. vous

.....

2. N. C. E.

Région du Nord

DR/M/L
2 1972

devez également m'adresser les fiches et
notices en usage comme pour les agents
arrêtés par les A.O. sur le territoire
français.

Le Directeur,

Signé: LEMAIRE

Le Directeur,

Signé: LEMAIRE

COPIE pour Monsieur le Chef de
Service N.T.

7 JUL 1972

Suite à lettre BI-LIV du 30 juin 1972
Dans les cas de l'espèce, il y aura
lien déterminant de préparer la lettre à
me signature (avec 2 copies).
De plus, je vous rappelle que même
pour les agents rattachés à la D.R. vous

S. N. C. F.

LA CHAPELLE, 1^e

30 JUIN 1944

Région du Nord S. N. C. F. Région du Nord

Matériel et Traction - 1 JUIN 1944

Subd^{re} du Par Services Administratifs de la Direction18, Rue de Dunkerque, Paris-X^eB.1 N° 4157 Monsieur le Chef des Services Administratifs
PARISAGENTS S.N.C.F. DETACHES EN ALLEMAGNE -

1^{er} Juin
Par lettre ci-jointe Mme DUBOIS, mère de l'ouvrier DUBOIS Maurice de l'Atelier de Machines de La Chapelle, détaché aux ateliers de Bremen-Hemelingen nous a avisé qu'elle était sans nouvelles de son fils depuis un certain temps. Ce dernier serait arrêté et incarcéré par les autorités allemandes.

Pour nous permettre de renseigner la mère de notre agent, M. DOLLE est intervenu le 8 Avril auprès de la Direction allemande de Hambourg qui n'a pas encore fait connaître sa réponse.

Je vous serais obligé d'intervenir auprès de la HVD PARIS en vue d'obtenir quelques renseignements sur la situation de l'intéressé et pouvoir j'espère, calmer les appréhensions de Mme DUBOIS.

L'Ingénieur Principal

Chef de la Subdivision du Personnel

Saint-Omer, ce 17 Mars 44.

Monsieur L. Eugénier,

Le 27 janvier dernier
mon fils, qui s'occupait beaucoup
de la jeunesse depuis qu'il est détaché
à Brême, a été arrêté et emprisonné
par la police allemande pour avoir
organisé des messes dans une église.
C'est son incelléux camarade Jean
Verquolle, qui était aussi aux ateliers
de La Chapelle avec lui, qui vous a
prévenu et depuis nous ne savons plus
rien.

Vous ne sauriez croire, monsieur
L. Eugénier, combien il est pénible
pour une mère de savoir son fils
unique, qu'elle n'a pas vu depuis

beintôt 17 mois, dans une situation
semblable. Aussi, je viens vous
demander si, en qualité d'employés
il ne vous serait pas possible de faire
quelque chose pour lui ou tout au moins
avoir rapidement de ses nouvelles car je
suis très inquiète et me demande
s'il n'est pas malade.

C'est en vain que ses camarades
ont essayé à plusieurs reprises de lui faire
parvenir un peu de nourriture, ou bien
à tout refuser.

Étant persuadée que vous
voudrez bien faire tout ce qui est en votre
pouvoir, je vous adresse, monsieur
l'Ingénieur, avec mes remerciements,
mes respectueuses civilités.

M. Dubois.

M^{me} M. Dubois
46. Avenue Michélet
St-Ouen - Seine

Dubois Maurice aide ajusteur
parti le 2 Novembre 1942 à Bremen - Hamelin gen

6 1873.

SR^e

Ch.

Subville, Henri

Digé Serge *Chemin de Fer du Nord*
(Nou et Réunions) *Henri*

MT 955

DATE DE NAISSANCE

Titre statutaire aide ouvrier (a l'élection)
(au crayon)

CHÉMIN DE FER DU NORD
TRACTION
BUREAU CENTRAL
ARCHIVES

Résidence *Amiens*
(au crayon)

Radiation { date du départ de la Cie
motif

N ^{os} d'ordre	N ^{os} d'entrée	N ^{os} d'ordre	N ^{os} d'entrée	N ^{os} d'ordre	N ^{os} d'entrée	N ^{os} d'ordre	N ^{os} d'entrée
1		16		31		46	
2		17		32		47	
3		18		33		48	
4		19		34		49	
5		20		35		50	
6		21		36		51	
7		22		37		52	
8		23		38		53	
9		24		39		54	
10		25		40		55	
11		26		41		56	
12		27		42		57	
13		28		43		58	
14		29		44		59	
15		30		45		60	

8000. 11. 15

(Nou et Réunions)

Quand l'agent quitte la Compagnie, la date et le motif de son départ doivent être portés sur cette chemise qui doit être aréolée par un trait tracé en diagonale, au crayon de couleur, dans toute sa longueur, puis classée à part.

S.N.C.F.

Région du Nord

RENSEIGNEMENTS A FOURNIR
EN CAS D'ARRESTATION D'UN AGENT DE LA
S.N.C.F. par les autorités d'occupation

Nom : D U B R U L L E

Prénoms : Henri - Edouard - Charles

Grade à la S.N.C.F. : Aide-ouvrier autorisé au fonct de chauffeur

Résidence : BETHUNE

Date d'entrée à la S.N.C.F. : 23 - 3 - 42

Date et lieu de naissance : 31 - 5 - 18 à CALAIS (Pas-de-Calais)

Domicile civil : 47 Rue de Verquin à BETHUNE 9de

Situation de famille : marié (*seulement*)

Qualités professionnelles : bonnes

Service militaire : 2^e classe au 1^{er} Rég. d'Inf. Campagne de France 39/40 - en congé de captivité depuis 14.3.42

Affiliation politique : néant

Date de l'arrestation : 26 - 2 - 44

Motif de l'arrestation : a serré la main d'un aviateur anglo-américain tombé en parachute.

Condamnation : *Indépendance faite* 18.7.44

Date, tribunal, motifs :

Éléments de toute nature susceptibles de justifier un recours en grâce :

Lieu d'internement : inconnu - arrêté par la gendarmerie allemande à St-POL

Nom du défenseur :

D 18-73

-7 MAR 1944

SCP au Roy
Le Directeur

Signé : LEMAIRE

Libéré par les Alliés

le 15.4.1945.

Revenu en France le 1.5.1945

actuellement en congé de 15 jours

reprenant le 23. mai 1945

SCP Ravitaillement
boudier collectif
le 23/5/45
7

A 150/3

Béthune, le 24 MARS 1944.

S.N.C. MATE 944.

29 MARS 1944

CHIEF d'Arrondissement de la Traction

à DOUAI

DUBRULLE Henri - Incarcération par les
autorités d'occupation. (suite)

L'aide-ouvrier (aide-ajusteur) autorisé
DUBRULLE Henri a été jugé le 23/3 à Arras par
Tribunal allemand et condamné à 10 mois de
prison.

DUBRULLE était défendu par M. SANSEN,
demeurant rue Aristide-Hurbiez à Béthune,
interprète français attaché à ce Tribunal.

Mme DUBRULLE, sa femme, qui assistait aux
débats, a présenté un recours en grâce qui ne
pourra être examiné que deux mois après le
jugement.

DUBRULLE serait maintenu deux mois à la
prison d'Arras et en cas de refus du recours,
transféré à la prison de Loos.

Je tiendrai au courant.

Le Chef de Dépôt,

Gausmit à Monsieur Budot
Pour le tenir au courant

Le 4.3.44 (Notice de Renseign.)
(Notif. d'arrestation) A Jean le main d'un
pavillon angl.-américain tombé en parachute)

L. M. M. Principal

Chief de la Subdivision du Personnel

S.N.C.
Région du NO

- 1 AVR 1944

Services Administratifs
18, Rue de Valenciennes, Paris-X
Tél: TRU. 59-40

Transmis à Monsieur Budot
Service de Matériel de la Région
Subdivision du Personnel
à M. Chapelle
Chef de la Subdivision du Personnel
Douai, 25 mars 1944
CHIEF d'Arrondissement de la Traction

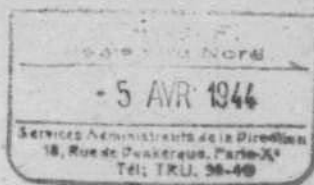
S.N.C.F.

Région du Nord

DR/N2/41

D 1873

Agent condamné par
les allemands.



- 5 AVR 1944

Monsieur le Directeur
du Service central du Personnel
(Service des Prisonniers)

Suite à ma transmission du 7 mars 1944 de la notice de renseignements concernant l'aide-ouvrier autorisé aux fonctions de chauffeur DUBRULLE Henri de BETHUNE.

L'intéressé a été jugé le 23 mars 1944 à ARRAS par un tribunal allemand qui l'a condamné à 10 mois de prison; il était défendu par M. SANSSEN, interprète français attaché à ce tribunal, demeurant rue Aristide Hurbiez à BETHUNE. Mme DUBRULLE qui était présente aux débats, a formulé un recours en grâce; ce recours en grâce ne pourra toutefois être examiné que 2 mois après le jugement.

Pendant cette période notre agent serait maintenu à la prison d'ARRAS; si le recours en grâce était rejeté, l'intéressé serait transféré à la prison de LOOS.

Le Directeur,

Signé: OUDOT

Paris, le 25 Avril 1944

Prière de rappeler la
référence ci-dessus.

Monsieur.

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre P.C.42.115 du 6 Avril 1944, relative à la détention par les Autorités allemandes, de M. Henri DUBRULLE.

La Délégation Générale, saisie de votre demande, est aussitôt intervenue auprès des Hautes Autorités d'occupation, de qui seules relève toute décision en cette matière.

Agréez, Monsieur, l'assurance de ma
considération distinguée.

Monsieur CAZALET S
Chef du Service des Prisonniers
de la S.N.C.F. - PARIS-

Signature.

P.C. 42.115

COPIE transmise à Monsieur le
Directeur de l'Exploitation
de la Région du NORD,

à titre d'information.

Paris, le 27 Avril 1944

Le Chef du Bureau des
Prisonniers.

Measles

DELEGATION GENERALE
du
GOUVERNEMENT FRANCAIS
dans les
TERRITOIRES OCCUPES

Paris le 25 Avril 1944

n° DS 4786/44/S
Prière rappeler la
référence ci-dessus

Monsieur,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre PC 42.115 du 6 Avril 1944, relative à la détention par les Autorités allemandes de M. Henri DUBRULLE.

La délégation générale, saisie de votre demande est aussitôt intervenue auprès des Hautes autorités d'occupation, de qui seules relève toute décision en cette matière.

Agréez, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.

(s).....

Monsieur CAZALET
Chef des Soes des Prisonniers
de la S.N.C.F. PARIS.

PC 42.115

Copie transmise à Monsieur le Directeur
de l'Exploitation de la Région
du Nord.

A titre d'information
Paris le 27 Avril 1944
(s) CAZALET.

DR/N.2/41

D. 1873

-8 MAI 1944

Copie pour Monsieur le Chef du Service MT

Pour le tenir au courant.

/Le Directeur,

Signé: OUDOT

DELEGATION GENERALE
du
GOUVERNEMENT FRANCAIS
dans les
TERRITOIRES OCCUPES

Paris, le 6 Juin 1944.

N° DS 6577/44/S

COPIE TRANSMISE à :
Monsieur le Directeur de l'Exploitation de la
Région du NORD
à titre d'information.

Le 10 Juin 1944.
Le Chef du Bureau des
Prisonniers,

Messau

Monsieur,

Par votre communication du 14 Mars 1944, N° P.C. 42.115, vous avez bien voulu me prier d'intervenir en faveur de Monsieur DUBRULLE Henri, arrêté par les Autorités Allemandes.

Ainsi que je vous en informais par ma communication du 25 Avril 1944, une démarche pressante a été immédiatement faite en faveur de l'intéressé auprès de M. le Général, Commandant en Chef des Forces Militaires Allemandes en France.

J'ai l'honneur de vous donner, ci-dessous, copie de la réponse qui m'est transmise :

" DUBRULLE a été condamné pour manifestation anti-allemande
" à dix mois de prison. L'exécution de la peine sera terminée le
" 27/1/1945. DUBRULLE a déjà présenté une demande de sursis qui
" a été rejetée par le Président du Tribunal. Une nouvelle demande
" de sursis n'aurait des chances d'aboutir que si elle était
" présentée après que l'intéressé aura purgé au moins la moitié
" de sa peine et à condition qu'il ait une bonne conduite."

Je vous prierais de me rappeler cette affaire lorsque la condition de délai exigée sera remplie.

Veuillez agréer, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.

Signature :

m/c
un mail

Monsieur CAZALET

Chef du Service des Prisonniers de la S.N.C.F.

8, rue de Londres - PARIS IXème.



DELEGATION GENERALE
du
GOUVERNEMENT FRANCAIS
dans les
TERRITOIRES OCCUPES

PARIS, le 6 Juin 1944

N° DS 6577/44/S

COPIE TRANSMISE à
Monsieur le Directeur de l'Exploitation
de la Région du Nord
à titre d'information.
Le 10 Juin 1944
Le Chef du Bureau des Prisonniers
Signé : CAZALET

Monsieur,

Par votre communication du 14 Mars 1944, n° P.C. 42.115, vous avez bien voulu me prier d'intervenir en faveur de M. DUBRULLE Henri, arrêté par les autorités allemandes.

Ainsi que je vous en informais par ma communication du 25 Avril 1944, une démarche pressante a été immédiatement faite en faveur de l'intéressé auprès de M. le Général, Commandant en Chef des Forces militaires allemandes en France.

J'ai l'honneur de vous donner, ci-dessous, copie de la réponse qui m'est transmise :

"DUBRULLE a été condamné pour manifestation anti-allemande à dix mois de prison. L'exécution de la peine sera terminée le 27.1.45. DUBRULLE a déjà présenté une demande de sursis qui a été rejetée par le Président du Tribunal. Une nouvelle demande de sursis n'aurait des chances d'aboutir que si elle était présentée après que l'intéressé aura purgé au moins la moitié de sa peine et à condition qu'il ait une bonne conduite".

Je vous prierais de me rappeler cette affaire lorsque la condition de délai exigée sera remplie.

Veuillez agréer, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.

Signature :

DR/N2/41

D 1873 COPIE pour Monsieur le Chef
du Service M.T.

16 JUIN 1944

pour le tenir au courant.

Le Directeur

Signé : LEMAIRE

Monsieur CAZALET,

Chef du Service des Prisonniers de la S.N.C.F.
8, Rue de Londres - PARIS (9°)

Mme Marty

Rédacteur principal



Services Administratifs

Paris



mettre les cartes
à jour d'une douzaine
les 18/19/20 après les
avoir mis à jour

7

H. 144

S.N.C.P.

Région du Nord

Services *travail*

Liste des agents qui reprennent leur service après avoir été libérés des prisons ou camps (Tresmes, Romainville, Compiègne, Drancy, etc) où ils avaient été incarcérés par les autorités d'occupation

Nom et Prénoms	Grade	Etablissement d'attache	Lieu d'internement	Dates	
				de libération	de re- prise de service
DUBRULLE Henri	AIO	BETHUNE	Prison St- Nicaise à ARRAS du 28/2/44 au 1/5/44 puis prison de LOOS jusqu'au 3/5/44 Emmené en Allemagne et incarcéré à la prison de HAGEN du 8/5/ 44 au 27/1/45 En kommando de travailleurs jusqu'au 12/2/ 45, puis occu- pé à la D.R.B. à VORHALLE du 13/2/45 au 15/4/45	Libéré par les Alliés le 15/4/45	Rentré en France le 1/5/45 ac- tuellement en congé de 18 jours reprendra le 23/5/45
LEHAIN Louis	AIO	ARRAS	Camp de Buchenwald	Rentré le 27/4/45 et re- pris à l'effectif du dé- pôt d'ARRAS le 28/4/45	

23 MAI 1945

1873

SCP *Service de
Régulation
p. Lenoir*

D. 1873.

Dubuisson, Benjamin

DR^e

cl

S.N.C.F.

Région du Nord

Renseignements à fournir
en cas d'arrestation d'un agent de la S.N.C.F.
par les Autorités d'occupation



NOM : DUBUISSON

Prénoms : Benjamin, Auguste

Grade à la S.N.C.F. : cantonnier principal

Résidence de service : BLANC-MISSERON

Date d'entrée à la S.N.C.F. : 24 février 1928

Date et lieu de naissance : 18 janvier 1904 à LILLE (Nord)

Domicile civil : P.N.173 lignes de Douai à la Frontière-Chemin
d'Enlises à CRESPIN (Nord)

Situation de famille : marié, deux enfants

Qualités professionnelles : bonnes

Services militaires (grade, campagnes, citations, blessures) : soldat de 1^{re} classe au 168^e R.I. du 10/5/24 au 2/11/1925

Affiliation politique (s'il y a lieu) :

Date de l'arrestation : 8 janvier 1944

Motifs de l'arrestation : inconnu
emmené à Valenciennes a été relâché le 9 janvier.

Condamnation :

Date, tribunal, motif :

Eléments de toute nature susceptibles de justifier un recours en grâce :

Lieu d'internement :

Nom du défenseur :

D. 18-73

- 1 FEV 1944

S.C.P. M. Dubuisson
Le Directeur
Signé : CAMBOURNAG

2
Lille, le 14.1.1944

VB/N-124/MI

subdivision Perizon
cantonniers
arrêté par les A.A.

Monsieur Faraut
Chef de la Subdivision du Secrétariat
et du Personnel Faris

Je vous informe que le
cantonnier principal subdivision Perizon
de place Mison a été arrêté par les
A.A. le 8/1/44 à 22^h30.

Louvain-la-Neuve, il a été libéré
le lendemain matin (dimanche)

J'annexe fiche de renseignements
habituelle et explications fournies par le
chef de district



Ch. d'Arrondissement

15 JAN. 1944

27.1.44

3
Transmis à Monsieur le chef des
Services Administratifs
pour le tenir au courant.

Le Chef de la Subdivision du Secrétariat
et du Personnel Le Faraut

Nom: DUBUISSON Benjamin

Grade: Cantonnier ppel

Residence: Blanc - Mesnil

Etat d'attache: District de Blanc - Mesnil

Circonstances de l'arrestation et motif.

Le 8/7/44 vers 22h 30, l'agent était reveillé par des coups violents frappés dans sa porte. Il alla ouvrir et se trouva en présence de militaires allemands qui lui mirent leur mitraillette sous le nez et lui firent subir une interrogatoire.

- vous vous appelez ben Dubuisson?
- oui
- vous travaillez avec A.N.F.?
- Non, au chemin de fer.
- vos papiers?

Sur l'un des papiers il avait écrit les allemands se regardèrent comme des gens qui font faum tout.

L'un d'eux dit "Voyez grand meier, nous avons des renseignements à vous demander"

L'agent fut emmené à Valenciennes. Interrogé dans une salle de police de la Kommandantur.

Le lendemain il fut confronté avec un inconnu qui déclara ne pas connaître notre agent.

Puis il fut interrogé sur diverses questions en autres:

- ses opinions politiques.
- sa religion

On voulait lui faire dire que 90 % des cheminots étaient complices de sabotages de voies.

On le relâcha ensuite sans plus d'explications le dimanche matin.

Il y eut après plusieurs Dubuisson. Nul doute qu'il s'est agit d'une erreur de personne.

Q. 1873

DR^e

Duburque, Louis.

**Premiers renseignements fournis téléphoniquement par les Ateliers
de Machines d'Hellemmes le 19 Janvier 1944**

S.N.C.F.
Région du NORD

Renseignements à fournir
en cas d'arrestation d'un agent de la S.N.C.F.
par les autorités d'occupation



NOM :	DUBURQUE
Prénoms	Louis
Grade à la S.N.C.F.	Contremaître 1ère classe
Résidence de service	Hellemmes (Machines)
Date d'entrée à la S.N.C.F.	4 décembre 1919
Date et lieu de naissance	18.9.1898 à Fontaine Notre Dame (Aisne)
Domicile civil	56, rue Jules Ferry à Orchies
Situation de famille	marié, 2 enfants 21 et 14 ans
Qualités professionnelles	Bonnes
Services militaires (grade, campagnes, citations, blessures)	Engagé volontaire 20.12.1916 Libéré le 3.11.1919
Affiliation politique (s'il y a lieu)	Nous n'en connaissons pas
Date de l'arrestation	16 Janvier 1944 dans la matinée
Motif de l'arrestation	Inconnu
Condamnation	Se trouvant près de St. Quentin chez un ami mis en état d'arrestation a également été emmené.
Dété, Tribunal, Motif	
Éléments de toute nature susceptibles de justifier un recours en grâce	
Lieu d'internement	
Nom du défenseur	

SRM/41 Service Central du Personnel
D 1873
 22 JAN 1944
Le Directeur
 Signé : CAMBOURNAC

S.N.C.F.

Renseignements à fournir

Région d **NORD**

en cas d'arrestation d'un agent de la S.N.C.F.
par les autorités d'occupation

ATELIERS D'HELLEMES MATÉRIEL MOTEUR

NOM : **DUBURQUE**

Prénoms **Louis Nestor**

Grade à la S.N.C.F. **Contremaître 1ère classe**

Résidence de service **Ateliers d'Hellemes M.M.**

Date d'entrée à la S.N.C.F. **4 Décembre 1919**

Date et lieu de naissance **18 Septembre 1898 à Fontaine N. Dame**
Arront de St QUENTIN (Aisne)

Domicile civil **ORCHIES- 56, Rue Jules Ferry**

Situation de famille **Marié - 2 enfants (21ans-15ans)**

Qualités professionnelles **Bonnes**

Services militaires **Classe 1918-33°-233°-39° Rég't d'artil**
(grade, campagnes, citations, **lerie-20° section d'état major -**
blessures) **2° classe -croix de guerre-licitation**

Affiliation politique (s'il y a lieu) **N E A N T**

Date de l'arrestation **16 Janvier 1944**

Motif de l'arrestation **INCONNU**

Condamnation

Date, tribunal, motif

Éléments de toute nature susceptibles
de justifier un recours en
grâce

Lieu d'internement

Nom du défenseur

*voir infirmerie
et admettre au
7 Janv 1944*

NOTA.- 1 exemplaire de cette notice a été adressé à M. VANDENNEUSCH
Représentant du Service M.T. auprès de l'E.B.D. à LILLE

-:-:-:-:-

21-1-44

Il y a des contraindication de
la cl. Il y a intérêt à intervenir.

J'ai demandé à A. Dollé de
faire faire la mensure pour
commencer par le bandage
après la LFB D sille.

Je dois

quitter

quitter

in

REGION NORDSERVICE MT

7 P 1

DEMANDE D'EXPLICATIONS ÉCRITES

G/W 47966. — 1-13. — Delmas, Ex. — 36332.

Nom, prénom, M. DUBURQUE Louis

N° Caisse de Ret.

Grade, Etablissement, Arrond^t CM 1 Bellemmes AT. MOT.

EXPOSÉ SUCCINCT DE LA DEMANDE

Nous avez été 'incarcéré' par les autorités allemandes
du 17 janvier au 29 janvier 1944

Veuillez donner ci-dessous vos explications
à ce sujet.

Bellemmes le 7 février 1944

L'ingénieur

Chef des Ateliers de Machines

Date et signature du Chef d'Etablissement

RÉPONSE DE L'AGENT

J'étais chez un ami à Fousonne, lors
qu'on est venu l'arrêter.

Je fus emmené avec lui.

J'ignore encore le motif de mon incar-
cération.

[Signature]

Date et signature de l'agent

S.N.C.F.
Région du Nord

le 18 FEV 1944

Le DIRECTEUR

LR/N.2/41

D. N° 1073

Libération d'agent
incarcéré par
les Allemands

Monsieur le Directeur
du Service Central P.

-:-

Suite à la fiche de renseignements
concernant le contumace René Dubuis que,
Louis d'Hellennes

que je vous ai adressée le 12 Janvier 1944

Cet agent, incarcéré par les Autori-
tés d'occupation depuis le 16 Janvier 1944
a été libéré le 18 Janvier 1944
et a repris son service le 29 Janvier 1944

LE DIRECTEUR,
Signé: OUDOT

S. N. C. F. LA CHAPELLE, le 16 FEV 1944 SC

Région du NORD

Matériel et Traction

Subd^{re} du Personnel

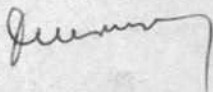
Monsieur le Chef des Services
Administratifs à PARIS

A.3 N° 8354

DUBURQUE Louis, CMI HELLEMMES (MM) -
INCARCERE PAR LES AUTORITES ALLEMANDES LE 16.1.44

L'intéressé, libéré le 28 janvier, a repris
son service le 29 janvier 1944. Ci-joint, des explications écrites.

L'Ingénieur Principal
Chef de la Subdivision du Personnel



17 II
inst. ant.

D. 1873

D. R. 2

cl

Dubus, Jean

S.N.C.F.

Région du NORD

Renseignements à fournir
en cas d'arrestation d'un agent de la S.N.C.F.
par les autorités d'occupation

NOM : D U B U S

Prénoms Jean, René, Marcel

Grade à la S.N.C.F. Manoeuvre

Résidence de service. Magasin de l'Economat à ABBEVILLE

Date d'entrée à la S.N.C.F. ; . . . 3.3.37

Date et lieu de naissance 13.6.08 à PARIS

Domicile civil. Mareuil Caubert par Abbeville
72 Grande Rue

Situation de famille. Divorcé sans charge

Qualités professionnelles Agent sérieux à toujours donné satis-
faction sous tous les rapports

Services militaires
(Grade, campagne citations,
blessures). { 2e classe -Auxiliaire
mobilisé du 2.10.39 au 27.7.40

Affiliation politique (s'il y a lieu)
{ Inconnue

Date de l'arrestation 23.10.41

Motif de l'arrestation
{ Raisons inconnues

Condamnation "

Date, tribunal, motif
{ "

Eléments de toute nature susceptibles de justifier un recours en grâce
{ Qualité impeccable de travail et de
conduite de cet agent

Lieu d'internement Front stalag 122 à COMPIEGNE

Nom du défenseur : "

SOCIÉTÉ NATIONALE
DES

M.T. 8

CHEMINS DE FER FRANÇAIS La Chapelle, le

RÉGION du NORD

SERVICE DU MATÉRIEL
ET DE LA TRACTION

H. C. Seine 276.118 R

S.P.I.

DUBUS Jean

Transmis à

Monsieur le Chef des Services
Administratifs
PARIS

établie, en double exemplaire, une fiche de renseignements concernant le manoeuvre DUBUS Jean, du Magasin de l'Economat d'Abbeville.

Il n'y a pas lieu d'envisager l'octroi d'un secours - agent divorcé -

L'Ingénieur Principal
Chef de la Subdivision du Personnel,

6 x 11
in Roussin
Fiche perso?
avis au CP
uf

19

MER. 26 NOV 41

SOCIÉTÉ NATIONALE
DES
CHEMINS DE FER FRANÇAIS

Région du NORD

SERVICE DU MATÉRIEL
ET DE LA TRACTION

R. C. Seine 276.448 B

SPD. n° 8822

LA CHAPELLE

M.T. 7	
le 25 NOV 1941	
RÉGION NORD	
SECRÉTARIAT DE LA DIRECTION	
26 NOV 1941	
Dossier N° 772 / 1	Pièce N° 27

Monsieur le Directeur de l'Exploitation
à PARIS

Le 31 Octobre dernier, vous avez été avisé, par
fiche chamois, de l'incarcération, par les autorités
allemandes, du manoeuvre DUBUS Jean, du Magasin de
l'Economat d'Abbeville.

Etant donné qu'il s'agit d'un excellent agent,
des démarches ont été effectuées auprès des autorités
françaises d'Abbeville pour connaître les motifs
exacts de son arrestation.

Le Capitaine commandant la gendarmerie de l'arron-
dissement d'Abbeville a indiqué que des arrestations
avaient été effectuées par les autorités allemandes
sans que celles-ci aient fourni la moindre justification,
mais que toutes les personnes arrêtées jusqu'à présent
étaient connues pour leur activité politique, exception
faite pourtant de DUBUS; il a ajouté que dans la seule
localité de Mareuil où habite cet agent, le nom de DUBUS
est porté par 14 personnes majeures du sexe masculin
et qu'il est possible qu'une confusion se soit produite.

D'autre part, le Commissaire de Police d'Abbeville
a confirmé que DUBUS ne figure pas sur les listes de
militants communistes dressées par les autorités françai-
ses de cette ville.

J'ajoute que le père de DUBUS a émis l'hypothèse
que l'ex-femme de son fils, d'avec qui celui-ci est
divorcé depuis trois ans, a pu le dénoncer par vengeance.

J'ai invité M.STEMMER à faire une démarche auprès de
l'E.B.D Paris en faveur de cet agent.

l'Ingénieur en Chef
Chef du Service
du Matériel et de la Traction,

[Signature]

H. Gaudet
[Signature]
S.N.C.F.
RÉGION du NORD
26 NOV 1941
DIRECTION de L'EXPLOITATION
SERVICES ADMINISTRATIFS

S.C.I.P. Paris - Act 20.608 (3-40)

9-
M. en fait au
le D. R. ?
26/11
27/11
M. Stemmer
le Dossier se trouve dans
le paquet à Paris etc
[Signature]

Wehrmachtverkehrsdirektion Paris

Eisenbahnbetriebsdirektion Paris Nord

- 37 Bbv L 2 Bmabw -

Paris, den 4. 12. 1941.

Rue de Dunkerque, 18

Fernsprech-Anschl. TRU. 56-96

An die

Region Nord der SNCF

(Verbindungsstelle)

P a r i s.

Betrifft: Verhaftung des Hilfsarbeiters DUBUS, Jean vom Depot Abbeville.

Zu Ihrem Schreiben B 182 vom 20. 11. 41 wird mitgeteilt, daß der Hilfsarbeiter DUBUS, Jean vom Depot A b b e v i l l e im Zuge einer besonderen Aktion verhaftet wurde. Eine Verwechslung mit einem DUBUS gleichen Namens aus dem Ort M a r e u i l liegt nicht vor. Auch die Annahme, daß ihn seine Frau aus Rachegehlüsten angezeigt habe, trifft nicht zu.

Der vom Präfekten

Der vom Präfekten eingereichte Entlassungsantrag wird zur Zeit vom
Bezirkshauptmann geprüft. Die Entscheidung steht noch aus.

Handwritten signature and initials.

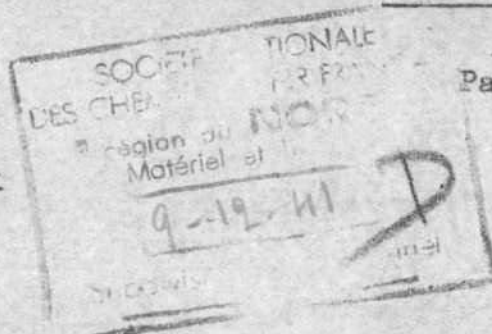
Handwritten signature and date: 11/11/11

TRADUCTION

W.V.D. Paris

E.B.D. Paris-Nord

-37 Bbv L 2 Bmabw-



Paris, le 4. 12. 1941.

S.N.C.F.

Région du Nord

(Délégation Technique)

Paris

B 190

15741
un Marty

Objet: Arrestation de l'aide-ouvrier DUBUS Jean du dépôt d'Abbeville

Suite à votre lettre B 182 du 20.11.41 nous vous informons que l'aide-ouvrier DUBUS Jean, du dépôt d'Abbeville, a été arrêté à la suite d'une opération spéciale.

Une confusion avec un DUBUS du même nom de la localité de Mareuil n'a pas eu lieu.

De même, l'acceptation d'une dénonciation de la part de sa femme pour motif de vengeance ne concorde pas.

La demande de libération adressée par le Préfet a été soumise au chef du district; la décision ne nous est pas encore parvenue.

(signé): BECK

Délégation Technique
auprès de l'E.B.D. Paris-Nord

Paris, le 5.12.1941.

Le Chef du Service
du Matériel et de la Traction

-B 190 -

Transmis au chef du Service du personnel, N° 27
comme suite à sa lettre SPD N° 5654 du 19 novembre 1941.

S.N.C.F.
RÉGION du NORD
15 DEC 1941
DIRECTION de L'Exploitation
Service de l'Exploitation
La Chapelle 13 DEC 1941

Transmis
à Monsieur le Directeur
de l'Exploitation
comme suite à ma
lettre SPD N° 5822
du 25.11.41

Wally

**AGENTS se TROUVANT dans l'IMPOSSIBILITE d'ASSURER
LEUR SERVICE au FAIT des AUTORITES ALLEMANDES**

Nom et prénoms :

DUBUS, Jean, René, Marcel

Grade :

(1) Manoeuvre

Etablissement

Magasin de l'Economat d'ABBEVILLE

Né le

13 Juin 1908

(2)

Commissionné le : 3 Mars 1938

Situation de famille

Divorcé

Absent du (3)

23 Octobre 1941 à 8 H.30

au (4)

Motif de l'absence

: A été arrêté à son travail au Magasin de l'Economat d'ABBEVILLE le 23 Octobre 1941 vers 8 H.30 par deux soldats allemands qui, après s'être assurés de son identité, l'ont emmené à la Kommandantur en vue de lui faire subir un interrogatoire

(est interné au Front Stalag 122 à Compiègne)

Rémunération mensuelle de l'agent (6)

Traitement mensuel :	701 f.
Indemnité A.	475
Indemnité B.	219
Prime fixe	62
Gratification	59
	<u>1 496</u>

Retenues mensuelles :

Impôt cédulaire	: 90 f.
Caisse de Prévoyance	16
	<u>106 f.</u>

Observations du service

Jusqu'à présent l'intéressé n'a donné lieu à aucune remarque

DR/NY41. D.1873

Transmis à Mr. le Directeur du Service Central P.

Comme suite à sa lettre P53.29 du 15 mai 1941. L'intéressé est traité sans solde pendant son absence. Aucun secours lui a été accordé.

26 DEC 1941

LE DIRECTEUR DE L'EXPLOITATION

Signé. CAMBOURNAC

- (1) - Indiquer par exemple : Gare de Chalons-sur-Marne - Dépôt de Laroche - Service Régional de l'Exploitation Ouest - District de Meaux
- (2) - Indiquer si l'agent est marié ou célibataire;
Quelles sont les dates de naissance des enfants à sa charge;
Si la femme a un emploi et si certains des enfants ont un emploi.
- (3) - Il s'agit de l'absence donnant lieu à établissement de cette fiche.
- (4) - Indiquer la date de reprise du service si elle est connue.
- (5) - Exposer les faits qui sont à l'origine de l'absence en indiquant dans le cas d'incarcération si l'agent a contrevenu aux règlements de la S.N.C.F., si une suite disciplinaire est envisagée, s'il y a une suite judiciaire française.
- (6) - Indiquer la rémunération mensuelle en séparant, d'une part, les éléments fixes autres que les allocations familiales et de salaire unique et, d'autre part, l'ensemble de ces dernières allocations.

DR/N.2

DUBUS, incarcéré par l'A.O. depuis le 23/10/41
pour un motif non connu: *sans solde.*

$A^1 = 75 \text{ o/o Rem} = 1.093f \text{ par mois}$

M. DUBUS, divorcé, habitait sous le toit de son
père depuis trois ans.

Pour permettre à ce dernier d'envoyer des colis
à son fils, M.T. propose un secours mensuel de 500f.

Je n'ai pas d'objection.

En fait

12/2/42

Quero

Cet argent est fr de charge de famille

Je propose de limiter à 200 fr

Secours = 300⁺ par mois à dater du

1-11-41. "Cambourne"

Je
g

D 1873

17.3.42

Téléphone de M. Vigier à M.
André .

André Jean est libéré

Demander confirmation à M.T.

py

à DUBUS Noël et à son fils Jean, aide-distributeur à l'économat d'Abbeville, qui fait l'objet de la présente lettre de son père. Je me suis attaché à obtenir la libération de Jean DUBUS; M. PILLE m'y a beaucoup aidé, mais les promesses faites n'ont pas abouti jusqu'à présent, et cette malheureuse famille se désespère, tout particulièrement ces ~~jours-ci~~ en raison des exécutions de communistes qui, paraît-il, ont eu lieu ~~ces jours-ci~~ au Front-Stalag de Compiègne.

12 MARS 1942

Le Chef de la Division des Études V.B.

Monsieur Cambourne - Directeur à la S.N.C.F.
de la Région Nord 18 rue de Dunkerque à Paris

Monsieur le Directeur,

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance les faits suivants :

Âgé de 58 ans ayant accompli 30 années de service à la Compagnie du Chemin de fer du Nord dans le service des trains j'ai un fils, Dubus Jean René Marcel né le 13 Juin 1908 à Paris 10^e, également employé à la S.N.C.F. (économat d'Abbeville) depuis le 1^{er} Mars 1937.

Le 23 Octobre 1941 il fut arrêté à son travail par 2 gendarmes Allemands qui l'emmenèrent à la Kreiskommandatur et de là à Compiègne au Front Stalag 122 où il figure sur les contrôles sous le N° 1932.

Dès que j'ai appris cette arrestation, j'ai alerté Monsieur le Président de la délégation spéciale de Mareuil-Caubert, où j'habite avec mon fils, qui s'est immédiatement rendu à Abbeville pour y faire une déclaration écrite se portant garant de mon fils.

Monsieur le Préfet de la Somme à qui j'ai remis une lettre le 17 Octobre 1941 dans laquelle je réclamaï la libération de mon fils a fait plusieurs démarches auprès de la Feldkommandatur d'Amiens et s'est également porté garant vis à vis des Autorités Occupantes, malgré toutes ces démarches mon fils est toujours détenu sans savoir pourquoi.

Homme calme, sérieux, d'une conduite exemplaire très estimé et bien
noté de ses chefs mon fils n'a jamais appartenu à aucun parti
politique et n'a jamais assisté à aucune manifestation de ce genre,
son arrestation, qui nous a plongé ma femme et moi dans la
plus affreuse détresse, n'est due qu'à une erreur ou à une dénon-
ciation calomnieuse.

Peut-être un rapport vous a déjà éclairé sur cet incident, peut-être
aussi le cas de mon fils n'est pas unique, mais il me paraît
arbitraire qu'il soit maintenu dans son incarcération sans chef
d'accusation nettement établi.

C'est pourquoi je me permets de venir solliciter votre bienveillance
afin que vous usiez de votre haute influence auprès des Autorités
d'Occupation, pour faire cesser cette iniquité et que justice soit
enfin rendue à mon enfant.

Dans cet espoir, je vous prie d'agréer Monsieur le
Directeur, l'hommage de mon profond respect.

Dubus Noë

Contrôleur de Route en retraite
72 Grande Rue à Marais-Caubert
par Abbeville - Somme.

le 11 Mars 1942

MV

VB. N. d

Transmis à Monsieur le Directeur de l'Exploitation en lui recommandant
tout particulièrement la présente demande de DUBUS Noë.

Cet ancien agent, retraité du Service EX., était l'ami intime de M. DUVAL,
chef de bureau de l'Ingénieur en Chef du Contrôle V.B. et également retraité
depuis quelques années, avec lequel j'avais d'excellentes relations de service.

Sur la demande de M. Duval, je me suis intéressé depuis un bon nombre d'années

.....

R/N.2

DUBUS, incarcéré par l'A.O. depuis le 23/10/41
pour un motif non connu: *sans solde.*

$A^1 = 75 \text{ o/o Rem} = 1.093f \text{ par mois}$

M. DUBUS, divorcé, habitait sous le toit de son
père depuis trois ans.

Pour permettre à ce dernier d'envoyer des colis
à son fils, M.T. propose un secours mensuel de 500f.

Je n'ai pas d'objection.

Signé : Cudot

12 FEB 1942

*Jeune
Bout pour
Coudot*



DR/N2/41-D 1873

K.R.: SPD 5822 du

25-11-41

18 MARS 1942

M. le Chef de la Subdivision
des Personnel M.T.

Il m'est indiqué que le mandataire
Dubus Jean, du magasin de l'économat
d'Abbeville, aurait été libéré par l'A.O.

Voudriez-vous vérifier ce renseignement et,
le cas échéant, m'en donner confirmation en
m'adressant la fiche destinée au S.C.P., demandée
par ma lettre du 13-3-42.

Signé : Oudot

SOCIÉTÉ NATIONALE

DES

CHEMINS DE FER FRANÇAIS

RÉGION du NORD

SERVICE DU MATÉRIEL

ET DE LA TRACTION

R. C. Seine 276.448 B

S.P.D. n° 8140

La Chapelle, le

RÉGION du NORD

23 MARS 1942

DIRECTION de L'EXPLOITATION

SERVICES ADMINISTRATIFS

Monsieur le Directeur de l'Exploitation

P A R I S.

GB

M.T. 8

21 MARS 1942

DUBUS Jean, manoeuvre au Magasin de l'Economat à
Abbeville - Libération.

Je vous informe que cet agent, qui avait été incarcéré le 23.10.1941, par les autorités allemandes pour un motif resté inconnu, a été libéré, le 14 courant. J'ai donné des instructions pour sa remise immédiate en service.

Je fais demander à DUBUS s'il connaît les motifs de son arrestation et les circonstances qui ont amené sa libération.

Je vous tiendrai au courant.

Le Chef du Service
du Matériel et de la Traction

Handwritten signature

S.N.C.F.
Région ~~du~~ Nord

Le Directeur
de
l'Exploitation



Le 28 MAR 1942

DR/N.2/41
D. N°

Libération d'agent
incarcéré par
les Allemands

Monsieur le Directeur du Service
Central P.

Suite à la fiche de renseignements concer-
nant le manœuvre Dubus Jean du
magasin de l'économat d'Abbeville
que je vous ai adressée le 26 Décembre 1941

Cet agent, incarcéré par les autorités
d'occupation depuis le 13 Octobre 1941
a été libéré le 14 Mars 1942 et a repris
son service immédiatement

Le Directeur de l'Exploitation,

Signé : Oudet

Paris, le 10 novembre 1942

DIRECTION DU SERVICE
DE LA TRACTION

S.P.I. 10175

Cher Monsieur FLORENTIN,

Cher Monsieur VIGIER

Je vous ai souvent entretenu de Jean DUBUS, de l'Economat d'Abbeville, qui, d'après ce que vous m'aviez fait savoir fin octobre 1941, venait d'être nommé aide-distributeur, mais qui ne l'a été en réalité que le 1^{er} juin dernier du fait qu'il avait été arrêté comme communiste, le 23 octobre 1941, par les autorités allemandes (je rappelle qu'il a été libéré le 14 mars 1942).

Au mois de juin dernier, vous m'avez fait connaître par téléphone qu'il toucherait une bonne partie de son salaire pour la période où il a été prisonnier, mais pas la totalité bien qu'il ait été arrêté arbitrairement, qu'en tout cas il toucherait le pourcentage maximum possible.

Or son père, Noël DUBUS, retraité du Service EX., vient de m'écrire que le rappel de traitement est toujours en suspens. Il ajoute : "je sais que c'est une mesure générale, mais il me semble qu'il y a une nuance entre les agents qui ont été arrêtés comme communistes et qui le sont en réalité, et ceux qui, comme Jean, ont été arrêtés arbitrairement; il y a là une question morale d'une grande importance pour nous".

Précédemment, il m'avait écrit dans les termes suivants : "j'estime qu'il devrait être payé intégralement puisqu'arrêté arbitrairement et relâché après que son innocence complète a été reconnue; c'est déjà trop d'avoir souffert moralement et du froid pendant 5 longs mois; d'autre part, cette incarcération nous a coûté cher, nous lui avons envoyé 28 colis dont le coût variait entre 150 et 250 Frs et il serait arbitraire qu'une compensation ne lui soit pas accordée".

Je vous serais reconnaissant de me renseigner par un mot et avec quelques détails sur l'état actuel de la question et sur ce que peut espérer Jean DUBUS auquel je m'intéresse particulièrement. Je serais heureux qu'il lui soit donné satisfaction dans toute la mesure du possible.

Veuillez agréer, Cher Monsieur FLORENTIN, avec mes meilleurs souvenirs, l'expression de mes sentiments bien dévoués.

L'Ingénieur en Chef
 Chef de la Division des Etudes V.B.,
 "VIGIER"

Monsieur FLORENTIN, ingénieur en chef de la division des études V.B.,
 Ingénieur Principal, Chef de la Subdivision du Personnel
 du Service M.T., à LA CHAPELLE

Je tiens à vous remercier de l'intérêt que vous avez porté à la question de Jean DUBUS, et de la réponse que vous m'avez faite. Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'assurance de ma haute estime et de ma haute considération.

T.S.V.P.

10 novembre 1942

Paris, le 10 novembre 1942

LA CHAPELLE, le 16 Novembre 1942

SERVICE du MATERIEL
et de la TRACTION

S.P.I. n°775

Cher Monsieur FLORENTIN,

Cher Monsieur VIGIER,

Je vous ai souvenant entretenu de Jean DUBUS, de l'Economat d'Abbeville, qui, d'après ce que vous m'avez fait savoir fin octobre 1941, venait d'être nommé aide-distributeur. Cas DUBUS : J'avais, compte tenu des instructions en vigueur, proposé un secours de 500 Frs par mois pour la période d'incarcération (pas de charges), M.le Directeur a réduit à 300 Frs par mois; le paiement a eu lieu. Je ne puis, présentement, rien faire de plus.

Si vous obteniez de M. OUDOT de reprendre l'affaire, la somme de ma proposition, non, compte tenu que DUBUS n'a commis aucune faute et qu'il est de bonne moralité, ce serait la solution la plus favorable de cette affaire.

Or son père, M. DUBUS, retraité du Service LX., vient de m'écrire que le rappel de traitement est toujours en suspens. Il a une demande entre les agents qui ont été arrêtés comme communistes et qui le sont en réalité, et ceux qui, comme Jean, ont été arrêtés arbitrairement. L'ingénieur Principal

Chef de la Subdivision

du Personnel

FLORENTIN

Précédemment, j'avais écrit dans les termes suivants : "J'estime qu'il devrait être payé intégralement jusqu'à l'arrestation et rétroactivement et de trois pendant la période d'incarcération. J'avais soulevé moralement et du froid pendant 5 longs mois; d'autre part, cette incarcération nous a coûté cher, nous lui avons envoyé 28 colis dont le coût varié entre 150 et 250 Frs et il serait injuste qu'une compensation ne lui soit pas accordée".

Je vous envoie reconnaissant de me renseigner par un mot et avec quelques détails sur l'état actuel de la question et sur ce que peut espérer Jean DUBUS auquel je m'intéresse particulièrement. Je serais heureux qu'il lui soit donné satisfaction dans toute la mesure du possible.

Veuillez agréer, Cher Monsieur FLORENTIN, avec mes meilleures salutations, l'assurance de mes sentiments bien dévoués.

L'ingénieur en Chef
de la Division des Etudes V.B.,
"VIGIER"
Mon Cher OUDOT,

Tu trouveras ci-dessus copie de la correspondance que j'ai échangée avec M. Florentin au sujet de Jean Dubus, aide-distributeur à l'Economat d'Abbeville.

Si tu pouvais reprendre l'affaire, comme l'envisage M. Florentin, et obtenir de Monsieur le Directeur, si un rappel de traitement est absolument impossible, le secours maximum, je t'en serais vivement reconnaissant.

Je te demanderai de vouloir bien me tenir au courant.

19 Novembre 1942

Le Chef de la Division des Etudes V.B.

21/11/42

M. Vignard

s'agissant d'un ayant divorcé, sans
charges, que donneraient les
nouveaux chiffres ?

21.11.42
M. Aubert

Pendant l'incarcération, comme il y avait doute
sur le motif de l'arrestation et qu'il s'agit d'un
divorcé sans charges, = $\frac{1}{4}$ Rem, soit : 365⁺ par mois.

Redressement de la situation après libération.

- soit 0, considérant qu'il a été arrêté soi-
disant comme communiste
- soit $\frac{1}{2}$ Rem (730⁺ par mois), considérant qu'il
a été libéré sans qu'une inculpation ait été
retenue contre lui.

Ce cas eût été à soumettre à M. le Directeur.

M. Vignard
pour l'avoir de ma
note à M. Florentin
23/11/42

Aubert

Pinouille

23/11/42



M. Florentin

Dubus.

Ci joint la note que j. reçois de
M. Vigier. Comme conclusion, vovley
v/ voir quelle est la situation
exacte de Dubus et de son
père, car il me paraît difficile
de représenter l'affaire devant
M. le Directeur sans savoir si cette
situation est difficile, d'autant
que Dubus a repris son service
le 14 Mars 1942 ? Si l'agent
est gêné scieusement, en y a-t-il
pas de raison que nous ignorons ?

Pinouille

23/11/42

Penouille

M. Florentin

Tecoum Dubus.

Ci joint la note que j'ai reçue de
M. Vigier. Comme convenu, voyez
et voir quelle est la situation
exacte de Dubus et de son
père, car il me paraît difficile
de représenter l'affaire devant
M. le Directeur sans savoir si cette
situation est difficile, d'autant
que Dubus a repris son service
le 14 Mars 1942 ? Si l'agent
est gêné matériellement, n'y a-t-il
pas de raisons que nous ignorons ?

Cherbourg

23.12.42 L.

SOCIÉTÉ NATIONALE
DES
CHEMINS DE FER FRANÇAIS

PARIS, le

MT. 8

1942 L.

RÉGION du NORD

SERVICE DU MATÉRIEL
ET DE LA TRACTION

PERSONNEL

R. C. Seine 276.448 D

ECONOMAT

MT/N/ge

P.N° 477

Monsieur l'Ingénieur Principal
Chef de la Subdivision du Personnel M.T

*Personnel à la suite de
Monsieur Dubus, malgré le fait
qu'il ne peut pas avoir de dossier
car il n'est pas à l'heure de son
service.*

En retour dossier concernant M. DUBUS,
Père de l'Aide-Distributeur DUBUS, Jules, du
Magasin de l'Economat d'ABBEVILLE, en vue de
renseigner M. le Chef des Services Administra-
tifs sur la situation de l'intéressé.

M. DUBUS, Père, ex-contrôleur de route
retraité, se trouvait avant les événements de
Juin 1940 dans une situation particulièrement
aisée. - Il possédait en effet une maison de com-
merce au centre d'ABBEVILLE et une maison de cam-
pagne à MAROEUIL (proche d'ABBEVILLE).

Au cours des événements de 1940, la mai-
son de commerce fut totalement détruite et l'ha-
bitation de MAROEUIL partiellement pillée.

L'intéressé a dû pourvoir au remplacement
partiel de mobilier, de linge, etc. et sa situa-
tion est vraisemblablement moins florissante.

Toutefois, M. DUBUS n'a pas de charges
particulières et son fils, qui vit avec lui, lui
apporte en plus de ses appointements certaines
ressources que lui procure son ancien métier de
tailleur.

*He Véronique
Je n'ai pu le faire de temps. M. Vignier
Vas pouvoir voir M. Vignier
de ma part...
29/12/42
J. B.*

De plus, il cultive un grand jardin, élève de la volaille et vend les produits de son verger.

Il est cependant certain que malgré les revers subis par M. DUBUS, du fait de la guerre, il a fait de très gros efforts pour améliorer le sort de son fils pendant son internement.

Le Chef de l'Economat
de la Région du Nord,

Sauvignat

6-1-43

M. Anquet

M. Vigier a pris connaissance de l'enquête M.T.

Je lui ai exposé qu'en raison des directives du SCP à l'égard des agents incarcérés par les A.O. soi-disant comme communistes nous aboutirions à un échec certain si nous demandions ^(au M. le Directeur) d'élever rétroactivement le secours mensuel de 300 + qui a été accordé à ce célibataire, dont le père est encore dans une situation aisée.

M. Vigier vous remercie de cette communication et n'insiste pas : il renseignera le père de Dubois à sa prochaine visite.

W. Écrivant

Nu
a
g

J'ai l'honneur de vous faire connaître
que j'ai été arrêté par la Gestapo le 21 Octobre 1941.
et envoyé comme otage au front Stalag 122 à Com-
piègne où je suis resté jusqu'au 14 Mars 1942.
Pendant ce laps de temps mes appointements m'ont
été entièrement retenus, de plus mes gratifications
de l'année 1941 qui étaient acquises m'ont été
également retenues, comme si j'avais commis un acte
contraire aux règlements des chemins de fer ou aux
lois Françaises.

En outre j'avais été nommé aide-distributeur
à la date du 1^{er} Novembre 1941. du fait de mon
arrestation ma nomination a été reportée au
1^{er} juin 1942 c'est à dire avec 7 mois de retard.

Je demande donc le remboursement
des sommes qui m'ont été retenues pendant tout
le temps de mon incarcération.

Espérant que ma demande recevra une suite
favorable, je vous prie d'agréer, Monsieur le
Secrétaire, l'assurance de mon entier dévouement

Dubus Jean
Aide-distributeur à l'Economat d'Abbeville.
le 2 octobre 1944.

Lettre n° 396 GQ/OM du 17 Octobre 1944.

Le distributeur DUBUS, Jean, de l'Economat d'ABBEVILLE, a reçu un secours mensuel de 300 f pendant son incarcération par les Allemands du 21/10/41 au 14/3/42.

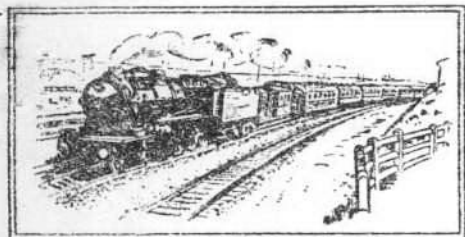
La question du remboursement éventuel de ses appointements ainsi que de sa prime de fin d'année et d'une bonification d'avancement est actuellement soumise à l'examen de M. le Ministre des Travaux publics et des transports.

fi le 9/11

5

LUN 23 OCT 44

Fédération Nationale des Travailleurs de Chemins de Fer



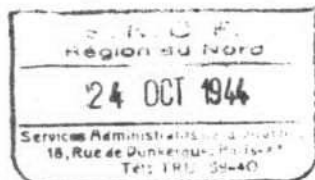
UNION DES SYNDICATS CONFÉDÉRÉS DE LA RÉGION DU NORD

Téléphone : TRUdaine 58-54
58-55

19, Rue Baudin, PARIS-IX^e

Paris, le 17 octobre 1944

N° 396 GQ/OM



Monsieur HEBERT

Directeur de la Région Nord
18, rue de Dunkerque - PARIS 10^e -

M. Oublot

24/10/44

à l'attention de M. Oublot

Monsieur le Directeur,

J'ai l'honneur de vous donner, ci-après, copie d'une lettre que je reçois du distributeur DUBUS Jean, de l'Economat d'Abbeville, lequel a été incarcéré du 21 octobre 1941 au 14 mars 1942 .

Vous verrez que pendant son temps d'incarcération cet agent a perdu la totalité de ses appointements, ses gratifications et que sa nomination de distributeur a été retardée de 7 mois .

En vous demandant d'examiner cette situation en vue du paiement de la solde, des gratifications et de la mise au point de sa nomination, et de bien vouloir me faire connaître votre réponse,

Recevez, Monsieur le Directeur, l'assurance de ma considération distinguée .

Un Secrétaire général:

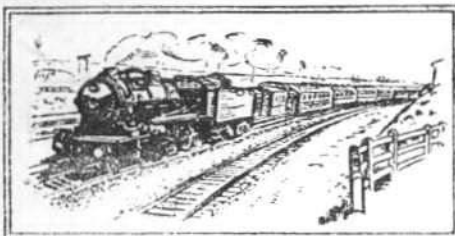
G. QUERTELET

*à attendre la
instruction du SUP*

13

1020 2 AVRIL 45

Fédération Nationale des Travailleurs de Chemins de Fer



UNION DES SYNDICATS CONFÉDÉRÉS DE LA RÉGION DU NORD

Téléphone : TRUdaine 58-54
58-55

19, Rue Pierre-Semard, PARIS-IX

Paris, le 10 avril 1945



S. N. Région Nord
13 AVR 1945
Services Administratifs
18, Rue de Dunkerque - PARIS 10^e

S.N.C.F. Région du NORD
MATÉRIEL & TRACTION
17 AVRIL 1945
ENTRÉE N° 2507 E
DOSSIER N°

N° 2.550 SB/OM

Monsieur HEBERT

Directeur de la Région du Nord
18, rue de Dunkerque - PARIS 10^e

*M. Quolot
M. Lammantier*

*Passé à la Subdivision du Personnel
17 AVR 1945*

#7 12/4

Monsieur le Directeur,

J'ai l'honneur de vous communiquer ci-dessous une copie de lettre que je reçois du syndicat d' ABBEVILLE .

" Je te demande de bien vouloir intervenir pour
" faire régulariser la situation du camarade DUBUS Jean,
" distributeur à l'économat d' Abbeville, qui n'a pas encore
" obtenu le remboursement des sommes dues ni sa prime de fin
" d'année, suite à son incarcération du 21 janvier 1941 au
" 14 mars 1942 ."

En vous demandant de bien vouloir faire régler cette situation le plus rapidement possible,

Recevez, Monsieur le Directeur, l'assurance de notre considération distinguée .

Un Secrétaire général:

Un Secrétaire :

M. Deloison

M. DELOISON

S. Bonaventure

S. BONAVENTURE

SOCIÉTÉ NATIONALE
des CHEMINS de FER FRANÇAIS
Région NORD



DR/N2/41

Le distributeur DUBUS, Jean, de l'Economat d'ABBEVILLE, a été incarcéré par les Allemands du 21/10/41 au 14/3/42 pour un motif inconnu.

Conformément aux instructions, il a été considéré comme absent irrégulièrement et sa solde a été supprimée.

M. DUBUS, divorcé sans charges, qui, avant son arrestation, habitait sous le toit de son père, a reçu pendant cette période une allocation mensuelle de 300 f. Il demande le remboursement de ses appointements, de sa prime de fin d'année, ainsi qu'une bonification d'avancement de 7 mois.

La question d'ensemble est soumise à M. le Ministre des Travaux publics et des transports qui ne nous a pas encore fait connaître ses directives à ce sujet.

Je vous propose de remettre à M. QUERTELET une note impersonnelle d'attente qui pourrait être conçue comme ci-joint.

L'Ingénieur en Chef,

André

D'accus
H 20/10

M. Vigneron
30/10

9

UNION DES SYNDICATS CONFEDERES

DE LA REGION DU NORD

D.R.N.

DR/N2/41
D 1873

Lettre n° 2.550 SB/OM du 10 Avril 1945
(MM. DELOISON - BONAVENTURE)

La situation du distributeur
DUBUS Jean, de l'Economat d'ABBEVILLE,
a été réglée le 28 Avril 1945.

Un rappel de 7.624 f. lui a été
mandaté à cette date.

*fiche envoyée
à M. Abraham
le 15/5/45*

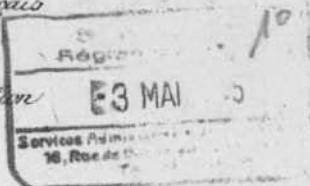
Société Nationale
des
Chemin de fer Français
Région du Nord
Service du
Matériel et de la Traction
R. C. Seine: 276448 B

LA CHAPELLE, 1e

2 MAI 1945

MT. 8

SC



A³ P³ 3918

Monsieur le Directeur
à PARIS

DUBUS Jean, DISTRIBUTEUR A L'ECONOMAT
D'ABBEVILLE - REGLEMENT DE SOLDE

Requête ci-jointe en retour.

La situation de cet agent est maintenant
réglée.

Un rappel de 7.624 f. lui a été mandaté le
28.4.45.

L'Ingénieur en Chef,
Chef du Service
du Matériel et de la Traction,

Wally





DR/N2/41-D7873

V.R.: SPD 5822 du 25

-11-41

13 MAR 1942

M. le Chef de la Subdivision
du Personnel M.T.

Pour permettre à M. le Directeur
général d'intervenir en vue de la libération
du manoeuvre Dubus Jean, du magasin de
l'économat d'Abbeville, voudriez-vous me
faire parvenir très rapidement en triple
exemplaire la fiche prescrite par la lettre
P 7214 du 25-2-42 de M. le Directeur du
S. C. P.

Signé : Oudot

BORDEREAU

des pièces adressées à Monsieur le Chef
des Services Administratifs à Paris

DÉSIGNATION DES PIÈCES	NOMBRE de PIÈCES	OBSERVATIONS
Fiches de renseignements à fournir en cas d'arrestation d'un agent de la SNCF par les autorités d'occupation	3	Dubus Jean manœuvre au magasin d'Abbeville (Economat)
La Chapelle le		17 MARS 1942
<div data-bbox="77 1013 440 1276"> <p>S.N.C.F. RÉGION du NORD 18 MARS 1942 DIRECTION de L'EXPLOITATION SERVICES ADMINISTRATIFS</p> </div>	<div data-bbox="393 1101 792 1189"> <p>L'Ingénieur Principal Chef de la Subdivision du Personnel</p> </div>	<div data-bbox="393 1181 942 1452"> <p>193 Lorenz</p> </div>

DR

1873

Dubusse, Serge.

Voir aussi Bonfau
Géhu
Knaepkens

Région du NORD.....

NOM :	DUBUSSE
Prénoms	Serge
Grade à la S.N.C.F.	Attaché à l'essai
Résidence de service	CORBEHEM
Date d'entrée à la S.N.C.F.	8 Mars 1943
Date et lieu de naissance	8.4.1921 à ANNEZIN-les-BETHUNE
Domicile civil	9, Rue St-Joseph à SIN-le-NOBLE
Situation de famille	Célibataire
Qualités professionnelles	S'est adapté très vite bien qu'admis le 8 Mars 1943
Services militaires (grade, campagnes, citations, blessures)	() (
Affiliation politique (s'il y a lieu) ((
Date de l'arrestation	18 Août 1943
Motifs de l'arrestation	(pris comme otage pour accompagner des trains de troupes de l'Armée Allemande.)
Condamnation	(
Date, tribunal, motif	(
Eléments de toute nature susceptibles de justifier un recours en grâce	() (
Lieu d'internement	(
Nom du défenseur	(

Self
D 1873

Service Central du Personnel
7^{ème} Division
Le Directeur

DR/N2/41
D. 1873

Agents requis par
les Allemands pour
accompagner des
trains de troupes.

V.R. EX.N.sp.4 A/1
D 26.161

du 9 Septembre 1943

Monsieur le Chef de la
Subdivision du Personnel EX.

Les agents ayant été requis par
les autorités allemandes pour accompa-
gner des trains de troupes doivent être
considérés, pendant leur période de ré-
quisition, comme ayant assuré un ser-
vice normal et, de ce fait, bénéficier
de leur solde entière.

L'Ingénieur en Chef,

D. 1873

SR

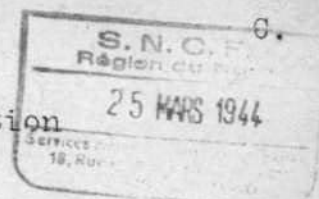
Incatillon, Henri

9

S.N.C.F.

Région d NORD

Renseignements à fournir
en cas d'arrestation d'un agent de
la S.N.C.F. par les autorités d'occupation



Nom DUCATILLON

Prénoms Henri

Grade à la S.N.C.F. Mineur Auxiliaire Manoeuvre

Résidence de service Dépôt de Douai

Date d'entrée à la S.N.C.F. 26 Janvier 1944

Date et Lieu de naissance 8 Mars 1924 à Sin le Noble

Domicile civil Sin le Noble 38 Rue Alcide Moché

Situation de famille Célibataire

Qualités professionnelles Normales

Services militaires Néant
(grade, campagnes, citations,
blessures)

Affiliation politique (s'il y
a lieu ... N'en connaissons pas.

Date de l'arrestation 25 Février 1944

DEMARCHE FAITES Le même jour sommes intervenus auprès du Sec
Motif de l'arrestation de Surveillance Allemande (dans l'industrie privée)
N'a pas rejoint son poste en Allemagne à
l'expiration du congé qui lui avait été acc

Condamnation cordé

Date, tribunal, motifs

Eléments de toute nature suscep-
tibles de justifier un recours
en grâce

Lieu d'internement Interné à la prison de Guiney du 25/2
au 6/3 et dirigé sur l'Allemagne le 9/3

Nom du défenseur

1873

25 MAR 1944

SCP *Swietek*

Signé: OUDOT

Libéré le 11.4.45
Reprise de service
le 28.5.45
S.C.F. avisé le
11.8.1945

DOUAI, le 2 Mars 1944.

N.O.F. ARRONDISSEMENT
MATERIEL et TRACTION

15 - 3 MARS 1944

Subdivision du Personnel

Monsieur le Chef du Service du
Matériel et de la Traction
SUBDIVISION DU PERSONNEL
à LA CHAPELLE.

S. N. C. F.
NORD
TRACTION

de Arrondissement

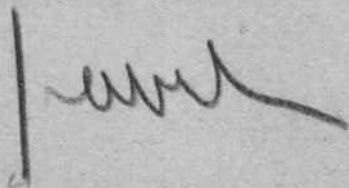
PL/2

Je vous informe que l'auxiliaire
manoeuvre DUCATILLON Henri, du dépôt de
Douai a été arrêté le 25 février dernier
par l'autorité allemande parce qu'il
n'avait pas rejoint à l'expiration de son
congé régulier son travail en Allemagne.

L'Autorité allemande a été étonnée
d'apprendre que nous avions embauché l'in-
téressé sans avoir la certitude qu'il était
libre de tout engagement. A titre de rensei-
gnement, DUCATILLON, étranger à la S.N.C.F.
avait été envoyé en Allemagne au titre de
l'industrie privée et, lors de son embaucha-
ge, il a présenté à M. ABIVEN une carte-
lettre du Bureau de Placement d'Hénin-
Liétard qui le mettait à la disposition de
la S.N.C.F. dépôt de Douai.

Par ailleurs, l'intéressé avait
signé une formule de libre engagement.

L'Ingénieur de la Traction,
Chef du 2^o Arrondissement,



S. N. C. F.

RÉGION NORD
TRACTION - 2^e ARROND^{ement}
DÉPÔT de DOUAI
122 Bis N° A

DOUAI LE 17 MARS 1944

SÉRIEL & TRACTION

Monsieur GRAVELINE
Ingénieur de la Traction
Chef du 2^e Arrondissement

A DOUAI

A 6144/2

Suite à votre note A N° 6144 du
16 courant, je vous adresse ci-joints:
4 exemplaires de la fiche de
renseignements.

3 exemplaires de la fiche
chamois, concernant l'arrestation le 25/2
44, par les autorités allemandes du Mineur
Auxiliaire Manoeuvre DUCATILLON Henri.

Le Chef de Dépôt

23 MARS 1944

*Transmis à Monsieur
Le Chef du Service MT, 5^e
Subdivision du Personnel
La Chapelle*

*Transmis à M. Oudot
Afin de lui adresser les
fiches de renseignements.
Ingénieur Principal
Subdivision du Personnel*

*pour le tenir au courant
Ci-joint fiches de renseignements
et fiches chamois
Douai le 18 mars 1944*

L'INGÉNIEUR DE LA TRACTION
Chef du 2^e Arrondissement

23.3
L. MARY

S.N.C.F.

Région du Nord

Service : M.T

2ème Arrond. Traction

~~90ème~~ liste des agents qui reprennent leur service après avoir été libérés des prisons ou camps (Fresnes, Romainville, Compiègne, Drancy, etc) où ils avaient été incarcérés par les autorités d'occupation.

Noms et Prénoms	Grade	Etablissement d'attache	Lieu d'internement	Dates	
				de libération	de reprise de service
DUCATILLON Henri	AUX MV	Douai (dépôt)	Oberhausen	11.4.45	28.5.45

D.R. N° 41

D. 1873

Service Central du Personnel 1ère Division (1er de liaison et agents libérés)

Le Directeur 14 AOUT 1945

Signé : HÉBERT

S.N.C.F.
Région du Nord
14 AOUT 1945
Services régionaux - 2ème Arrond. Traction
18, Rue de Valenciennes - 59115 - LILLE
Tél : 180 39-40

△ Mucatillon, Jean B^{te} (voir P. 4304)

Berche, Henri, F.1. F.2. 14.9.42 (C. 14.9.42)

Guyot, Cécile, F.1. (annulée)

Berdeloot, Louis, F.1. (annulée) 14.9.42

S.N.C.F.

Région du **NORD**

Renseignements à fournir
en cas d'arrestation d'un agent de la S.N.C.F.
par les autorités d'occupation

NOM : : **B E R C H E**

Prénoms : **Henri , Léon**

Grade à la S.N.C.F. : **Manoeuvre Spécialisé (graisseur de trains)**

Résidence de service : **NOEUX-les-MINES**

Date d'entrée à la S.N.C.F. : **26.12.23**

Date et lieu de naissance : **15.1.97 BOURBOURG-CAMPAGNE (Nord)**

Domicile civil : **Nouveau Boulevard S/N° à NOEUX-les-MINES**

Situation de famille : **Marié- 2 fils : 20 ans - 16 ans**

Qualités professionnelles : **Bonnes**

Services militaires : **(Appelé le 7.1.16 - Libéré le 7.9.19
67è - 150è - 124è - 224è - 8è - 84è
et 33è R.I. - Campagnes du 7.1.16 au 7.9.19)**

Affiliation politique (s'il y a lieu) : **parti communiste avant la guerre**

Date de l'arrestation : **19.7.1941**

Motif de l'arrestation : **Actes de sabotage commis dans la région - Agissements communistes**

Condamnation :

Date, tribunal, motif :

Éléments de toute nature susceptibles de justifier un recours en grâce :

Lieu d'internement : **HUY (Belgique)**

Nom du défenseur :

Libéré le 14. Août 1944. remis en service

Lt-At-15.5.41.

AGENTS se TROUVANT dans l'IMPOSSIBILITE d'ASSURER
leur SERVICE du FAIT des AUTORITES ALLEMANDES

Nom et prénoms : Guyot Clovis
Grade : 1^{er} Titulaire / Chef Kuitum (1.7.41)
Etablissement (1) : Moulin des Miniers Lens
Né le : 20 Août 1895 Commissionné le : 1^{er} janvier 1941
Situation de famille (2) : Marie - 1 enfant fille
(Cécilie) Femme marquée aucun emploi
née le 20.2.1929

Absent du (3) : 19 juillet 1941 au (4) : 9

Motif de l'absence (5) :

Arrestation par les autorités occupantes sans motif comme otage, suite aux actes de sabotage commis dans la région, n'a pas contrevenu aux règlements de la SNCF, pas de suite judiciaire française

Rémunération mensuelle de l'agent (6) :

<u>Salaires, primes, indemnités fixes :</u>	<u>2047</u>	<u>2229</u>
<u>Allocations familiales et salaire unique :</u>	<u>24</u>	<u>94</u>
	<u>2071</u>	<u>2323</u>

Observations du service : a été nommé 1^{er} Chef Kuitum après sa
incarcération
Des démarches sont en cours en vue d'obtenir sa libération

del/M/41-D1873. Transmis au 1^{er} Directeur du Service Actuel P

Suite à la lettre P 329 du 15 mai 1941

S'inspire est considérée comme prisonnière et doit être libérée, mais on ne pourra lui être
accordé sur
demande.

LE DIRECTEUR DE L'EXPLOITATION

Signé : CAMBOURNAC

4 OCT 1941

la
protection
faite

le 1^{er} Chef Kuitum
Exploitation

- (1) - Indiquer par exemple : Gare de Châlons-sur-Marne - Dépôt de Laroche - Service régional de l'Exploitation Ouest - District de Meaux.
- (2) - Indiquer si l'agent est marié ou célibataire ;
Quelles sont les dates de naissance des enfants à sa charge ;
Si la femme a un emploi et si certains des enfants ont un emploi.
- (3) - Il s'agit de l'absence donnant lieu à établissement de cette fiche
- (4) - Indiquer la date de reprise du service si elle est connue.
- (5) - Exposer les faits qui sont à l'origine de l'absence en indiquant dans le cas d'incarcération si l'agent a contrevenu aux règlements de la S.N.C.F., si une suite disciplinaire est envisagée, s'il y a une suite judiciaire française.
- (6) - Indiquer la rémunération mensuelle en séparant, d'une part, les éléments fixes autres que les allocations familiales et de salaire unique et, d'autre part, l'ensemble de ces dernières allocations.

Lt-At-15.5.41.

AGENTS se TROUVANT dans l'IMPOSSIBILITE d'ASSURER
leur SERVICE du FAIT des AUTORITES ALLEMANDES

Nom et prénoms : Berteloot Louis Pierre
Grade : Sous-Chef de Brigade d'Ouvriers
Etablissement (1) : Ateliers d'Hellemmes-Voitures
Né le : 4 Octobre 1914 Commissionné le : 15 Mars 1938
Situation de famille (2) : Marie' (sans enfant)
femme sans emploi

Absent du (3) : 1^{er} Août 1941 au (4) :
Motif de l'absence (5) : Inconnu (Stage)
N'a pas contrevenu aux règlements de la S. N. C. F.
pour le smic futur français

Rémunération mensuelle de l'agent (6) :
Salaires, primes, Indemnités fixes: 1996
Allocation familiale, Salaire unique: "
1996

Observations du service : une proposition de services a été établie
le 12.9.41

Des démarches sont en cours, en vue d'obtenir sa libération
DR/Ne/41.D1873 Transmis à M. le Directeur du Service Central P.
et suite à la lettre P 329 du 17 mai 1941
L'interne est considéré comme prisonnier allemand et j'examine la proposition
de secours qui m'est adressée.
LE DIRECTEUR DE L'EXPLOITATION
4 OCT 1941
Signé : CAMBOURNAC
P. D. G. la fiche.

- (1) - Indiquer par exemple : Gare de Châlons-sur-Marne - Dépôt de Laroche - Service régional de l'Exploitation Ouest - District de Meaux.
- (2) - Indiquer si l'agent est marié ou célibataire ;
Quelles sont les dates de naissance des enfants à sa charge;
Si la femme a un emploi et si certains des enfants ont un emploi.
- (3) - Il s'agit de l'absence donnant lieu à établissement de cette fiche
- (4) - Indiquer la date de reprise du service si elle est connue.
- (5) - Exposer les faits qui sont à l'origine de l'absence en indiquant dans le cas d'incarcération si l'agent a contrevenu aux règlements de la S.N.C.F., si une suite disciplinaire est envisagée, s'il y a une suite judiciaire française.
- (6) - Indiquer la rémunération mensuelle en séparant, d'une part, les éléments fixes autres que les allocations familiales et de salaire unique et, d'autre part, l'ensemble de ces dernières allocations.

Lt-At-15.5.41.

AGENTS se TROUVANT dans l'IMPOSSIBILITE d'ASSURER
leur SERVICE du FAIT des AUTORITES ALLEMANDES

Nom et prénoms :

Berete Henri Lévi

Grade :

Manœuvre Spécialiste

Etablissement (1) :

Hoeux Les Mines

Né le :

15 janvier 1899

Commissionné le :

26.12.1924

Situation de famille (2) :

Marié - 2 enfants nés les 19.5.1925

et 16.8.1926.

Femme n'ayant aucun emploi

Absent du (3) :

19 juillet 1941 au (4) :

9

Motif de l'absence (5) :

Arrestation par les autorités occupantes sans motif connu. Comme otage, suite aux actes de sabotage commis dans la région, n'a pas contrarié aucun règlement de la SNCF, pas de suite judiciaire française

Rémunération mensuelle de l'agent (6) :

Salaires, primes, indemnités fixes.

1809

Allocations familiales et salaire unique.

100

1809

Observations du service

Des démarches sont en cours en vue d'obtenir sa libération

OR/N 2/41-D 1873. Transmis au Directeur du Service Central P.

Comme suite à la lettre P 329 du 15 mai 1941

L'indemnité est accordée comme indemnité de suite et suite sans mais un pourcentage lui être accordé sur demande.

LE DIRECTEUR DE L'EXPLOITATION

Signé : CAMBOURNAC

4 OCT 1941

révisé par
dans not. de
le 26.10.41

- (1) - Indiquer par exemple : Gare de Châlons-sur-Marne - Dépôt de Laroche - Service régional de l'Exploitation Ouest - District de Meaux.
- (2) - Indiquer si l'agent est marié ou célibataire ;
Quelles sont les dates de naissance des enfants à sa charge ;
Si la femme a un emploi et si certains des enfants ont un emploi.
- (3) - Il s'agit de l'absence donnant lieu à établissement de cette fiche
- (4) - Indiquer la date de reprise du service si elle est connue.
- (5) - Exposer les faits qui sont à l'origine de l'absence en indiquant dans le cas d'incarcération si l'agent a contrevenu aux règlements de la S.N.C.F., si une suite disciplinaire est envisagée, s'il y a une suite judiciaire française.
- (6) - Indiquer la rémunération mensuelle en séparant, d'une part, les éléments fixes autres que les allocations familiales et de salaire unique et, d'autre part, l'ensemble de ces dernières allocations.

Agents ; sur lesquels nous n'avons
aucun dossier et qui ont été arrêtés
comme "otages", à la suite des actes
de sabotage commis sur la Région.

Nous devons les traiter à solder
entière.

5^e Cie

Secours à venir par MT

*Société Nationale
des
Chemin de fer Français
Région du Nord
Service du
Matériel et de la Traction
R. C. Seine 276448 B*

LA CHAPELLE, le

29 JUIL 1941 INT. GT

SPD. n° 306

Monsieur le Directeur
de l'Exploitation
À PARIS

J'ai l'honneur de vous informer
que les agents désignés ci-après :

- GUYOT Clovis, Visiteur à Noeux (V.W)
- FACQUEZ Eugène, d° d°
- BERCHE Henri, Manoeuvre spécialisé
à Noeux (V.W)

ont été arrêtés à leur domicile, le 19
Juillet 1941, par des gendarmes allemands.

Le visiteur FACQUEZ a été relâché
le 19 au soir; les deux autres agents ont
été emmenés pour une destination inconnue.

Le Service local n'a pu obtenir
aucun renseignement sur le motif de leur
arrestation.

l'Ingénieur en Chef
Chef du Service
du Matériel et de la Traction,

*3/7
M. Dubé*
voir lettre SP n° 5445 du 3-9-41

SOCIÉTÉ NATIONALE LA CHAPELLE, le 17 SEPT 1941 M.T. 8 GT

DES RÉGIONS
CHEMINS DE FER FRANÇAIS

19 SEPT 1941

RÉGION du NORD

DIRECTION de L'EXPLOITATION
SERVICES ADMINISTRATIFS

SERVICE DU MATÉRIEL
ET DE LA TRACTION

TRANSMIS à Monsieur le Chef
des Services Administratifs
à PARIS

R. C. Seine 176.448 B

S.P.I.n° 5558

BERCHE Henri
FACQUEZ Eugène
GUYOT Clovis

établies en double exemplaire,
les fiches de renseignements
concernant :

Agents incar-
cérés par les
Autorités
allemandes

BERCHE Henri, manoeuvre spécialisé
à Noeux-les-Mines (V.W)
GUYOT Clovis, Sous-chef visiteur
à Lens (V.W)
FACQUEZ Eugène, visiteur à Noeux-
les-Mines (V.W)

incarcérés comme otages, par les
Autorités allemandes.

19-9-41
A
Pouvons-nous les considérer
comme prisonniers civils de
guerre et les traiter à solde
entière pendant la période de
leur incarcération ?

1 Ingénieur Principal
Chef de la Subdivision du Personnel

S.C.I.F.-PARIS - 12-40 - 20/E 35.212

19-9-41
D 1873

M. Florentin
D'accord sur A

Le Chef des Services Administratifs

Quinn

voir notre lettre

du 15-9-41

et la lettre du 18-9-41
de M. Fontalès

7

ft. copie à M. Tamié

- 8 OCT 1941

0.

D.R/N.2/47-D.1873

V.R. = SPI 5558 et
5559 du 17/9/41

Le Chef des Services Administratifs

à Monsieur le Chef de la Subdivision du
Personnel M.T.

Le 1/2 chef visiteur Guyot Clavis, de Lens,

Le manoeuvre spécialisé BERCHE, Henri, de
NOEUX-les-MINES (V.W.), l'aide-ouvrier DUCATILLON,
Jean-Baptiste, de LA DELIVRANCE (T) et le sous-chef
de brigade d'ouvriers BERTELOOT, Louis, d'HELLEMMES
(V.W.) doivent être traités sans solde pendant la
durée de leur incarcération.

Toutefois il pourra leur être accordé, sur
demande et en fonction des besoins réels de la fa-
mille, des secours dont la quotité pourra attein-
dre la totalité des A.F. et 9/10 de la rémunéra-
tion.

Voudriez-vous revoir leur situation dans ce
sens ?

En retour, vous P.XVIII¹ concernant
BERTELOOT et Ducatillon.

Signé : Oudot

Berche

Secours de 1.000 fr
décision de Monsieur le Directeur
du 21 Novembre 1941

Guyot, incarcéré par l'A.O. depuis le 19-7-41 à la suite d'actes de sabotage commis dans la région (sans incrimination de participation personnelle et sans que ses opinions politiques soient en cause). Sans solde.

M. Guyot a une fille (12 ans) et envoie des vivres à son mari. Elle ne travaille pas. Depuis le 19/7, elle a reçu la solde de son mari du 1er 19/7, un secours de 324⁺ de la ville de Nœux et un semestier (345⁺) de la pension militaire du mari.

$$A.F. (94^+) + 70\% Rem (1614^+) = 1708^+$$

M.T. propose un secours mensuel de 1700⁺.
Pas d'objection, mais à compter du 1.10.41

Secours de 1700⁺ à compter
du 1.10.41 = décision

Rey 16.1.42

de la le
Directeur
17.1.42



Guyot, Clovis

Secours mensuel de 1.700fr.
à compter du 1er octobre 1941.
(décision de M. le Directeur du
A. F. - I. - H. E.)

SOCIÉTÉ NATIONALE PARIS, le 23 JANV 1942
DES
CHEMINS DE FER FRANÇAIS S.N.C.F.
RÉGION du NORD

M/B

M.T. 8

SERVICE DU MATÉRIEL ET DE LA TRACTION Monsieur le Chef des Services
ADMINISTRATIFS
Administratifs, à Paris.

H. C. Seine 276.448 B

S.P.D. n° 7032

BERTELOOT Louis, sous-chef de brigade
d'ouvriers à Hellemmes - renseignements

Suite à ma lettre SPD n° 6851 du
15 Janvier 1942 vous informant de la
libération de cet agent, ... Suivant une
attestation de la commune de FRETIN où
habite BERTELOOT, celui-ci a été arrêté
par les autorités allemandes comme
otage après avoir été désigné par tirage
au sort.

Cette arrestation n'est pas consé-
cutive à un délit politique.

L'Ingénieur Principal
Chef de la Subdivision du Personnel

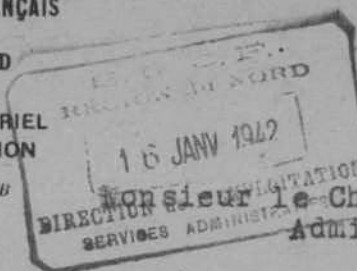
SOCIÉTÉ NATIONALE
DES
CHEMINS DE FER FRANÇAIS

RÉGION du NORD

SERVICE DU MATÉRIEL
ET DE LA TRACTION

H. C. Seine 276.448 B

SPD. n° 6851



15 JANV 1942 M.T. 8 GT

Monsieur le Chef des Services
Administratifs,
à PARIS

BERTELOOT Louis, sous-chef de
brigade d'ouvriers à Hellemmes (V.& W
Libération.

*16 jan. 42
Marty
avis au
SCF*

Afin de vous permettre de mettre
à jour la fiche chamois, je vous
informe que le sous-chef de brigade
d'ouvriers BERTELOOT Louis, de l'Ate-
lier d'Hellemmes (V & W) a été libéré
le 3 Janvier 1942 et qu'il a repris
son service.

l'Ingénieur Principal
Chef de la Subdivision du Personnel

SOCIÉTÉ NATIONALE
DES
CHEMINS DE FER FRANÇAIS La Chapelle, le
RÉGION du NORD

SERVICE DU MATÉRIEL
ET DE LA TRACTION

H. C. Seine 276.448 B

24 JANV 1942
DIRECTION de L'EXPLOITATION
SERVICES ADMINISTRATIFS

2761 NVC 2.2
23 JAN 1942

Monsieur le Chef des Services
Administratifs,
P A R I S.

S.P.I.

Agents incarcérés
par l'A.O.

Suite à mes propositions P XVIIII-I du
Secours 15 novembre 1941 concernant :

- le manoeuvre spécialisé **BERCHE** Henri, de Noeux-les-Mines ; secours accordé 1.000 f le 2 décembre 1941,
- le visiteur **FACQUEZ** Eugène, de Noeux-les-Mines ; secours accordé 1.200 f le 25 novembre 1941,
- l'ouvrier **FELIX** Georges, d'Hellemaes. Pas de secours jusqu'à présent.

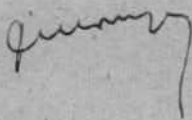
Ces agents, dont la situation de famille n'a pas subi de changement, sont toujours incarcérés par les A.O. et je propose en leur faveur les secours mensuels ci-après (catégorie A-3°) :

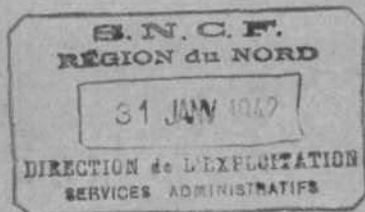
BERCHE 1.300 f (à partir du I.12.1941
FACQUEZ 1.600 f (à partir du I.12.1941
FELIX 1.500 f à partir du I.11.1941

Enfin, le sous-chef B.O. **BIERTELLOOT** Louis, d'Hellemaes (V.W.) arrêté dans les mêmes conditions que les précédents et que le sous-chef visiteur **GUYOT** Clovis, de Lens (VR. DR/N.2/47 du 20 janvier 1942) a été libéré le 3 janvier 1942 ; je serais d'avis qu'une suite

soit donnée à la proposition P XVIII-I du 15 novembre 1941 établie en faveur de cet agent.

L'Ingénieur Principal
Chef de la Subdivision du Personnel,





31 JAN 1942

Monsieur le Directeur du
Service Central du Personnel.

DR/N2/41
D. 1873

Libération
d'un
agent.

Suite à la fiche de renseigne-
ments que je vous ai adressée le
4 Octobre 1941 concernant le
S/Chef de brigade d'ouvriers
BERTELOOT, Louis, d'HELLEMMES (V.W)
incarcéré par les Autorités
d'occupation.

J'ai l'honneur de vous informer
que l'intéressé a été libéré le
3 Janvier 1942 et a repris son
service.

P. Le Directeur de l'Exploitation,

S. Berry

Berteloot, Louis
Chef de brigade
d'ouvriers
Hellemmes

Secours de 3.000 frs
(décision de M. le Directeur
du 2 février 1942)

Voir p 258.
Félix George

Berche, Henri
Mauveure Spécialité
Voeux. les Mines

Secours mensuel de 1.300 fr
à compter du 1^{er} décembre 1941
(décision de M. le Directeur
du 2 février 1942)

Toir 858
Félix Gorge

SOCIÉTÉ NATIONALE LA CHAPELLE, le
DES
CHEMINS DE FER FRANÇAIS

- 8 MAI 1942

M.T. 8

HO

RÉGION du NORD

SERVICE DU MATÉRIEL
ET DE LA TRACTION

H. C. Seine 276.448 B

S.P.D. 8898

-:-

Monsieur le Chef des Services
Administratifs à PARIS

GUYOT, Clovis, Sous-Chef visiteur à Lens
(Voitures et Wagons) - Libération.

Je vous informe que cet agent qui,
alors qu'il était visiteur à Noeux, fut
incarcéré par les Autorités allemandes
le 19.7.1941 comme otage, a été libéré
le 25.4.1942. et a repris son service le
28.4.1942.

L'Ingénieur Principal
Chef de la Subdivision du Personnel,

S.N.C.F.
Région du Nord

Le Directeur
de
l'Exploitation

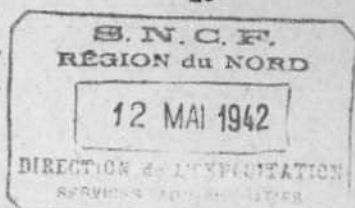
DR/N.2/41
D. N°

Libération d'agent
incarcéré par
les Allemands

12 MAI 1942

Le

*Joubert
Gornier*



Monsieur le Directeur du Service
Central P.

Suite à la fiche de renseignements concer-
nant Guyot Clouis # chef workshop
à Lens (V.W.)

que je vous ai adressée le 4 octobre 1941.

Cet agent, incarcéré par les autorités
d'occupation depuis le 19 - 7 - 1941,
a été libéré le 25 avril 1942 et a repris
son service 28 avril 1942.

Le Directeur de l'Exploitation,
Signé : Oudot

FRETIN, le 14 Août 1942

A Monsieur MARCAT, Ingénieur
du 2^e Arrondissement

Monsieur l'Ingénieur

Ayant été arrêté comme "otage" sans motif le
31 Juillet 1941, je me permets d'attirer votre
bienveillante attention sur les faits suivants.

Dès le jour de mon arrestation, je fus consi-
déré comme ayant quitté mon emploi ne touchant
par conséquent aucune rémunération. De ce fait,
je n'ai pu opérer aucun versement à la caisse des
retraites pendant mon incarcération, 5 mois.

J'ai donc l'honneur de solliciter de votre
bienveillance une faveur permettant de me consi-
dérer au même titre que les prisonniers de
guerre.

Votre respectueux et dévoué

s) BERTELOOT

s/ Chef de brigade.

Transmis à Monsieur le Chef du Service M.T
Subdivision du Personnel
La Chapelle

pour la suite possible à donner à cette demande.

Hellemmes, le 17 Août 1942
l'Ingénieur Chef de
l'Arrondissement du Matériel
s)...



CHEMIN DE FER
du Nord

Registre du Commerce
Seine N° 52.298

N° _____



2^e DIVISION

FICHE "NÉANT"

des états périodiques à fournir au

Service ~~CENTRAL DE LA TRACTION~~

NUMÉROS RÉFÉRENCES	DÉSIGNATION DES ÉTATS	PÉRIODE
Etat 827	Mutations survenues parmi le personnel de la 15 ^e Section de Janvier de C.F.C.	2 ^e Quinzaine de Janvier 1932.

Timbre, signature et date :

Douai, le 4 Février 1932.

L'Ingénieur Principal de la Traction

Chef du 2^e Arrondissement

Monsieur BLANCHARD
Chef de Division de la
Traction de la 5^{ème}
Section de C.F.C.
à LA CHAPELLE.

La fiche 2038 sera utilisée pour tous les états périodiques "Néant" à adresser à chacun des divers services de la 2^e division.

S. N. C. F.

Région du NORD LA CHAPELLE, le 1 SEPT 1942 LC

Matériel et Traction

Subd^{re} du Personnel

S.P.D. N° 712

Monsieur le Chef des Services
Administratifs à PARIS

BERTELOOT Louis, Sous-Chef de brigade
d'ouvriers à Hellemmes (V.W.).

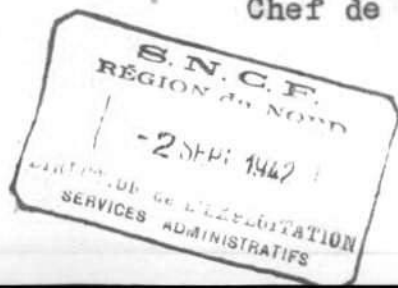


Par lettre dont ci-joint copie,
cet agent demande que la période du
31 Juillet 1941 au 3 Janvier 1942
pendant laquelle il a été incarcéré par
les autorités allemandes, n'ait pas
d'influence sur son temps comptant
pour la retraite.

Je vous rappelle que BERTELOOT
a été désigné comme otage par tirage au
sort à la suite d'actes de sabotage
commis sur le territoire de sa commune
(voir fiche F.I.).

Etant donné que M.le Directeur a
décidé de prendre des mesures de faveur
de cette nature à l'égard de certains
agents internés par les autorités fran-
çaises (Affaire de La Plaine et lettre
DR/N2/41 du 20.6.1942), je vous prierai
de me faire savoir si une décision ana-
logue ne pourrait pas être prise pour
BERTELOOT, ainsi que pour d'autres de
nos agents qui se trouvent dans le même
cas.

L'Ingénieur Principal
Chef de la Subdivision du Personnel



Nom et Prénoms : **GUYOT Clovis**
 Grade et résidence : **s/chef visiteur à Lens**
 Date et lieu de naissance **30.8.1895 à Noeux**
 Date d'entrée au Chemin de Fer: **1.1.1920**
 Date de commissionnement: **1.1.1921**
 Situation de famille: **marié, 1 fille 20.2.29**
 Adresse domiciliaire: **12, rue des Usines à Noeux**

DATES

de radiation l'A.S.	d'inter- nement	d'incar- cération	de sus- pension	de remise en service	de l'ar- rêté licen- ciement
"	19.7.41	"	"	28.4.42	

Appréciation sur l'agent: **A été incarcéré par les autorités allemandes comme otage à la suite d'actes de sabotage commis dans la région de Noeux où il était visiteur à l'époque.**

Agent très sérieux, travailleur, ne s'occupant pas de politique et qui n'est pas communiste.

Partie réservée au Service Central P.		Correspondance éc
Date	Provenance	Exposé et état de l'affai

20/10/42
D'accord avec le S.C.P.
Son raison de la rédaction
ne figure pas au
Fichier central
Voir S. 3120

Région

Monsieur le Directeur
du Service Central du PersonnelAvis d'addition ou de modification à la
situation des agents internés ou incarcérés
pour menées antinationalesNom et prénoms : **BERCHE Henri**Grade et résidence : **manoeuvre spécialisé (graisseur de trains) à Noeux**Date de naissance : **15.1.1897 à Bourbourg-Campagne (Nord)**Date d'entrée au C.F. : **26.12.1923**Date de commissionnement : **1.12.1924**Situation de famille : **Marié 2 fils (20 et 16 ans)**Adresse domiciliaire : **Nouveau Boulevard, sans n° à Noeux les Mines**Date d'incarcération : **19.7.1941** Lieu (1) **Huy (Belgique)**Date d'internement : **début Décembre 1942** Lieu **(Doullens)**

Date de suspension :

Date de remise en service :

Observations : **incarcéré par les autorités allemandes à Huy (Belgique). Cet agent a été transféré au centre de séjour surveillé de Doullens. Sa libération ne peut être décidée sur ordre des A.A. à la demande de la Préfecture du Pas-de-Calais).**

que ?

(1) s'il est connu.

DR/N2/41-D 1873

- 5 JAN 1943

V.R.: fiche F2 en retour

— M. le Chef de la Subdivision du Personnel M.T.

La situation dépeinte en M. n'est pas spéciale aux mandataires spécialisés Berche Henri, de Nalva : elle est commune à tous les agents, qui sont internés à Boullens.

Mais M. le Chef du Service M.T. a-t-il l'intention de demander à M. le Directeur d'intervenir en faveur de la libération de Berche ? Si oui, voudriez-vous me le préciser à part avec motifs à l'appui. Sinon, la rubrique "Observations" de la F2 trait à libeller simplement comme suit :

« Transféré par les autorités allemandes de Huy
(Belgique) au centre de séjour surveillé de Boullens ».

Signé : Oudet

La Chapelle, le 27 Mars 1943

SPD N° 4472

EXTRAIT
=====VR DR/12/41 - DAW
du 26/2/1943Monsieur le Directeur,
à PARIS.CONFIDENTIELAgents internés administrativement par les autorités françaises :

Ainsi que je l'ai précisé dans ma lettre S.P.D. n° 4159 du 5 Mars 1943 à M. GUDOT, en réponse à sa lettre dont référence ci-contre, 5 agents du Service du Matériel et de la Traction qui avaient été tout d'abord incarcérés par les autorités allemandes, ont été par la suite transférés au Centre de séjour surveillé de DOULLENS, où ils sont internés actuellement.

Ayant estimé que leur cas était pour le moins aussi intéressant que celui des agents arrêtés par les autorités françaises et internés administrativement, j'ai fait effectuer une enquête sur chacun d'eux. Les résultats de celle-ci, que vous trouverez ci-après, confirment que les intéressés ne se sont jamais fait remarquer en service; aussi je vous demanderai de bien vouloir envisager l'éventualité d'une intervention auprès de M. le Ministre, Secrétaire d'Etat à la Production industrielle et des communications ou tout au moins auprès des Préfets intéressés, en vue d'obtenir leur libération.

BERCHE Henri, manoeuvre spécialisé à NOEUX (V.W.).-

Arrêté le 19/7/41 comme otage par les autorités allemandes à la suite d'actes de sabotage commis dans la région de NOEUX où il habite, cet agent fut incarcéré à la forteresse d'HUY (Belgique) jusqu'au début de Décembre 1942, époque de son transfert à DOULLENS.

BERCHE était connu comme appartenant au parti communiste avant la guerre et il est annoté comme suit au fichier du Commissariat spécial de BETHUNE : "militant communiste actif qui faisait montre d'activité avant son arrestation

Toutefois, ainsi que le spécifie la fiche n° 1 le concernant, BERCHE donnait toute satisfaction dans son travail et ne s'était jamais fait remarquer en service.

.....

Le Chef du Service du Matériel
et de la Traction,
(s) PARANTIER.

DR/N2/41 - DAW

Camp de DOULLENS

VR: NS/AB du 25/3
1943

Monsieur le Préfet,

Par lettre NS/AB du 25 Mars 1943 vous avez bien voulu me faire connaître que vous aviez demandé aux autorités allemandes la libération de M. VICHERY Louis, mécanicien de manoeuvres au dépôt de HETHUNE, domicilié rue du Marais à LABOURSE (Pas de Calais) qui est interné administrativement au camp de DOULLENS.

Je vous remercie de votre bienveillante intervention en faveur de cet agent.

Parmi les autres agents de la Région du NORD de la S.N.C.F. domiciliés dans votre département et internés au centre de DOULLENS se trouvent les deux ci-dessous, qui avaient été primitivement arrêtés comme otages par les autorités allemandes et incarcérés à la forteresse d'HUY (Belgique) :

- M. BERCHE Henri, manoeuvre spécialisé V.W. à NOEUX, domicilié : Nouveau Boulevard, sans n°, à NOEUX-les-MINES (P de C);
- M. FACQUEZ Eugène, visiteur à NOEUX V.W., domicilié 36 rue d'Hingnette à NOEUX-les-MINES (Pdec)

Monsieur le Préfet du
Pas de Calais
à ARRAS.

.....

10 AVR 1943

+ Lettre du 10-4-43
au S.C.P. pour leur inscription
à la liste n° 1 (libération -
demandes en passe urgente à M.
Bischoffsheim)
Voi D. 1873

Correspondance
cluse au
S.C.P. de
Blond

J'ai procédé à un nouvel examen de leurs antécédents, de la qualité de leur service et de leur situation qui a établi que ceux-ci effectuaient habituellement un service satisfaisant et n'avaient donné lieu à aucune observation pour leur attitude politique dans les emprises du chemin de fer.

J'ai l'honneur, en conséquence, d'appeler également votre bienveillante attention sur leur cas et, en raison de la pénurie de nos effectifs imputable, tant aux départs en Allemagne qu'à la reprise de l'exploitation des lignes de la zone côtière, de vous demander, dans l'intérêt du chemin de fer, d'examiner la possibilité de faire libérer les intéressés et de les mettre à notre disposition.

Je vous donne l'assurance que, dès leur remise en service, ceux-ci seraient soumis à la surveillance attentive de leurs chefs.

Veuillez agréer, Monsieur le Préfet, l'assurance de ma considération la plus distinguée.

Le Directeur,

Signé : CAMBURNAC

14 MAI 1943

Le 12 Mai 1943.

P

Monsieur le directeur de la S.N.C.F.
Ayant vue par la voie de la presse le manque
d'ouvrier à la S.N.C.F. je viens vous exposer mon cas.
Arrêté par les autorités occupante le 19 juillet 1941
transféré aux autorités française le 10 Décembre 1942
au camp de Doullens et maintenant je suis hébergé
au camp de Pithiviers? Je suis manoeuvre spécialisé
à la gare de Meux-les-mines depuis le mois de
décembre 1928, rentré à la compagnie le 26 décembre 1928
je viens solliciter de votre bienveillance de bien
vouloir faire ce qui est en votre pouvoir pour me
faire récupérer mon emploi. J'ai fait moi même
une demande de libération au mois d'avril dernier
reconnaissant le gouvernement du Maréchal?
Dans l'espoir d'avoir satisfaction à ma demande
Veuillez agréer Monsieur l'assurance de mes
salutations distinguées.

Votre dévoué serviteur.

Berche Hensie

R.S.V.P.

Pour la réponse veuillez l'adresser à
M^{me} Berche Henriette 5 rue nouvelle à
Noeux-les-Mines.

P. de B.

qui en venant me voir le 25 me transmettra.

DR/N2/41-D 1873
V.R.: SPD 4472 du 27-3-43



Transmis à M. le Chef de la Subdivision
du Personnel M.T.

en le priant de préparer les projets de
réponse à la signature de M. le Directeur, qui
lès le 10-4-43 a demandé à M. le préfet du Pas-
de-Calais d'examiner la possibilité de faire
libérer Berche et Faquez.

L'Ingénieur en Chef

En retour à M. le Chef de la Subdivision
avec le projet et lettre demandant

29 MAI 1943

Ingénieur Principal
Chef de la Subdivision du Personnel

31 mai
en un billet



55817-1111 91
11-11-11 11 1111.11.1

SOCIÉTÉ NATIONALE
des
CHEMINS de FER FRANÇAIS

Transmis

XXXXXXXXXX

S.N.C.F.
RÉGION du NORD

27 MAI 1943

DIRECTION de L'EXPLOITATION
SERVICES ADMINISTRATIFS

Service Central
du Personnel

1ère Division (2)

~~Communication à
répondre N°~~

Exploitation de la Région du Nord

A toutes fins utiles.

(Demandes de réintégration présentées
par M.M. Berche, Henri et Facquez, Eugène,
internés au centre de séjour surveillé
de Pithiviers.)

Retourné à M. Le Directeur
du Service Central P.
1ère Division (2)

PARIS, le

PARIS, le

19 MAI 1943

Le Directeur du Service Central P.

L'ingénieur en Chef
au Service Central du Personnel

PARIS - 8 JUIN 1943

Monsieur,

En réponse à votre lettre en date du 12 Mai 1943, je vous fais connaître que j'ai demandé à M. le Préfet du Pas-de-Calais de vouloir bien examiner la possibilité d'envisager votre libération et permettre ainsi votre réintégration à la Région.

Recevez, Monsieur, mes salutations.

Signé : CAMBournac

Monsieur BERCHE Henri
Centre de séjour surveillé
PITHIVIERS (Loiret)

2^e DIVISION

CHEMIN DE FER DU NORD

SERVICE

DES

APPROVISIONNEMENTS

MATÉRIEL ET TRACTION

Facture N° 37655

Magasin

Registre du Commerce
Seine N° 52.298

Paris, le 19 - 5 1934

LIVRÉ à

Atelier de Machines d'Hollennes

suivant Bon de Demande N°

NUMÉROS
de
SYMBOLESNUMÉROS
MATRICULES
de l'entrée

POIDS

PRIX

MONTANT

NUMÉROS
MATRICULES
du service
destinataire

• Métal blanc AE 2

101489

0^k 600

22 00

13 20

quantité prélevée pour
analyse par le S^e des
bessais

Copie pour D. 1873 à FACQUEZ

13 Juillet 1943.

Monsieur le Chef de la Subdivision
du Personnel M.T.

DR/N2/41

D. AW

Il m'a été signalé que les agents
ci-après internés au camp de PITHIVIERS
avaient été laissés en possession de
leurs facilités de circulation :

- FACQUEZ, Eugène, visiteur à NOEUX
- CARON, Jean-Bte, mécanicien de route à
DOUAI (lors de son internement du 11/2/42
au 22/5/43).

Voudriez-vous :

1°- vérifier si les faits sont exacts.
Dans l'affirmative, FACQUEZ étant tou-
jours interné et, de ce fait, considéré
en absence irrégulière, il convient de
lui retirer les facilités auxquelles il
n'a pas droit;

2°- vous assurer qu'il n'existe pas
d'autres agents de votre service dans
le même cas.

signé : OUDOT.

LA CHAPELLE, le 13 Aout 1943.

SPD. N° 6346

Monsieur le Chef des Services
Administratifs
à PARIS.

AGENTS INTERNES - FACILITES DE CIRCULATION -

Il est exact que la famille de FACQUEZ, Eugène, visiteur à NOEUX (V.w.), actuellement interné à PITHIVIERS continue à bénéficier de ses facilités de circulation, de même que la famille de CARON, Jean-Bte, mécanicien de route à DOUAI, libéré le 26-5-1943 en a bénéficié durant son incarcération.

Il en est de même d'ailleurs de deux autres agents;

BLOND, Marcel, aide-ouvrier à DOUAI (Traction)

BERCHE, Henri, manoeuvre spécialisé à NOEUX (V.W.)

Ces 4 agents avaient en effet été incarcérés tout d'abord en 1941 par les autorités allemandes, à titre d'otages (Suite à divers actes de sabotage commis dans la Région du NORD).

Les intéressés bénéficièrent alors de secours mensuels accordés par M. le Directeur en décembre 1941 et de ce fait des facilités de circulation furent maintenues aux familles des intéressés.

Ils furent ensuite pris en charge par les autorités françaises en décembre 1942 et internés administrativement, étant considérés par ces autorités comme des militants du parti communiste alors qu'ils ne s'étaient jamais fait remarquer à ce sujet chez nous et que M. le Directeur était d'ailleurs intervenu pour tenter de les faire libérer.

Dans ces conditions, nous avons continué à les faire bénéficier des secours accordés depuis décembre 1941 ainsi que des facilités de circulation.

Je vous prie de me confirmer qu'il y a bien lieu de supprimer ces deux avantages aux familles BLOND - BERCHE et FACQUEZ.

Je vous précise d'autre part, que les instructions concernant la suppression des facilités de circulation sont correctement appliquées au Service M.T.

L'Ingénieur Principal
Chef de la Subdivision du Personnel
signé : FLORENTIN.

- 1 SEP 1943

S.N.C.F.

Région du Nord

DR/N2/41

D. Aw.

V.R.

S.P.D. 6346

COPIE à MM. CHEVRIER - PARADIS

en le priant de rechercher s'il se trouve, dans son service, des agents dans la même situation que FACQUEZ, BLOND et BERCHE et de faire les propositions qui s'imposent, s'il y a lieu.

Signé : Oudet

- 1 SEP 1943

Monsieur le Chef de la Subdivision du Personnel M.T.



Affaires FACQUEZ, visiteur à NOEUX
BLOND A.O. DOUAI
BERCHE, manoeuvre spécialisé à NOEUX.

D'après les renseignements fournis par votre Service en 1941, ces agents avaient été incarcérés par les autorités d'occupation, à titre d'otages, à la suite de divers actes de sabotage commis dans le Nord.

C'est précisément en raison du motif de l'incarcération que M. le Directeur avait décidé d'accorder aux intéressés des secours mensuels et de maintenir à leurs familles le bénéfice des facilités de circulation.

Mais en décembre 1942, FACQUEZ, BLOND et BERCHE ont été internés par les autorités d'occupation aux autorités françaises qui, d'après ce que vous m'écrivez maintenant, les ont internés administrativement en tant que militants du parti communiste.

Or, vous avez continué à les faire bénéficier des secours mensuels et des facilités de circulation "parce qu'ils ne s'y étaient jamais fait remarquer chez nous et que M. le Directeur était intervenu pour tenter de les faire libérer."

Etant donné le motif précis retenu par les autorités françaises, la question devait être reconsidérée et soumise à M. le Directeur, les agents se trouvant, en fait, dans une situation que s'ils avaient été internés directement par les autorités françaises comme communistes, ce qui leur enlèverait le bénéfice des secours mensuels et des facilités de circulation. Dans cette nouvelle position n'aurait dû être envisagée l'attribution éventuelle de secours non périodiques, si des intéressés et suivant les besoins réels constatés, la délivrance à la famille, à titre exceptionnel, de facilités de circulation pour aller voir l'agent au camp de séjour.

Voudriez-vous me faire connaître si vous avez des agents dans le même cas afin de présenter à M. le Directeur des propositions utiles en vue de mettre les choses au point.

Le mécanicien de route CARON de THRONIER, égaré, ayant été libéré, il n'y a pas à revenir sur son cas.

S.P.D. N° 6660

LA CHAPELLE, 9 Septembre 1943.

VR: DR/N2/41

D. AW

Monsieur le Chef des Services
Administratifs
à PARIS.

*Correspondance
classée au D. 1873 de
Faquez*

Comme je vous le disais dans le dernier alinéa de ma lettre S.P.D. 6346 du 13 Aout dernier, le cas BLOND, BERCHE et FACQUEZ sont les seuls dans lesquels nous n'avons pas appliqué à la lettre les instructions en vigueur en la matière.

Je voudrais d'ailleurs revenir sur les raisons qui nous ont fait agir ainsi et qui me paraissent avoir un certain poids. Ces raisons sont de deux ordres :

D'abord la considération du caractère même de leur internement. Si, en effet, les intéressés sont bien internés dans un établissement gardé par des français, il n'en est pas moins vrai qu'ils y sont pour le compte des autorités allemandes, de qui ils dépendent toujours, puisqu'aussi bien, en particulier, leur libération ne peut être décidée que par elles, comme l'a précisé l'Arrondissement de l'Exploitation de qui nous nous étions rapprochés pour avoir des renseignements sur nos 3 agents.

Ensuite le fait qu'il s'agit d'éléments à qui nous n'avons rien à reprocher. Les Chefs d'Arrondissement dont dépendent les intéressés sont en effet formels : BLOND, BERCHE et FACQUEZ sont de bons agents, qui ont toujours donné satisfaction dans leur travail. Il y a bien il est vrai le texte des notices dont ils font l'objet dans les Services Préfectoraux, mais ces notices semblent avoir été rédigées d'après de vieux renseignements et non à la suite de faits précis qui auraient pu leur être imputés récemment.

Je vous demanderai donc, en saisissant M. le Directeur de leur cas, de bien vouloir lui faire part de ces remarques.

L'Ingénieur Principal
Chef de la Subdivision du Personnel,

signature.

COPIE pour le D. 2.304 (BLOND)
1.873 (BERCHE)
1.873 (FACQUEZ)

-7 DEC 1943

DR/M2/41
D.AV
NR A37337
du 6.11.43

Monsieur le Chef de la Subdivision
du Personnel M.T.

Etant donné que le manoeuvre spécialisé BERCHE Henri et le visiteur FACQUEZ Eugène, de NOEUX V.V. n'auraient peut-être pas été inquiétés par les autorités françaises s'ils n'avaient pas été arrêtés comme otages par les autorités allemandes, M. le Directeur a décidé, à titre tout à fait exceptionnel, de maintenir à leur égard le statu quo, c'est-à-dire le versement des allocations mensuelles et le bénéfice des facilités de circulation.

La même hypothèse ne peut être émise à l'égard de l'aide-ouvrier BLOND Marcel du dépôt de DOUAI. Toutefois étant donné que cet agent a été déporté en Allemagne, M. le Directeur a également décidé, à titre exceptionnel, le maintien du statu quo à son égard.

Ces décisions ne sauraient constituer des précédents et je vous demanderai, à l'avenir, d'appliquer la réglementation prescrite lorsque des agents incarcérés par les autorités allemandes viennent à être internés par les autorités françaises. Aucune dérogation ne devra plus se produire sans une autorisation formelle de M. le Directeur.

L'Ingénieur en Chef,

Signé: OUDOT

A/M

PARIS, 1e

S. N. C. F.
Région du Nord

16 SEPT 1944

Services Adm.
18, Rue de

Région du NORD

Matériel et Traction

Subd^{re} du Personnel

Monsieur le Chef
des Services Administratifs
à PARIS

A.3 N° 209

BERCHE Henri, manoeuvre spécialisé à
Noeux (2e V.W.), Interné par les autori-
tés françaises le 19.7.1941

Je vous avise que cet agent a été
libéré le 10.8.1944.

L'intéressé a repris son service le
14 Août.

L'Ingénieur Principal

Chef de la Subdivision du Personnel

*Ticlu F.I. maintenue par
le S.C.P. et retirée par le
S.C.P. I.*

*Ticlu F.I.
envoyé au
S.C.P. le
20/9/44*

Oct. 1873

Dr

Duchemin, Pierre

of

Lugot, Robert
(Noms et Prénoms)

Société Nationale des Chemins
de Fer Français
Région Nord

MT 955

Titre statutaire *Expeditionnaire*
(au crayon)

TRACTION

Résidence *Douai*
(au crayon)

Radiation { date du départ de la Cie
motif

N ^{os} d'ordre	N ^{os} d'entrée	N ^{os} d'ordre	N ^{os} d'entrée	N ^{os} d'ordre	N ^{os} d'entrée	N ^{os} d'ordre	N ^{os} d'entrée
1		16		31		46	
2		17		32		47	
3		18		33		48	
4		19		34		49	
5		20		35		50	
6		21		36		51	
7		22		37		52	
8		23		38		53	
9		24		39		54	
10		25		40		55	
11		26		41		56	
12		27		42		57	
13		28		43		58	
14		29		44		59	
15		30		45		60	

2000-11-37

(Noms et Prénoms)

Quand l'agent quitte la Compagnie, la date et le motif de son départ
doivent être portés sur cette chemise qui doit être annulée par un trait
tracé en diagonale, au crayon de couleur, dans toute sa longueur, puis classée à part.

S. N. C. F.

Région du Nord

Renseignements à fournir en cas
d'arrestation d'un agent de la S.N.C.F. par
les Autorités d'Occupation

NOM DUCHEMIN

Prénoms Pierre, Jacques

Grade à la S.N.C.F. Auxiliaire Homme d'équipe

Résidence de service LA CHAPELLE-INTERIEURE

Date d'entrée à la S.N.C.F. 21 Septembre 1942

Date et lieu de naissance 26.9.1922 à ROYE s/MATZ (Oise)

Domicile civil 6, Rue d'Oran à PARIS (18e)

Situation de famille Célibataire

Qualités professionnelles bonnes

Services militaires
(Grade, campagnes, citations,
blessures) } Néant

Affiliation politique
(s'il y a lieu) }

Date de l'arrestation n'a pu être précisée

Motifs de l'arrestation } Agent détaché à la DRB à Braunschweig
au titre du 5e contingent, depuis le
26.6.43. Serait incarcéré pour sabotage.

Condamnation

Date, tribunal, motif }

Eléments de toute nature sus-
ceptibles de justifier un
recours en grâce }

Lieu d'internement } Untersuchungs Haftanstalt
Rennelbergstrasse 3 - Braunschweig

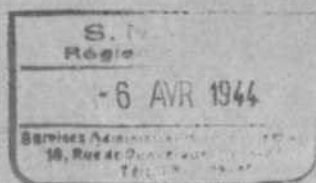
Nom du défenseur

D. 1873

SCP *du Service*
de Directeur
 Signé: LEMAIRE

8 AVR 1944

- 6 AVR 1944



Monsieur le Directeur du
Service Central du Personnel

EX.N.gp.5.A/6

Je viens d'être informé que
l'auxiliaire homme d'équipe LUCHEMIN,
Pierre, de la gare de LA CHAPELLE-
INTERIEURE, détaché à la D.R. à
Bf.BRAUNSCHWEIG depuis le 26 Juin
1943, au titre du 5è contingent, est
actuellement incarcéré dans cette
ville pour sabotage.

LE DIRECTEUR,

Signé: LEMAIRE

Direction
des Services Officiels
Français en Allemagne

Cunersdorf, le 6/5/1944.

Repliée à :

Cunersdorf bei Wriezen an
der Oder

Réf. 2100 C/S2

V.R.: P.C. 42.328

Affaire : DUCHEMIN Pierre

Monsieur CAZALET

Chef du Service des
Prisonniers de la S.N.C. F.

8, rue de Londres

PARIS IXème.

cla
Monsieur,

En réponse à votre lettre du 17
Avril 1944, citée en référence, j'ai
l'honneur de vous informer que je suis
intervenu auprès des Autorités Allemandes
compétentes.

Je ne manquerai pas de vous faire
connaître la suite réservée à ma démarche.

14 JUN 1944
Services Aér.
16, Rue de
T... 19-40
Veuillez agréer, Monsieur, l'expres-
sion de mes sentiments très distingués.

signature :

COPIE TRANSMISE à :
Monsieur le Directeur de
l'Exploitation de la Région
du NORD
à titre d'information.

Le 10 Juin 1944.
Le Chef du Bureau des
Prisonniers,
Wasson

14/6
Wasson

Dès qu'une réponse nous parviendra,
nous ne manquerons pas de vous la communiquer
Veuillez agréer, Monsieur, l'expression
de nos sentiments distingués.

Le Commissaire général
par ordre
P. le Chef du Service social,
Signature.

Bureau des prisonniers
Tri : 91-73

P.C. 42.328 /
M.O.F.A. n° 13

COPIE TRANSMISE

à Monsieur le Directeur de
l'Exploitation de la Région
du Nord
à titre d'information.

PARIS, le 20 Mai 1944

P. le Chef du Bureau
des Prisonniers,

.....

DR/N2/41

D 1873 COPIE pour Monsieur le Chef du Service
EX.

pour le tenir au courant

/ Le Directeur,

Signé: OUDOT

25 MAI 1944

ETAT FRANCAIS

Secrétariat d'Etat au Travail

COMMISSARIAT GENERAL D'ACTION SOCIALE
POUR LES FRANCAIS TRAVAILLANT EN ALLEMAGNE

SERVICE SOCIAL

PARIS, le 15 Mai 1944

S.5/D 92.760
N° 17306

LE MINISTRE

Secrétaire d'Etat au Travail
Commissariat général d'Action
sociale pour les Français
travaillant en Allemagne

à Monsieur le Chef du Service
des Prisonniers
Société nationale des Chemins de fer
Français, 8, Rue de Londres, PARIS

OBJET : Demande de renseignements

REFERENCE : Votre lettre P.C. n° 42.328
M.O.F.A. 13
Affaire : DUCHEMIN Pierre

Monsieur,

Comme suite à votre lettre qui a retenu toute notre attention, nous sommes au regret de vous informer que nous ne pouvons aller à l'encontre des décisions prises par les autorités judiciaires allemandes.

Vous comprendrez aisément qu'étant en France nous sommes qualifiés pour intervenir dans l'application des règlements allemands.

Toutefois, vu le cas de M. Pierre DUCHEMIN, nous effectuons des démarches auprès de nos Services en Allemagne, afin de connaître :

- 1° - son état de santé
- 2° - la durée de la peine à laquelle il a été condamné
- 3° - s'il peut recevoir du courrier et des colis.

JL.CP.

ETAT FRANCAIS
Secrétariat d'Etat au Travail

COMMISSARIAT GENERAL D'ACTION SOCIALE pour les
FRANCAIS travaillant en ALLEMAGNE

Service
Social :

Paris, le 15 Mai 1944

S.5/D.92.760

N°17306

LE MINISTRE

Secrétaire d'Etat au Travail
Commissariat Général d'Action
Social pour les Français
travaillant en Allemagne

à Monsieur le Chef du Service
des Prisonniers

Société Nationale des Chemins de fer
Français

8, Rue de Londres - PARIS - 9ème -

OBJET : Demande de renseignements

REFERENCE : Votre lettre P.C. N° 42.328 - M.G.F.A 13

Affaire : DUCHEMIN Pierre

Monsieur,

Comme suite à votre lettre qui a retenu toute notre attention, nous sommes au regret de vous informer que nous ne pouvons aller à l'encontre des décisions prises par les Autorités judiciaires allemandes.

Vous comprendrez aisément qu'étant en France, nous sommes qualifiés pour intervenir dans l'application des règlements allemands.

Toutefois, vu le cas de Monsieur Pierre DUCHEMIN, nous effectuons des démarches auprès de nos Services en Allemagne, afin de connaître :

- 1° - son état de santé
- 2° - la durée de la peine à laquelle il a été condamné,

.....

MAI 23 MAI 44

3° - s'il peut recevoir du courrier et des colis.

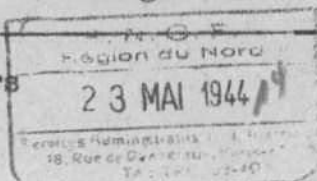
Dès qu'une réponse nous parviendra, nous ne manquerons pas de vous la communiquer.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de nos sentiments distingués.

Le Commissaire Général
par ordre
P.le Chef du Service Social
Signature.

Bureau des Prisonniers
Tri/91-73

P.C. 42.328
M.O.F.A. N° 13



COPIE transmise à

Monsieur le Directeur
de l'Exploitation
de la Région du NORD

à titre d'information.

Paris, le 20 Mai 1944

Le Chef du Bureau
des Prisonniers,

Signature

15 mai 44
Strom - nos intervens
23/5
9

Paris, le 7 décembre 1945

8, rue de Londres (9è)

S.N.C.F.

SERVICE CENTRAL
DU PERSONNEL

1ère Division

Section des prisonniers
et des déportés civils.Monsieur le Directeur de la Région
du NORD.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que les agents désignés ci-après figurent sur une liste de personnes exécutées à la prison de BRANDENBURG-GORDEN :

M.M. ARBIOS Paul, auxil. La Chapelle Int. 22 ans - exécuté le 13/9/44.

CABIOC'H Jean, aux. La Chapelle Tge	22 ans	d°
DELCAUCHY Serge, fact. conf.	d° 22 ans	d°
DINDE André, H.d'équipe, Hesdin	25 ans	d°
DUCHESMIN Pierre, aux. La Chap. Intre	22 ans	d°
LABOULY Roger, aux. La Chapelle Tge	22 ans	d°
LIMERCIER Fernand, H. d'équi. St-Pol	23 ans	d°
MENUGE Raymond, H. d'équi. Aubigny-en-Artois	26 ans	d°
RICHARD Jean, aux. La Chapelle-Tge	22 ans	d°
RODRIQUE Victor, H.d'équipe Longueau	31 ans	d°

DEL VALLEZ Jean, Inspect. de Ch.de.F. 38 ans - exécuté le 21/11/44.

Vous voudrez bien trouver, ci-joint, les certificats de décès qui nous ont été remis par le Ministère de la Population - Secrétariat général des prisonniers de guerre, déportés et réfugiés - concernant les intéressés.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire remettre ces pièces aux familles de ces agents.

Le certificat de décès concernant M. DINDE André a été adressé directement à sa famille, à la suite d'une visite de ses parents.

EX: 21.12.45

J. Hebert

Le Chef de section,

.....

Secours de 2.000 fr
(décision du 26/4/1946)

P. XVIII - 1. retournée le
26/4/1946.

- 7 JUN 1946

Madame,

EX.N.SP.4 A/4
X. 33.258

J'ai été douloureusement ému par la mort
de votre fils décédé en captivité.

Au nom de la Société Nationale de la
Région du Nord et en mon nom personnel, je
m'associe à votre deuil et vous exprime mes
sentiments de vive condoléance.

Je tiens à vous assurer que nous saurons
garder le souvenir de votre cher disparu.

Veuillez agréer, Madame, avec l'hommage
de mon respect, l'assurance de ma profonde
sympathie.

Le Directeur,

Signé : HÉBERT

Madame Veuve DUCHESNIN

6, Rue d'Oran

à PARIS

(18^e)

Les Bœufs

Thierscourt (Oise)

Demande de réajustement de prestations
formulée par mon frère jeune
d'une ex. l'ancien de 1^{er} classe à
Compiègne, démissionnaire le 16/4/1945
et démis le 7/8/1944, communiqué
par le service des Rcharches pour examen
en vue d'une intervention, par voie de
recours, le fils de l'intéressé ayant été
associé en Allemagne où il avait été
employé en tant que STO (Ouvrier NCF)

DR/N442

- 9 SEPT 1947

Transmitte in Auftragsform des
Personnel Ex.

Pour examen de la situation
de l'utilité et proposition constructive
sur formule P XVIII/c.

L'ingénieur en Chef
Attaché à la Direction

Signe: OUDOT

3.000 lbs.
2-12-47
p

D. 1873

D. R. 2

F1

14.9.42

Ducrocy ; Adélaïde.

S.N.C.F.

H.D.

Région du Nord

Exploitation

--:--

Recherche des P.G. Travailleurs et Déportés Politiques
dont les familles sont sans nouvelles ou qui seraient
décédés.

NOM, Prénoms du (1) Prisonnier
Travailleur
Déporté DUCROCQ Adhémar

Grade et résidence d'emploi facteur enregistrant à Bou-le-Chaussée

Date et Lieu de naissance 24 février 1889 à Guesnes (Somme)

Signalement complet cheveux châtains foncés, yeux bruns, nez droit, taille 1 m 72
largeur de poitrine moyenne, hauteur moyenne, largeur petite,
dos courbé, bras moyenne, nez hauteur moyenne, taille grande, largeur
grande.

NOM et adresse de la personne à prévenir Mme Ducrocq Pauline
6, Rue d'Egypte à Bou (Seine-Suf.).

Renseignements sur le lieu de captivité Interné au camp de Compiègne
du 17 juillet 1941 au 6 juillet 1942 -

N°-du Corps de Troupe, N°-du camp, du Kommando _____

lieu de travail etc.....

ou

Nom et adresse de l'employeur _____

lieu de travail _____

ou

Lieu de déportation avec la dernière adresse complète nous sommes sans nouvelles depuis le
septembre 1942, mais d'après un commerce de
lettre, a été en camp d'Auschwitz
et dirigé ensuite sur Breckleben.

N°-matrioule _____

Renseignements recueillis

(joindre les documents ou copies communiqués par
la famille ainsi que deux photographies récentes,
format carte d'identité)

Impossible d'envoyer de photographies, je ne
dispose plus d'aucune photo -

(1) - rayer les mentions inutiles.

Transmis à S.C.P. le 20. Mars 1946

Signé: Bichal.

Copie pour M. le Chef des services administratifs
de la Direction de l'Exploitation
Pour le tenir au courant

/ Le Chef de la Subdivision du Personnel



- 5 AOU 1941

Monsieur G U I B E R T
Ingénieur en Chef
chargé de la liaison avec l'E.B.D. de
PARIS-NORD

X.N.GP. 4 A/4
D.35.049

Il m'est signalé que le Facteur en-
Arrestation par registrant DUCROCCQ, Abélard, de la gare
les Autorités d'EU, a été emmené dans la soirée du 17
allemandes Juillet 1941 auprès des Autorités alle-
mandes pour y subir un interrogatoire et
qu'il est absent de son service depuis
cette date.

Je vous serais obligé de vouloir
bien intervenir auprès de l'E.B.D. afin
de savoir si, comme je l'ai appris offi-
cieusement, cet agent est inculpé de pro-
pagande communiste et de me renseigner.

Signé: DELANNOY

*C'est un An
facteur de l'EU
Personnel 1929
et 1932.*

DUCROCQ, Adélar, Facteur-Enregistreur
Gare : E U
6 rue d'Egypte à EU

à Monsieur le Chef de Gare de E U

J'ai été requis à mon travail le 17 Juillet 1941 par les Autorités d'occupation qui m'ont conduit au Front Stalag 122 à COMPIEGNE (Oise) où je suis interné pour une durée indéterminée. J'ignore totalement les causes de cet internement, ce qui est certain c'est que je ne fais l'objet d'aucune poursuite judiciaire de la part des Autorités françaises nides Autorités allemandes. Je n'ai d'ailleurs commis aucune infraction aux lois, décrets, ordonnances et règlements en vigueur. Je sais seulement que je suis considéré comme prisonnier de guerre, les Autorités allemandes nous ayant fait connaître que nos droits et obligations sont réglés par la Convention internationale du 27 Juillet 1929 concernant les prisonniers de guerre.

Je compte sur une libération prochaine en tout cas il est incontestable que moi-même et ma femme devons bénéficier de toutes les prérogations attachées à la situation des prisonniers de guerre.

signé : DUCROCQ, Adélar
1404 - C1
Front Stalag 122 à COMPIEGNE
(Oise)

Le 6 Août 1941

Correspondance professionnelle

à Monsieur le Chef de Gare
EU (Seine-Inférieure)

NOM et Prénom : DUCROCQ, Adelard,

Numéro du prisonnier : 1404-C.1

Front-Stalag 122, COMPIEGNE(OISE)

DUCROCQ, Adelard,
Facteur enregistrant Gare EU
6 Rue d'Egypte, à EU

à Monsieur le Chef de gare de EU,

J'ai été requis à mon travail le 17.7.41 par les autorités d'occupation qui m'ont conduit au Front-Stalag 122 à COMPIEGNE(OISE) où je suis interné pour une durée indéterminée, j'ignore totalement les causes de cet internement, ce qui est certain c'est que je ne fais l'objet d'aucune poursuite judiciaire de la part des Autorités françaises ni des Autorités allemandes, je n'ai d'ailleurs commis aucune infraction aux lois, décrets, ordonnances, règlements en vigueur, je sais seulement que je suis considéré comme prisonnier de guerre, les Autorités allemandes nous ayant fait connaître que nos droits et obligations sont réglés par la Convention internationale du 27.7.1929 concernant les prisonniers de guerre.

Je compte sur une libération prochaine, en tous cas il est incontestable que moi-même et ma femme devons bénéficier de toutes les prérogatives attachées à la situation des prisonniers de guerre.

DUCROCQ, Adelard,
1404- C.1
Front stalag 122 à COMPIEGNE(OISE)
le 6 Août 1941

9 COPIE pour:

M. le Chef de la Subdivision de la Compta-
M.T. - Pour suppression de la
solde à compter du 18 Juillet 1941.

M. le Chef des Services Administratifs de la
Direction de l'Exploitation

Pour le tenir au courant.

Ci-joint fiche de renseignements/

M.M. LEROY, LECOEUR, CAHEL

Le Chef de la Subdivision du Personnel

- 4 SEPT 1941

EX.N.G.D. A/4

D. 135.049

P.I.-2026 du 22/7/41

4 SEPT 1941

Monsieur le Chef de l'Arrondissement
de l'Exploitation d'AMIENS.

Il m'est confirmé que le facteur enre-
gistrant DUCROCQ Abélard, d'Eu, dont vous
m'avez signalé l'arrestation par les auto-
rités allemandes le 17 Juillet 1941, est
inculpé de propagande communiste.

Je vous prie de me faire savoir si
DUCROCQ s'était déjà signalé dans le passé
par son activité politique pendant le servi-
ce ou en dehors des emprises du chemin de
fer.

Vous voudrez bien me faire parvenir la
fiche de renseignements prévue par la lettre
de M. le Directeur du Service Central du
Personnel en date du 31 Mai 1941. DUCROCQ
sera traité sans solde à compter du 18
Juillet 1941.

Le Chef de la Subdivision du Personnel

Signé: DELANNOY

S. N. C. F.

AMIENS, le 2/9/1941

Région du Nord

Exploitation

4è Arrondissement

P.I. N°2428

Monsieur le Chef de la
Subdivision du Personnel
à PARIS

Par ma lettre P.I/2026 du 22 Juillet dernier, je vous ai rendu compte que le Facteur-Enregistreur DUCROCQ, Adélaïde, de EU-la-CHAUSSEE, avait été arrêté par les Autorités allemandes.

Cet agent qui est actuellement au front Stalag 122 à COMPIEGNE vient d'adresser la lettre jointe à son Chef de Gare.

La famille de DUCROCQ ignore les motifs de l'incarcération de l'intéressé.

Par contre, il résulte des renseignements obtenus auprès de la Kommandantur par le Chef de Gare Allemand du TREPORT que DUCROCQ aurait été arrêté sur l'ordre de la Police Secrète allemande pour ses idées politiques communistes.

Je n'ai pu obtenir d'autres renseignements.

/Le Chef du 4è Arrondissement

signé :

S. N. C. F.

Région du Nord

Exploitation

4è Arrondissement

PS N°2521

Monsieur le Chef de la
Subdivision du Personnel à
P A R I S

Suite à votre lettre EX.N.gp.4 A/4D
35049 du 4 Septembre dernier, relative
au Facteur-Enregistreur DUCROCQ,
Adélaïde, de EU.

J'ai l'honneur de vous faire con-
naître que par le passé cet agent ne
s'est jamais signalé pour son activité
politique pendant son service à la
S.N.C.F..

Par contre, en dehors des emprises
du chemin de fer, il aurait été souvent
pris en filature par la Gendarmerie
Locale, mais il n'eut jamais pris en
défaut.

Ci-annexé fiche de renseignements
demandée par votre lettre précitée.

/Le Chef du 4ème Arrondissement,
signé :

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

RÉGION DU NORD

EXPLOITATION

18, Rue de Dunkerque
PARIS-X*Tél. : TRUDAINE
99-40, 99-41, 99-42, 99-43
Inter 33Adresse Télégraphique
NAFERNORD

le 16 SEPT 1941

19

Monsieur le Chef des Services Administratifs
de la Direction de l'Exploitation,EX.N.gp.4 A/4
D.36.049Incarcération
par les Autorités
Allemandes

et An

Ainsi que je vous l'ai fait connaître par lettre
même référence du 4 Septembre 1941, le Facteur
Enregistreur DUCROCQ, Adelard, d'EU-LA-CHAUSSEE, a
été mis en état d'arrestation par les Autorités
allemandes le 17 Juillet 1941, sous l'inculpation
d'activité communiste.

Je vous adresse ci-jointe la copie d'une lettre
de l'intéressé faisant connaître qu'il se trouve
actuellement au Front Stalag 122 à COMPIEGNE.

18-9-41
la copie
annexée
PH

Le Chef de la Subdivision du Personnel
[Signature]

AGENTS se TROUVANT dans l'IMPOSSIBILITE d'ASSURER
leur SERVICE du FAIT des AUTORITES ALLEMANDES

Nom et prénoms : **DUCROCQ Adélaïde Albert**

Grade : **Facteur-enregistreur**

Etablissement⁽¹⁾ : **Gare de EU-la-CHAUSSEE**

Né le : **24 Février 1889**

Commissionné le : **1er Octobre 1913**

Situation de famille⁽²⁾ : **Marié**

Huguette née le 24 Novembre 1922

femme sans emploi - Fille couturière travaillant irrégulièrement

Absent du⁽³⁾ **17 Juillet 1941** au⁽⁴⁾

Motif de l'absence⁽⁵⁾ : **arrêté par les Autorités allemandes le 17 Juillet 1941. Un fonctionnaire allemand de la Gestapo s'est présenté en gare vers 15 h.45 et a demandé à DUCROCQ de l'accompagner en voiture à MERS pour être interrogé par un Officier allemand. Depuis cette date DUCROCQ n'a plus reparu. Il serait soupçonné de propagande communiste.**

Rémunération mensuelle de l'agent⁽⁶⁾ :

Éléments fixes: 1910 frs = 955

Observations du service : **La solde de DUCROCQ est suspendue depuis sa cessation de service.**

DR/N²/41 - 91343

Transmis à **M. le Directeur du Service Central P.**

25 OCT 1941

Comme suite à sa lettre P 5329 du 15 mai 1941. L'agent est traité de
pendant la durée de son absence. Un secours pourra lui être accordé le cas
échéant après examen.

LE DIRECTEUR DE L'EXPLOITATION

Signé : CAMBOURNAC

- (1) - Indiquer par exemple : Gare de Châlons-sur-Marne - Dépôt de Laroche - Service Régional de l'Exploitation Ouest - District de Meaux.
- (2) - Indiquer si l'agent est marié ou célibataire.
Quelles sont les dates de naissance des enfants à sa charge.
Si la femme à un emploi et si certains des enfants ont un emploi.
- (3) - Il s'agit de l'absence donnant lieu à établissement de cette fiche.
- (4) - Indiquer la date de reprise du service si elle est connue.
- (5) - Exposer les faits qui sont à l'origine de l'absence en indiquant dans le cas d'incarcération si l'agent a contrevenu aux règlements de la S.N.C.F., si une suite disciplinaire est envisagée, s'il y a une suite judiciaire française.
- (6) - Indiquer la rémunération mensuelle en séparant, d'une part, les éléments fixes autres que les allocations familiales et de salaire unique et, d'autre part, l'ensemble de ces dernières allocations.

Mme DUCROCO se trouve sans ressources depuis l'arrestation de son mari; elle a unefils^{le} de 19ans

$A^4 = 50 \text{ o/o Rem} = 955f. \text{ par mois}$

L'EX. propose 900f.

Ce secours pourrait être accordé à compter du 1er Octobre ou du 1er Novembre 1941.

13.2.42

Secours = 900⁺ par mois
à dater du 1-10-41

"Comblejournal"

2

21

19/2/42 *Quator*

M. Ducrocq Adolant 6 Rue d'Égypte à Eu.

25 FEV

DIRECTION de L'EXPANSION
SERVICES ADMINISTRATIFS A

Encasé 1 Timbre

Monsieur le Directeur
de la S. N. C. F.

Mon mari Ducrocq Adolant facteur em-
gistrant à la gare de Eu a été requis
à son lieu de travail le 17 Juillet 1941
par les autorités allemandes et dirigé sur
le Frontalag 122 à Compiègne.
Comme il a dû nous le faire connaître
dès son arrivée, il ne fait l'objet d'aucune
poursuite judiciaire ni de la part des
autorités allemandes ni françaises.

Monsieur le Directeur depuis cette date
je ne reçois aucune allocation ni aucun
secours, mais il me faut malgré toutes
mes misères faire parvenir régulièrement
des colis à mon mari qui m'en réclame.
Je suis actuellement sans ressources.

Je vous demande Monsieur le
Directeur s'il ne vous sera pas possi-
ble que j'obtienne les mêmes avantages
que ses camarades qui ont subi le
même sort c'est à dire l'obtention
d'un secours.

En esperant Monsieur le Directeur
que vous comprendrez ma situation
et en vous remerciant a l'avance

Recevez Monsieur le Directeur mes
salutations empressées.

M^{me} Ducrocq
6 Rue d'Égypte a En

Saint Tré

- 4 MAR 1942

(de la Subdiv. du Personnel)

COPIE à Monsieur le Chef du Service EX.
(son dossier D 36.049).

Le Chef des Services Administratifs,

Signé : Oudot

- 4 MAR 1942

DR/N2/41

D.1873



Madame,

En réponse à votre lettre reçue le 25 Février 1942, j'ai l'honneur de vous informer que M. le Directeur de l'Exploitation a, le 13 Février 1942, décidé de vous accorder un secours mensuel de 900 f. à compter du 1^{er} Octobre 1941.

Veuillez agréer, Madame, mes salutations distinguées.

Le Chef des Services Administratifs,

Signé : Oudot

Mme DUCROCQ Adélaïde
6 rue d'Egypte
à E U
(Seine-Inférieure)

EU , le 21 Avril 1942

Monsieur l'Ingénieur de l'Exploitation
Chef d'Arrondissement
à AMIENS

Depuis le 17 Juillet 1941 mon mari DUCROCQ Adélarde, l'acteur enregistreur en gare de EU-la-CHAUSSEE (Seine-Inférieure) est interné par les autorités occupantes au camp Front Stalag 122 à COMPIEGNE (Oise) et ignore toujours le motif de son internement, n'ayant jamais enfreint aux règlements, lois ou décrets en vigueur, il n'a jamais subi aucune condamnation, ni délit à se reprocher, a toujours assuré son service à la S.N.C.F. au mieux de ses possibilités, aussi bien depuis l'occupation qu'avant, il est donc surpris de son maintien dans un camp depuis plus de 9 mois, sans en connaître la cause, peut-être peut-on lui reprocher d'être syndicaliste, ce qu'il avait fait désigner comme tel avant de sa catégorie, mais en la circonstance il a toujours agi dans un esprit de conciliation le plus large possible et croit n'avoir rien à se reprocher aussi bien à son travail qu'en dehors de celui-ci.

J'ai donc l'honneur, Monsieur l'Ingénieur de vous demander s'il ne vous serait pas possible d'intervenir pour obtenir sa libération qui le rendrait à son travail et nous emplirait de joie.

Dans cet espoir, je vous prie, Monsieur l'Ingénieur, de l'assurance de mes sentiments dévoués.

Madame DUCROCQ Adélarde
6 rue d'Egypte
à EU

(Seine-Inférieure)

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

RÉGION DU NORD

EXPLOITATION

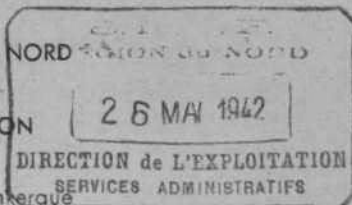
18, Rue de Dunkerque

PARIS - X*

Tél. : TRUDAINE

99-40, 99-41, 99-42, 99-43

Inter 33

Adresse Télégraphique
NAFERNORDEX.N.gp.4 A/1
D. 35.049Incarcération
par les
Autorités
allemandesD^r DR/N2/41
D. 1873

Le 23 MAI 1942 19

Monsieur le Chef des Services
Administratifs de la Direction,

Par lettre dont ci-joint copie, M^{me} DUCROCQ, Adélarde, femme d'un facteur-enregistreur de la gare d'EU-la-CHAUSSEE, mis en état d'arrestation par les Autorités allemandes le 18 Juillet 1941 sous l'inculpation d'activité communiste et actuellement interné au Front Stalag 122 à COMPIEGNE, sollicite l'intervention de la S.N.C.F. en vue d'obtenir si possible la libération de son mari.

L'enquête à laquelle il a été procédé lors de l'arrestation de DUCROCQ a révélé que cet agent n'avait antérieurement manifesté aucune activité politique dans les emprises du chemin de fer et que par ailleurs la Police, bien que le considérant comme suspect, ne l'a jamais pris en défaut.

Je vous serais obligé de m'indiquer le sens de la réponse à faire à Mme DUCROCQ.

Le Chef de la Subdivision du Personnel

remise
à
M. Vignaud

M. le Directeur

M. Ducroix demande que nous intervenions
pour faire libérer son mari, interné par la A.O.
à Compiègne depuis le 18-7-41 "pour ses idées
politiques communistes", d'après la Gestapo.

Notre agent n'avait montré aucune activité
politique en service; c'est pourquoi Ex n'avait
pas proposé son licenciement et l'avait classé
en catégorie A⁴ au point de vue des secours.

Mais, quoique n'ayant jamais pris Ducroix
en défaut, la Gendarmerie l'avait pris souvent
en filature et la Police le considère comme
"suspect".

Dans ces conditions, je me demande si nous
devons prier M. le Directeur général d'intervenir
auprès de la W.V.D. Paris, en vue de la libération
de notre agent.

J'attire q' avant toute chose, nous
devrions demander à Ex de f. préciser par
M. Meunier comment il a obtenu le renseigne-
ment (H), par écrit ou verbalement, et
de qui?

20/5 28/5/42

En Dede

H. Lét. mais rapidement f. sur-
tiré disposé à intervenir énergiquement, pour
notre agent interné qui j'ai
cru l. faire





DR/N2/41-D7873

V.R.: EX. N. gp 4 A/1

D35049 du 23-5-42

*Fait
Urgent
La lettre de
M^{me} Durand
est du 23 avril*

- 1 JUIN 1942

M. le Chef de la Subdivision
du Personnel EX.

M. le Directeur est tout disposé
à intervenir énergiquement auprès des
A.O. en vue de la libération du fauteur
enregistreur Ducroix Adélaïde, d'En. la-
Chaussée, demandée par sa femme.

Mais au préalable il est désireux
d'être renseigné rapidement sur l'origine
des précisions fournies le 12-9-41 par M.
Memier (sa lettre PS n° 2524) : qui lui a
indiqué que notre agent "aurait été souvent
pris en filature par la Gendarmerie locale" ?
Le lui a-t-on dit ou écrit ?

Quelle est l'opinion actuelle des
services de la Préfecture sur notre agent ?

Voudriez-vous me mettre à même de
documenter M. le Directeur dès que possible.

Oudot
Signé : Oudot

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

RÉGION DU NORD

EXPLOITATION

18, Rue de Dunkerque
PARIS - X^eTél. : TRUDAINE
99-40, 99-41, 99-42, 99-43
Inter 33Adresse Télégraphique
NAFERNORDEX.N.-gp.4 A/1
D.35.049Incarcération
par les
Autorités
allemandesVR : DR/N2/41
D.1873
du 1/6/1942

Le 8 AOUT 1942 19

Monsieur le Chef des Services

Administratifs de la Direction,

Suite à votre lettre rappelée
ci-contre.

M. le Chef de l'Arrondissement de l'Exploitation d'Amiens m'avise que malgré plusieurs interventions, il n'a encore pu obtenir du Préfet de la Seine Inférieure les renseignements destinés à documenter M. le Directeur sur le cas du Facteur-Enregistreur DUCROCQ, Adélar, d'EU-la-CHAUSSEE, incarcéré par les Autorités allemandes depuis le 18 Juillet 1941 sous l'inculpation d'activité communiste.

M. MEUNIER indique toutefois que DUCROCQ ne se livrait depuis la guerre à aucune propagande nocive auprès de ses camarades de travail et que le service de l'intéressé ne donnait lieu à aucune remarque.

Le Chef de la Subdivision du Personnel



*Je lis sous les yeux
de M. le Directeur*

7.12.8.42

Le Duble
Dans la courbe, il faut
intervenir au fur et à mesure

1878

21 AOUT 1942

COPIE à M. le Chef de la Subdivision
Personnel EX.

Suite à sa lettre EX.N.gp. 4 A/1 D.35.049 du

17 Août 1942

Le Chef des Services Administratifs

J. Leroy



21 AOUT 1942

Le Directeur

à Monsieur le Docteur BARTSCH
Reichsbahnrat.

D.R/N.2/41
D.1873

Le 17 Juillet 1941, le facteur enregistreur DUCROCQ, Adélaïde, d'EU-la-CHAUSSEE, a été arrêté au cours de son service par les autorités allemandes, à raison de ses idées politiques, et a été interné au Front Stalag 122 à COMPIEGNE.

Permettez-moi d'attirer votre bienveillante attention sur la situation de cet agent dont la conduite et le travail n'ont jamais donné lieu à reproche et qui ne s'est jamais livré à une activité politique dans l'exercice de ses fonctions.

Voici plus d'un an que DUCROCQ est incarcéré et j'exprime le souhait qu'il vous soit possible d'intervenir afin d'obtenir sa libération pour lui permettre de reprendre son activité à la gare d'EU-la-CHAUSSEE où son absence se fait durement sentir.

Signé : CAMBOURNAC

A.C. AMIENS, le 18 AOUT 1942. A.B.

S.N.C.F.
RÉGION du NORD

20 AOUT 1942

DIRECTION de L'EXPLOITATION
SERVICES ADMINISTRATIFS

C.B. 77-

PERSONNEL

Monsieur le Chef de la Subdivision
du Personnel, à PARIS

Suite à votre lettre EX.N.g.p.4- A/I- D.B.
du 19 Juin et à la mienne CB.74 du 30 Juillet,
au sujet de l'arrestation d'un certain nombre
d'agents par les Autorités allemandes, soit
par mesure préventive en raison de leurs anciens
attachés politiques, soit à la suite d'actes
de propagande en faveur de l'ex-parti communiste.

Je vous indique, ci-dessous, les renseignements
qui viennent de me parvenir du Préfet de
la Seine-Inférieure concernant le facteur-enre-
gistrent DUCROCQ, Adélaïde, d'EU-la-CHAUSSEE :

DUCROCQ a adhéré au parti communiste au
début de sa formation et a été signalé, dès 1921
comme militant notoire; son activité ne fit
qu'augmenter au cours des années suivantes, no-
tamment sous le gouvernement du Front Populaire
comme Secrétaire de la cellule communiste d'EU.

Propagandiste actif, c'est à ce titre qu'il
a été arrêté par les Autorités d'occupation le
17 Juillet 1941.

Le service de cet agent ne donnait lieu à
aucune remarque.

Le Chef du 4ème Arrondissement,

E.B.D. Paris-Nord
3 A 1 SNCF

C. / W.

PARIS, le 19.10.1942

TRADUCTION
(LPN.10.892)



A la Région du Nord
de la S.N.C.F.

PARIS . -

Objet : Question de personnel. Arrestation du facteur enregistrant Ducrocq.

Votre lettre D.R.N. 2/41 D 1873 du 21.8.42.

Comme suite à la lettre précitée, nous vous informons que le facteur enregistrant Ducrocq de la gare d'Eu la Chaussée a été déporté dans un camp de travail de l'Est. On ne peut compter sur son retour à une date proche.

(s) CANDIE

Dest. : D.R.N.

Monsieur Cartier
Archives

22/10
m. Millet

3 A 1 SNCF

TRADUCTION
(LPN.10.892)

PARIS, le 19.10.42

A la Région du Nord de la S.N.C.F.

- PARIS -

Objet: Question de personnel. Arrestation du facteur-enregistreur DUCROCQ.

Votre lettre D.R.N.2/41 D 1873 du 21-8-42.

Comme suite à la lettre précitée, nous vous informons que le facteur-enregistreur DUCROCQ de la gare d'EU-la-CHAUSSEE a été déporté dans un camp de travail de l'Est. On ne peut compter sur son retour à une date proche.

Dest. : D.R.N.
Monsieur CARTIER
Archives

(s) CANDIE

24 OCT 1942

Copie à Monsieur le Chef de la Subdivision
du Personnel EX.

Pour le tenir au courant, suite à sa lettre EX.N.
gp.4 A/1 D.35.049 du 8 Août 1942.

/Le Chef des Services Administratifs

S. Leroy

DUCROCQ Adélard
Marié - 1 enfant (22 ans)
Facteur-enregistreur à EU-1^e-CHAUSSEE

Date de l'arrestation : 17 Juillet 1941

Motif de l'arrestation : activité communiste

Renseignements recueillis
auprès de la police française : actif propagandiste

Comportement de l'agent en
service :

ne donnait lieu à aucune remarque en
service

Régime de solde actuel : secours mensuel de 900 f.

Proposition : allocation égale au 1/2 traitement

Observations : est déporté en Allemagne.

accusé $\frac{1}{2}$ à $\frac{3}{4}$ R ?

17/8/44

Alvares

E. + ...

1944-45

Aug

21. Novembre 1945

V. R. Pm. 1196
du 3.8.1945

Transmis à Monsieur le Directeur
du Service Central du Personnel.

H témoignages écrits certifiant le décès
survenus en Allemagne de:

MM: Boulanger, René, facteur aux écritures à
Abbeyville
Ducrocq, Adhéland, facteur emmagasinant
à Eu la Chaussée.

- M. le Chef de l'Arrondissement de l'Exploitation d'AMIENS,
- M. le Chef des Services Administratifs de la Direction, *Le Chef de la Subdivision du Personnel*
- M.M. LECOEUR, COLLET, *SABED*

20 JAN 1945

22 JAN 1945

Monsieur le Chef de la
Subdivision de la Comptabilité M. T.

Services Administratifs de la Direction
18, Rue de Valenciennes, Paris-X
Tél: 780-89-40

EX.N.gp. 4 A/1
D. 35.049

Arrestation par
les Autorités
allemandes

--

Par lettre EX.N.gp. 4 A/1 D.
A.w. du 13 Septembre 1944, je vous
ai fait part de la décision de M.
le Directeur de faire payer à comp-
ter du 1er Mai 1944 à Mme DUCROCQ
Abélard, domiciliée 5, rue d'Egypte
à EU (Seine Inférieure), une allo-
cation mensuelle égale à la moitié
de la rémunération que recevait
en activité de service son mari
Facteur Enregistreur à EU-la-
CHAUSSEE, incarcéré par les Alle-
mands depuis le 17 Juillet 1941.

Etant donné le motif de cet-
te arrestation et en application
des lettres P.1259 et P.1271 de M.
le Directeur du S.C.P., l'alloca-
tion est portée aux $\frac{3}{4}$ de la sol-
de de DUCROCQ, à compter de la
date de cessation de service de
celui-ci le 17 Juillet 1941.

Je vous prie de prendre note
de cette modification et de faire
mandater à Mme DUCROCQ le rappel
d'allocation.

Signé: DELANNOY

Copie pour Monsieur le Chef des Services Administratifs
de la Direction.



Le Chef de la Subdivision du Personnel

Delannoy

14 JUIN 1946

Monsieur le Chef de la Section
des Prisonniers et Déportés S.N.C.F.,
8, rue de Londres à PARIS,

EX.N.gp.4A/1
D.35.049

Agent non rentré
de captivité

Comme suite à vos lettres P.m. 3486
du 14 mars 1946 et P.m. 3601 du 5 avril
1946, je vous adresse ci-jointes les for-
mules accompagnées des pièces d'état-civil
demandées concernant le Facteur Enregistreur
DUCROCQ, Adélaïde, d'EU-la-CHAUSSEE, dont
l'arrestation avait été opérée le 17 juil-
let 1941 et qui n'est pas rentré de capti-
vité.

Signé: DELANNOY

Oct. 1873

(Dr e

Ducrot, Gaston

Gast

Dumont, Marcelle MT 955
(Nom et Prénoms) Chemin de Fer du Nord

DATE DE NAISSANCE

Titre statutaire Manœuvre à l'essai
(au crayon)

Emile, Joseph

CHÉMIN de FER du NORD
TRACTION
BUREAU CENTRAL
ARCHIVES

Résidence Beaumont
(au crayon)

Radiation { date du départ de la Cie
motif

N ^{os} d'ordre	N ^{os} d'entrée	N ^{os} d'ordre	N ^{os} d'entrée	N ^{os} d'ordre	N ^{os} d'entrée	N ^{os} d'ordre	N ^{os} d'entrée
1		16		31		46	
2		17		32		47	
3		18		33		48	
4		19		34		49	
5		20		35		50	
6		21		36		51	
7		22		37		52	
8		23		38		53	
9		24		39		54	
10		25		40		55	
11		26		41		56	
12		27		42		57	
13		28		43		58	
14		29		44		59	
15		30		45		60	

Quand l'agent quitte la Compagnie, la date et le motif de son départ doivent être portés sur cette chemise qui doit être annulée par un trait tracé en diagonale, au crayon de couleur, dans toute sa longueur, puis classée à part.

(Nom et Prénoms)

S. N. C. F.

Région d
NordRenseignements à fournir en cas
d'arrestation d'un agent de la S.N.C.F. par
les Autorités d'OccupationS. N. C. F.
Région du Nord

24 JUIN 1944

NOM DUCROT

Prénoms Gaston

Grade à la S.N.C.F. Homme d'équipe

Résidence de service VILLERS-COTTERETS

Date d'entrée à la S.N.C.F. 26/9/27

Date et lieu de naissance 30/3/1900 à COYOLLES (Aisne)

Domicile civil LARGNY-sur-AUTOURNE par VILLERS-COTTERETS - Aisne

Situation de famille Marié, 6 enfants âgés de 18, 17, 16, 13, 12, 9 ans

Qualités professionnelles Normales

Services militaires
(Grade, campagnes, citations,
blessures) } 18.3.1920 - 132ème R.I.
4.3.1922 - libéré

Affiliation politique .
(s'il y a lieu) }

Date de l'arrestation 6.6.1944

Motifs de l'arrestation } Inconnu

Condamnation

Date, tribunal, motif }

Eléments de toute nature sus-
ceptibles de justifier un
recours en grâce }

Lieu d'internement Inconnu

Nom du défenseur

Serait

Décédé le 20.3.1945

en captivité

24 JUIN 1944

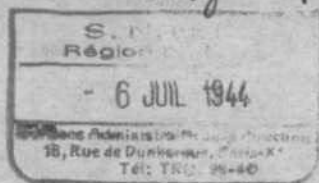
SCP par Division
Le Directeur

Signé : LEMAIRE

Signé : DUBOIS

COPIE pour Monsieur le Chef des Services
Administratifs de la Direction.

~~Les fiches de renseignements lui ont été remises~~
les fiches de renseignements lui ont été remises
le 23 juin 1944.



Le Chef de la Subdivision du Personnel

Drang

6 JUL 1944

Monsieur le Chef de la Subdivision
de la Comptabilité M.T.,

EX.N.sp.4 A/I
D. 34.641

Arrestation
par les autorités
allemandes

Prière de faire supprimer à compter du 7 Juin 1944 la solde de l'homme d'équipe DUCROT, Gaston, de VILLERS-COTTERETS, incarcéré par les autorités allemandes depuis le 6 Juin 1944, date à laquelle il était en repos.

Il sera, en compensation, attribué à l'intéressé, suivant les modalités en vigueur dont vous avez eu connaissance, une allocation fixée à la moitié de sa rémunération d'activité et payable à Mme DUCROT, domiciliée à LAROMY-sur-AUTOMNE par VILLERS-COTTERETS (Aisne) à qui vous voudrez bien faire mandater dès à présent, les sommes acquises par l'agent au titre appointements pour la période du 1er Juin au 6 Juin 1944 inclus.

Je vous rappelle que la prime de fin d'année devra, le cas échéant, être mise en réserve si l'agent n'est pas libéré au moment du paiement de la dite prime.

Signé: DELANNOY

*6 juin
W. Marty*

cf. D 1873

LARGNY-sur-AUTOMNE le 25.7.44

Monsieur le Chef du Service des Prisonniers,

Je me permets de vous écrire au sujet de mon mari, pour vous faire savoir que j'ai eu quelques renseignements à son sujet. Il m'a fait parvenir un petit mot, en me disant partir en ALLEMAGNE, le Samedi 15 Juillet, avec M. BAUDEZ, depuis, plus aucune nouvelle.

A { Je voudrais aussi, par la même occasion, vous demander un renseignement. Depuis 6 semaines que mon mari est parti, je n'ai encore touché aucun argent de la Compagnie.

Pourriez-vous me dire si j'ai droit à toucher quelque chose et où il faudrait que je m'adresse.

Dans l'attente, recevez, Monsieur, l'assurance de mes meilleurs sentiments.

signé: Mme .G. DUCROT

LARGNY-sur-AUTOMNE
par VILLERS-COTTERETS
(Aisne)

Je vous envoie la lettre du 11/7 par mon 3ème fils. M. Ducrot a écrit à M. Baudez.
S.N.C.F.
Bureau des Prisonniers

P.C.42.803

Tri.91-73

COPIE transmise à
Monsieur le Directeur
de l'Exploitation
de la Région du NORD,

pour la suite utile en ce qui concerne "A"

Paris, le 28 Juillet 1944.
Le Chef du Bureau des
Prisonniers,



Measun

Traduction

DEMANDE

de mise en congé de captivité d'un agent de Chemin de Fer Français

Nom :

Guerville

Prénoms :

Marcel

Date de naissance : 25.7.1914

Lieu de naissance :

Charleroi (Belgique)

Situation de famille :

Célibataire

Grade à la S.N.C.F.

Attache

Résidence de service :

Gare Braine (Sas de Lalain)

Grade militaire :

Sergent chef Braine (Sas de Lalain)

Domicilié à :

Vichy

par

Braine

(Sas de Lalain)

Actuellement à :

Italaq

VI 9.

12

Mic

15724

Exposé des motifs rendant nécessaire la mise en congé de captivité :

L'absence d'agents spécialisés du service actif rend l'exécution du service très pénible sur la Région du Nord.

Le retour de cet agent qui, en raison de ses connaissances professionnelles, ne peut pas être remplacé par un débutant, est indispensable à la bonne marche du service.

LARGNY-sur-AUTOMNE le 25.7.44

Monsieur le Chef du Service des Prisonniers,

Je me permets de vous écrire au sujet de mon mari, pour vous faire savoir que j'ai eu quelques renseignements à son sujet. Il m'a fait parvenir un petit mot, en me disant partir en Allemagne, le samedi 15 Juillet, avec M. BAUDEZ, depuis, plus aucune nouvelle.

(Je voudrais aussi, par la même occasion, vous demander un renseignement. Depuis 6 semaines que mon mari est parti, je n'ai encore touché aucun argent de la Compagnie.

(Pourriez-vous me dire si j'ai droit à toucher quelque chose et où il faudrait que je m'adresse.

Dans l'attente, recevez, Monsieur, l'assurance de mes meilleurs sentiments.

signé: Mme G. DUCROT
LARGNY-sur-AUTOMNE
par VILLERS-COTTERETS
(Aisne)

S.N.C.F.

Bureau des Prisonniers COPIE transmise à Monsieur le Directeur
de l'Exploitation de la
Région du NORD,

P.C. 42.803

Tri. 91-73

pour la suite utile en ce qui concerne "A".

PARIS, le 28 Juillet 1944,
Le Chef du Bureau des
Prisonniers,
signé: CAZALET.

D.R/N.2/41 - D. 1873

- 3 AOU 1944

COPIE pour Monsieur le Chef de la Subdivision du
Personnel EX.,

Je présume qu'à la suite de votre lettre du 4.7.44 à la Subdivision de la Comptabilité M.T., l'intéressée a maintenant obtenu satisfaction; voudriez-vous vous en assurer.

L'Ingénieur en Chef,

Signé: OUDOT

Paris, le 2 /8/1944

Traduction
(LPN 41.967)A la Région du NORD
de la S.N.C.F. PARIS

Objet: Arrestation d'agents de la S.N.C.F.

Votre lettre EX.N.gp. 4 A/1 Dr.34.641
du 4 Juillet 1944.

Il n'y a pas lieu de compter que l'Homme d'Equipe DUCROT de la gare de VILLERS-COTTERETS sera mis en liberté à bref délai. Son arrestation était justifiée.

(s) BECK

Destinataires: Région Nord (EX.N.gp. 4 A)
M. CARTIER
Archives

Copie pour Monsieur le Chef des Services
Administratifs de la Direction

Ci-joint copie de la note de l'E.B.D. PARIS-NORD en date
du 2 Août 1944

Le Chef de la Subdivision du Personnel

S.P.O. Région Nord
10 AOÛT 1944
Services Administratifs de la Direction 18, Rue de Valenciennes, Paris-X Tél. : TRU. 99-40

9 AOÛT 1944

EX.N.gp. 4 A/1
D.34.641

Monsieur le Chef de l'Arrondissement
de l'Exploitation de ST-QUENTIN

Arrestation par les
Autorités Allemandes

10/8
un mandat

Etant donné le manque de précisions
sur les faits ayant motivé l'arrestation par
les Autorités Allemandes de l'Homme d'Equipe
DUCROT, Gaston, de VILLERS-COTTERETS, il a
été décidé de porter aux 3/4 de ses appoin-
tements l'allocation égale à la moitié payée
à la femme de l'intéressé, depuis la cessa-
tion de service de celui-ci le 7 Juin 1944.

cf a

Je signale cette modification à M.le
Chef de la Subdivision de la Comptabilité
pour le versement du complément à Mme DUCROT
domiciliée à LARCHY-SUR-AUTONNE, par VILLERS-
COTTERETS (Aisne).

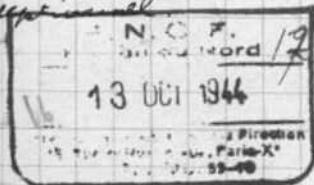
Signé: DELANNOY

M. le Directeur

Arrêté le 6-6-44 par les Allemands
en même temps que ses 2 fils (17 et 16
ans) pour un motif inconnu, l'homme
d'équipe Ducrot Gaston, de Killers-Cotterets,
a été déporté en Allemagne.

Conformément aux instructions, il est
considéré comme se trouvant en position
d'absence irrégulière et sa solde a été
supprimée. Mais sa femme, qui a
encore près d'elle 4 enfants (18, 13, 12 et 9
ans), reçoit de la S.N.C.F. une allocation
mensuelle de 2940^f correspondant aux allocations
familiales et aussi $3/4$ de la rémunération
de son mari. Elle est propriétaire de sa maison.

En l'absence d'adversité, vous estimerez
vraisemblablement - comme M. le Chef du
Service EX - qu'il n'y a pas lieu
actuellement de verser un secours
exceptionnel.



Décision : attendue
Hebert

ST-QUENTIN, le 25 Mai 1945

S.N.C.F.

Région du Nord

Exploitation

P.2b

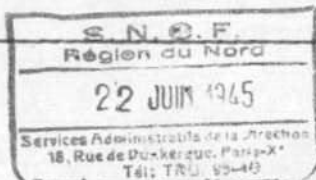
Monsieur le Chef de la Subdivision
du Personnel, Exploitation à PARIS.

Je vous informe que M. TERNY, Chef de gare de
VILLERS-COTTERETS, a appris indirectement la mort de
l'homme d'équipe DUCROT, Gaston, de VILLERS-COTTERETS,
décédé en captivité, en Allemagne, le 20 Mars 1945.

Cet agent était déporté depuis le 6 Juin 1944.
Cette nouvelle a été donnée par un électricien de la
S.N.C.F., nommé LAIGLE, demeurant au PETIT-VERLY et
affecté à WASSIGNY, également déporté.

Je vous tiendrai au courant de ce que je pourrais
savoir par la suite à ce sujet.

P. le Chef du 6e Arrondissement

signé *Alexander*EX.N.gp.4A/1
D.34.641

Paris, le 21 JUIN 1945

Copie pour Monsieur le Chef des Services
Administratifs de la Direction

Suite à sa note DR/N2/41 - D.1873 du 3 Août 1944.

Le Bureau des Prisonniers de la S.N.C.F. va tenter
d'obtenir, si possible, la confirmation officielle
du décès de l'intéressé.

Le Chef de la Subdivision du Personnel

30 JUIN 1945

DR/NR/41
D 1273

Agents déportés
en Allemagne.

Monsieur le Directeur
du Service central du Personnel
(1ère Division)
Section des prisonniers et déportés

Il a été porté à notre connaissance par des déportés rentrés récemment d'Allemagne que les agents ci-dessous seraient décédés en captivité :

- ✓ - ROBILLIART, André, cantonnier à CASSEL (décédé fin Novembre 1944 au camp de Gross Rosen)
- DUCROT, Gaston, homme d'équipe à VILLERS-COTTERETS (décédé le 20 mars 1945)
- BATAILLARD Marcel, cuisinier de 1ère classe à CREIL (décédé au camp d'Auschwitz tout 1942)
- BAHEN, Paul, manoeuvre à AMIENS, (décédé à Buchenwald fin 1942).

Bien que ces renseignements soient officieux, j'ai tenu à vous les communiquer.

Le Directeur,

Signé : HEBERT

S-

S.N.C.F.
Région du Nord
Exploitation

RECHERCHE DES P.G. TRAVAILLEURS et déportés
politiques dont les familles sont sans nouvelles
ou qui seraient décédés.

Nom, prénoms : DUCROT, Gaston.

Grade et résidence d'emploi : Homme d'équipe à Villers-Cts

Date et lieu de naissance : 31 Mars 1900 à Coyelles (Aisne).

Signalement complet : cheveux châtain clair, yeux bleus, taille 1m.65
forte moustache châtain clair à reflet légèrement roussâtre
cicatrice main droite - tatouage croissant avec l'ar zouave
Maroc sur bras non désigné.

Nom et adresse de la personne à prévenir :
Mme DUCROT, à Lagny-s-Automne, par Villers-Cotterêts.

Renseignements sur le lieu de captivité : Kommando d'Hormisse.

N° du Corps de troupe,)
N° du camp,) près de Brême.
N° du kommando)

Lieu de travail : BREME (en allemand Bremen).

Lieu de déportation avec la dernière adresse complète :
Kommando d'Hormisse près de Brême.

N° matricule : 37128.

serait décédé entre le 20 et le 27 Mars 1944 à BREME.

Mme DUCROT n'était pas bénéficiaire d'une délégation de solde.

Transmis à S.C.P. le 23.4.1946
Siquis Bechal

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

RÉGION DU NORD — EXPLOITATION



V/réf. :

N/réf. EX.N.gp 4 A/1

D 34.641

Objet : Agent décédé en
captivité

, le

12 FEV 1946

19

Monsieur le Chef des Services
Administratifs de la Direction,

Comme suite à la lettre P.M. 1196 du S.C.P.
je vous adresse ci-jointe l'attestation écrite
de MM. LAIGLE, Maurice, de PETIT-VERLY - POEUF,
Sylvain, de VASSENS - COCHET, Gabriel, de VIE-
sur-AISNE, tous trois étrangers à la S.N.C.F.,
certifiant le décès survenu en Allemagne le
20 mars 1945, de l'homme d'équipe DUCROT, Gaston,
de VILLERS-COTTERETS, dont l'arrestation avait
été opérée par les ex-occupants le 6 Juin 1944.

Une quatrième personne étant, d'après
M. COCHET, en mesure de certifier le décès de
DUCROT, je vous adresserai dès réception l'attes-
tation que je fais demander par le chef d'Arron-
dissement de St QUENTIN.

Le Chef de la Subdivision du Personnel

COPIE pour Monsieur le Chef des Services
Administratifs de la Direction .-

3 MAI 1946

Le Chef de la Subdivision du Personnel



Monsieur le Chef de la Section des
Prisonniers et déportés de la SNCF,
8, rue de Londres, PARIS.-

Comme suite à votre lettre rappelée
ci-contre adressée à M. le Directeur, je
vous retourne ci-jointes, complétées et
accompagnées des pièces demandées, les
formules concernant l'homme d'équipe
DUCROT, Gaston, de VILLERS-COTTERETS, dont
l'arrestation avait été opérée par les
Allemands le 6 Juin 1944 et qui n'est pas
rentré de captivité.

Des attestations de décès de DUCROT,
établies par M.M. LAIGLE, POEUF et COCHET,
compagnons de captivité de notre agent,
vous ont été adressées le 15 Février 1946
par notre Direction Régionale.

De mon côté, j'ai fait remettre à
Madame DUCROT les certificats établis par
M.M. BURLLOT et LAIGLE qui ont été égale-
ment témoins du décès de DUCROT et m'ont
fait parvenir récemment ces pièces.

J'ai fait rappeler à Mme DUCROT qu'aux
termes de la circulaire du Ministère des
Anciens Combattants et Victimes de la
guerre en date du 18 Mars 1946 dont elle
a reçu un exemplaire, elle devra conserver
les originaux de ces certificats et en

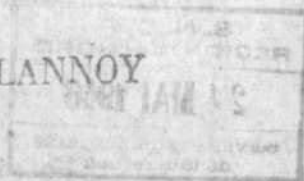
EX.N.Ep. 4 A/1
D. 34.641

Agent déporté
en Allemagne et
non rentré.

VR: Pm n°3486
44983-44345
42300
du 14 Mars 1946

faire établir des copies certifiées conformes lorsqu'elle sera appelée à fournir des témoignages écrits du décès de son mari.

Signé: DELANNOY



D 1873

DR 2

Duez, Charles

Nom et prénoms : D U E Z, Charles, Louis

Grade : Chef contrôleur de gare

Etablissement ⁽¹⁾ : Gare de PARIS

Né le : 30 Août 1888 Commissionné le : 1er Juillet 1920

Situation de famille ⁽²⁾ : Marié - 3 enfants de 32, 31, 28 ans

Femme sans emploi - Enfants ne vivant plus avec l'agent

Absent du ⁽³⁾ 6 Janvier 1942 au ⁽⁴⁾

Motif de l'absence ⁽⁵⁾ : Arrestation par les Autorités allemandes au cours
du service le 6 Janvier 1942. Tout tentons de connaître le

motif ^{exact} par l'intermédiaire de L'E.B.D. (serait accusé d'avoir
franchi irrégulièrement la ligne de démarcation ?)

Voir de P.XVII - 1 et
9.2.42 de l'Ex.

Rémunération mensuelle de l'agent ⁽⁶⁾ :

Traitement..... 1127 frs.

Indemnité temporaire..... 545 frs.

Indemnité de résidence... 538 frs.

2210 frs.

Observations du service : L'agent sera considéré comme absent irrégulière-
ment et traité sans solde pendant son éloignement du Chemin de fer

DE/N.2/41- D 1873

TRANSMIS A M. le Directeur du Service Central P

Comme suite à sa lettre P. 5329 du 15 Mai 1941

Je lui ai accordé un secours mensuel.

Le Directeur de l'Exploitation,

14 FEV 1942 Signé : Ondot

- (1) - Indiquer par exemple : Gare de Châlons-sur-Marne - Dépôt de Laroche - Service Régional de l'Exploitation Ouest - District de Meaux.
- (2) - Indiquer si l'agent est marié ou célibataire.
Quelles sont les dates de naissance des enfants à sa charge.
Si la femme à un emploi et si certains des enfants ont un emploi.
- (3) - Il s'agit de l'absence donnant lieu à établissement de cette fiche.
- (4) - Indiquer la date de reprise du service si elle est connue.
- (5) - Exposer les faits qui sont à l'origine de l'absence en indiquant dans le cas d'incarcération si l'agent a contrevenu aux règlements de la S.N.C.F., si une suite disciplinaire est envisagée, s'il y a une suite judiciaire française.
- (6) - Indiquer la rémunération mensuelle en séparant, d'une part, les éléments fixes autres que les allocations familiales et de salaire unique et, d'autre part, l'ensemble de ces dernières allocations.

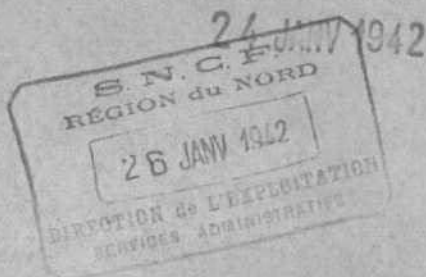
COPIE pour M. le Chef des Services
-17- Administratifs de la Direction de
l'Exploitation
ci-joint fiches de renseignements
d'usage.

Le Chef de la Subdivision du Personnel

Chevrier

EX.N.GP.4 A/4
D. 23.632

Arrestation par les
Autorités allemandes



Monsieur le Chef de la Subdivision
de la Comptabilité M.T.

Le Chef Contrôleur de Gare DUEZ,
Charles, de PARIS-NORD (Nle 83.061) a
été mis en état d'arrestation par les
Autorités allemandes au cours de la pé-
riode de travail qu'il devait effectuer
le 6 Janvier 1942.

Prière de lui supprimer sa solde à
compter du 7 Janvier 1942.

Le Chef de la Subdivision du Personnel

Signé : CHEVRIER

DR/N.2

Mme DUEZ est sans ressources depuis l'arrestation de son mari par les allemands le 6/1/42; elle a la charge d'un petit fils âgé de 15 ans.

A⁵ = 50 o/o Rem = 1.205f par mois

L'EX. propose un secours mensuel de 1.100f.

Je suis d'accord pour l'attribuer à compter du 1er Février 1942.

Ci-dessous, à votre signature, fiche au SCP.

12 FEV 1942 Signé : Oudot

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

RÉGION DU NORD



le 17 FEV 1942 19

EXPLOITATION
DIRECTION de l'EXPLOITATION
SERVICES ADMINISTRATIFS18, Rue de Dunkerque
PARIS - X*Tél. : TRUDAINE
99-40, 99-41, 99-42, 99-43
Inter 33Adresse Télégraphique
NAFERNORDMonsieur le Chef des Services
Administratifs de la Direction
de l'Exploitation.EX.N.g.p.4 A/4
D. 23.632Incarcération par
les Autorités
allemandes
-----Par lettre EX.N.g.p.4 A/4 du
24 Janvier 1942 je vous ai signalé
l'arrestation par les Autorités
allemandes le 6 Janvier 1942 du
Chef Contrôleur de gare DUEZ, Charles
de PARIS-Nord.Une récente démarche auprès de
l'E.B.D. a permis d'apprendre que
l'intéressé sera libéré prochaine-
ment mais aucun renseignement ne
nous a été fourni sur le motif de
cette arrestation.

Je vous tiendrai au courant.

Le Chef de la Subdivision du Personnel

COPIE pour Monsieur le Chef des Services Administratifs de la Direction de l'Exploitation.
Comme suite à EX.N.gp.4 A/4 D.23.632 du 17 Février 1942 en l'informant que je n'ai encore aucune précision sur les motifs de l'incarcération de M. DUEZ.

EX.N.gp.4 A/4

D. 23.632 19 MARS 1942

DIRECTION de L'EXPLOITATION
SERVICES ADMINISTRATIFS

Le Chef de la Subdivision du Personnel

18 MARS 1942

Monsieur le Chef de la Subdivision

Incarcération par de la Comptabilité M.T.,
les Autorités
Allemandes

Le Chef Contrôleur de Gare DUEZ, Charles, de PARIS-NORD qui était incarcéré par les Autorités Allemandes et absent de son poste depuis le 7 Janvier 1942 a repris ses fonctions le 6 Mars 1942 après libération.

Prière de lui rétablir sa solde à compter du 6 Mars 1942 et de lui faire verser celle afférente à la période du 1er au 6 Janvier 1942 ayant précédé son arrestation.

Signé: LERAT

19.3
19 mars 1942

Mme DUEZ est sans ressources depuis l'arrestation de son mari par les allemands le 6/1/42; elle a la charge d'un petit fils âgé de 15 ans.

$A^5 = 50 \text{ o/o Rem} = 1.105f \text{ par mois}$

L'EX. propose un secours mensuel de 1.100f.
Je suis d'accord pour l'attribuer à compter du 1er Février 1942.

Ci-dessous, à votre signature, fiche au SCP.

13.2.42

Secours = 1.100⁺ par mois
à compter du 1-2-42

"Cambourne"

12/2/42

Clusor

M. le Directeur

11/7/42

À la suite de ma note ci-dessus, vous avez accordé un secours mensuel de 7700⁺, qui a été reçu une fois par M^{me} Duz, parce que son mari a été libéré le 6-3-42.

À sa reprise de service, notre agent a reçu :

- le reliquat de solde de janvier	413 ⁺
- puis la solde de Mars	1610 ⁺
	<u>2023⁺</u>

Duz ayant demandé un nouveau secours pour compenser la perte de sa solde pendant 22 mois d'incarcération, l'EX a procédé à une enquête qui a établi que le ménage avait dépensé ses économies, mais ne se trouvait pas dans une situation précaire.

Comme l'EX, je ne suis pas d'avis de faire plus.

Clusor

Am = 0

7

13-7-42

S.N.C.F.
Région ~~du~~ Nord

Le Directeur
de
l'Exploitation



Le 28 MAR 1942

DR/N.2/41
D. N° 1873
Libération d'agent
incarcéré par
les Allemands

Monsieur le Directeur du Service
Central P.

Suite à la fiche de renseignements concer-
nant le chef contrôleur de gare Guez

Charles de Paris Nord

que je vous ai adressée le 14 Février 1942

Cet agent, incarcéré par les autorités
d'occupation depuis le 7 Janvier 1942
a été libéré le 6 Mars 1942 et a repris
son service

Le Directeur de l'Exploitation,

Signé : Oudot

M. O'Brien

29-7-42

Le Chef contrôleur de zone Juez Charles de Paris, a été
convoqué à l'avis de prise en compte A.T. pour avoir
tenté de faciliter le passage clandestin d'une lettre
de zone D. en zone N.O.

Il ne s'agit pas de Paris et de sa plus intimité
avec le public ("qu'il savait, rendait l'œuvre de
fonction, sur des lieux qui n'avaient rien à voir avec
les choses d'art, de chemin de fer"), Et me
l'affaire à l'œil - ou il balote - mais on fait le
C. F. (c'est la "classe" bon air).
NORD

the crabs

M. G. Dickens

S.N.C.F.
RÉGION du NORD
37 JUL 1942
DIRECTION de L'EXPLOITATION
SERVICES ADMINISTRATIFS

A. En ce qui concerne l'infraction pour ordonnance allumée, on peut soutenir qu'elle n'a pu être commise en service, bien que le jugement indique que notre agent "a abusé de ses fonctions d'agent de ch^{ie} de p^{re} français en faisant passer frauduleusement cette lettre". Au surplus, la lettre a été confisquée avant le passage. On peut donc, semble-t-il se contenter d'un BAI.

B. Je n'ai pas d'objection. Dacy va se trouver ainsi à 50 Km. de Paris, dans sa résidence de domicile.

30/7/42

Alvarez

PARIS, le 25 JUIL 1942

EX.N.g.p. 4/1°

D. 23.632

Affaire DUEZ

S. N. C. F.
RÉGION du NORD

27 JUIL 1942

DIRECTION de L'EXPLOITATION
SERVICES ADMINISTRATIFS

Monsieur le Directeur,

Suite à la lettre du 24 Janvier 1942 de M. le Chef de la Subdivision du Personnel à M. le Chef des Services Administratifs.

Le Chef Contrôleur de gare DUEZ, Charles, de PARIS, a été incarcéré par les Autorités allemandes du 6 Janvier au 5 Mars 1942 pour avoir facilité le passage de correspondances de zone occupée en zone libre. Il a repris ses fonctions le 6 Mars 1942.

En nous avisant de la condamnation, l'E.B.D. de Paris-Nord a demandé que DUEZ soit muté à une gare assez éloignée de Paris où il ne devra plus être en relation avec le public.

DUEZ est un ex-chef de train inapte à un emploi intéressant la sécurité, en raison de son acuité visuelle insuffisante.

A Etant donné qu'il habite CREIL, je l'affecterai à cette gare où il occupera un poste de commis de 2ème classe (Mouvement) vacant.

Cette mutation qui permettra de donner satisfaction à l'E.B.D. sera effectuée dans l'intérêt du service.

B Pour sanctionner la faute de DUEZ qui, indépendamment de l'infraction aux ordonnances allemandes, s'est mis dans l'impossibilité d'assurer son service du 6 Janvier au 5 Mars 1942, je serais d'avis de le punir d'un blâme avec inscription au dossier.

DUEZ compte 22 années d'affiliation. Il est âgé de 54 ans et est marié, père de trois enfants : 33, 31 et 28 ans.

Classé N de 1938 à 1941, son dossier ne comporte qu'un B.A.I. pour avoir en 1925 regagné h.l.p. sa résidence alors qu'il devait accompagner un train.

Il a obtenu en 1931 une gratification exceptionnelle pour acte de vigilance.

...

Je vous serais reconnaissant de vouloir bien
me faire part de votre décision.

Le Chef du Service de l'Exploitation

Carfany

DR/N2/41

-D 1873

- 1 AOU 1942

M. le Chef du Service E X.

M. le Directeur est d'accord
sur A et B.

Le Chef des Services Administratifs

Signé : Oudot

15-11-44

M. le Directeur

Cette réponse suppose qu'on
admet une interprétation
assez large des vices instruction
du S.I.P. ?

Quadrat

Paris, le - 8 NOV 1944

EX.N.gp 4 A/1
D 23632

Incarcération par
les allemands

DR/N2/41
D 1873

Monsieur le Directeur,

LETTRE REPONSE

Le Chef contrôleur de gare DUEZ, Charles, de PARIS, a été incarcéré par les allemands du 6 Janvier au 5 Mars 1942 pour avoir facilité le passage de correspondance de zone occupée en zone libre.

Il a été puni d'un blâme avec inscription au dossier et, sur demande de l'E.B.D. de PARIS-NORD, déplacé et nommé à CREIL.

Conformément aux errements de l'époque, DUEZ a été traité sans solde pendant sa détention.

Le memento de la réunion tenue le 22 Septembre 1942 au S.C.P. indiquant que la Région pourra, après examen par cas d'espèce, appliquer rétroactivement aux agents incarcérés par les allemands antérieurement au 1er Septembre 1942, le bénéfice des allocations accordées après cette date, je vous propose d'attribuer à DUEZ, pour la période du 6 Janvier au 5 Mars 1942, une allocation égale aux 3/4 de sa rémunération.

Je vous serais obligé de me faire part de votre décision.

....

Je donne suite, par ailleurs, à la demande de l'agent qui sollicite son retour à PARIS.

Le Chef du Service de
l'Exploitation,

Signé : DEGARDIN

DR/N2/47

18 NOV 1944

D 1873

Monsieur le Chef du Service EX.

REPONSE

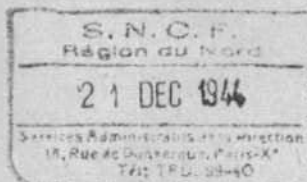
Le Chef contrôleur de gare DUEZ, de PARIS, peut être considéré comme ayant été incarcéré par les autorités allemandes pour "action de résistance".

A ce titre, sa rémunération pourra être rétablie rétroactivement dans les conditions fixées par la note P 1259 du 8.11.44 de M. le Directeur du S.C.P.

Le Directeur,

Signé : HÉBERT

COPIE pour M. le Chef des services
Administratifs de la
Direction.



D.R. N2/42. D 1873

Le Chef de la Subdivision du Personnel

Chen
20 DEC 1944

Monsieur le Chef de la Subdivision
de la Comptabilité M.

EX.M.sp. 4 A/1
D.23.632

Arrestation par
les autorités
allemandes

da | Etant donné le motif pour lequel a été
incarcéré par les autorités allemandes du
6 Janvier au 5 Mars 1942, le Chef Contrôleur
de gare DUMM, Charles de Creil, nous devons
en application de la lettre P.1859 de M. le
Directeur du S.C.F. verser à l'intéressé la
solde dont il a été privé pendant son absence
et lui rembourser la somme dont a été imputée
sa prime de fin d'année 1942. M. le Chef de
l'Arrondissement de l'Exploitation de Paris-
Nord vous renseignera sur le montant du com-
plément de cette prime.

Je vous serais obligé de faire payer
rapidement à DUMM les sommes qui lui revien-
nent.

Signé : CHEVRIER

Guez.